

Budget supplémentaire des dépenses (A) 2010-2011

Pour
l'exercice financier se
terminant le 31 mars 2011

Table des matières

	<i>Page</i>
Introduction au budget supplémentaire des dépenses	7
Tableaux sommaires	
Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses	24
Sommaire des budgets des dépenses à ce jour pour 2010-2011	26
Annexes proposées au projet de loi de crédits	28
Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses	50
Sommaire des modifications apportées aux crédits votés	52
Dépenses budgétaires du budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépenses	56
Affectation des crédits centraux du Conseil du Trésor	62
Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses	63
Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses	68
Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses	74
Détails par ministère, organisme et société d'État	79
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL	
Ministère	84
Agence canadienne de développement international	86
Centre de recherches pour le développement international	86
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN	
Ministère	90
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC	93
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE	
Ministère	95
AGENCE DU REVENU DU CANADA	97
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE	
Ministère	100
Agence canadienne d'inspection des aliments	100
Commission canadienne des grains	101
ANCIENS COMBATTANTS	103
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION	
Ministère	105
CONSEIL DU TRÉSOR	
Secrétariat	108
CONSEIL PRIVÉ	
Ministère	111
DÉFENSE NATIONALE	
Ministère	114
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN	117
ENVIRONNEMENT	
Ministère	120
Agence canadienne d'évaluation environnementale	120
Agence Parcs Canada	121
FINANCES	
Ministère	125
INDUSTRIE	
Ministère	129
Agence spatiale canadienne	130
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	130
Conseil national de recherches du Canada	131
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	132
Conseil de recherches en sciences humaines	132
JUSTICE	
Ministère	135
Bureau du directeur des poursuites pénales	135
PATRIMOINE CANADIEN	
Ministère	140
Conseil des Arts du Canada	141
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	141
Bibliothèque et Archives du Canada	142
PÊCHES ET OCÉANS	144
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES	
Ministère	148

Table des matières

RESSOURCES NATURELLES	
Ministère.....	151
Énergie atomique du Canada limitée.....	151
Office national de l'énergie.....	152
SANTÉ	
Ministère.....	155
Instituts de recherche en santé du Canada.....	156
Agence de la santé publique du Canada.....	157
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE	
Ministère.....	161
Agence des services frontaliers du Canada.....	162
Service canadien du renseignement de sécurité.....	162
Service correctionnel.....	163
Commission nationale des libérations conditionnelles.....	163
Bureau de l'enquêteur correctionnel.....	163
Gendarmerie royale du Canada.....	164
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada.....	165
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada.....	165
TRANSPORTS	
Ministère.....	170
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien.....	170
Marine Atlantique S.C.C.....	170
Commission de la capitale nationale.....	171
Bureau de l'infrastructure du Canada.....	171
Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée.....	172
VIA Rail Canada Inc.....	172
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX.....	174

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Structure du présent budget supplémentaire des dépenses

Le présent budget supplémentaire des dépenses est composé de trois sections distinctes :

1. *Introduction au budget supplémentaire des dépenses;*
2. *Tableaux sommaires*
3. *Détails par ministère, organisme et société d'État.*

Objectif et renseignements généraux

Le budget supplémentaire des dépenses a pour objet de présenter au Parlement de l'information sur des dépenses nécessaires du gouvernement qui n'étaient pas suffisamment étoffées au moment du dépôt du budget principal des dépenses ou encore qui ont été peaufinées par la suite pour prendre en compte les changements apportés à des programmes ou à des services particuliers. Le budget supplémentaire des dépenses renferme aussi des renseignements à jour sur les modifications quant aux coûts prévus des principaux postes législatifs et de divers postes, tels que les transferts de fonds entre crédits, les radiations de dettes, les garanties de prêt, la création ou l'augmentation de subventions et les modifications au libellé de crédits.

Les documents du budget supplémentaire des dépenses sont habituellement déposés au Parlement environ un mois avant la loi de crédits connexe qui accorde au gouvernement du Canada le pouvoir de dépenser les montants provenant du Trésor. Ce délai donne aux divers comités permanents du Parlement suffisamment de temps pour examiner les dépenses proposées avant la présentation de la loi de crédits.

Depuis le printemps 2007, il est de pratique courante de déposer un budget supplémentaire des dépenses pour chaque période parlementaire d'octroi des crédits, soit celles se terminant les 23 juin, 10 décembre et 26 mars. Le présent budget supplémentaire des dépenses (A) est le premier budget supplémentaire des dépenses prévu pour l'exercice en cours et sera déposé au Parlement au cours de la période d'octroi des crédits se terminant le 23 juin 2010.

Sommaire des budgets des dépenses à ce jour – Pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 2011

Le Budget principal des dépenses 2010-2011, déposé le 3 mars 2010, visait à obtenir l'autorisation du Parlement afin de dépenser 96,3 milliards de dollars en crédits votés. Le Budget principal des dépenses présentait également des renseignements au sujet de 162,7 milliards de dollars en dépenses législatives pour un budget principal des dépenses total de 259,0 milliards de dollars. La *Loi de crédits no 1 pour 2010-2011* a reçu la sanction royale le 31 mars 2010 et a fourni des crédits provisoires aux ministères, aux organismes et aux sociétés d'État tributaires de crédits jusqu'à la fin juin 2010. Le président du Conseil du Trésor présentera un projet de loi pour le solde du financement inscrit dans ce budget principal des dépenses en juin.

Le Budget supplémentaire des dépenses (A) 2010-2011 fournit des renseignements à l'appui en vue d'obtenir l'autorisation du Parlement pour engager des crédits votés de 3,3 milliards de dollars, ce qui représente une augmentation de 3,4 p. 100 par rapport au budget principal des dépenses. En outre, ce document comprend des renseignements concernant une réduction de 747,2 millions de dollars en dépenses législatives.



Budget principal des dépenses – 259,0 milliards de dollars

96,3 milliards de dollars en crédits votés et 162,7 milliards de dollars en dépenses législatives

Ce Budget supplémentaire – 2,6 milliards de dollars

3,3 milliards de dollars en crédits votés et une diminution de 0,7 milliards de dollars en dépenses législatives

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Tableau 1 : Total du budget supplémentaire des dépenses (A), 2010-2011
(en millions de dollars)

	Budgétaire ¹	Non-budgétaire ²	Total
Crédits votés ³	3 312,0	.....	3 312,0
Pouvoirs législatifs ⁴	(1 465,7)	718,5	(747,2)
Total	1 846,3	718,5	2 564,8

1. Les dépenses budgétaires incluent les frais de la dette publique, les dépenses de fonctionnement et en capital, les paiements de transfert aux autres ordres de gouvernement, à des organisations et à des particuliers, et les paiements aux sociétés d'État.
2. Les dépenses non budgétaires (prêts, dotations en capital et avances) sont des dépenses qui correspondent à des modifications de la valeur des actifs financiers du gouvernement du Canada.
3. Les dépenses votées sont celles qui doivent être autorisés par le Parlement en vertu d'un projet de loi de crédits.
4. Les dépenses législatives sont celles qui sont autorisées par le Parlement par l'entremise de lois habilitantes.

Tableau 2 : Dépenses budgétaires de 2010-2011 (en milliards de dollars)

Budget mars 2010	280,5
<i>Budgets des dépenses à ce jour</i>	
Budget principal des dépenses 2010-2011	261,2
Budget supplémentaire des dépenses (A) 2010-2011	1,9
Total des budgets des dépenses à ce jour	263,1
<i>Rajustements</i>	
Rajustement net, par suite de la transition de montants nets à des montants bruts dans la présentation du budget fédéral*	16,4
Autres rajustements**	1,0
Total des rajustements	17,4
Dépenses nettes	280,5
Écart	0

* Les documents budgétaires présentent les dépenses brutes, alors que celles du budget principal des dépenses sont nettes. Certains revenus sont déduits des dépenses budgétaires.

** Les autres rajustements sont les décaissements au titre d'acquisitions d'immobilisations, les dépenses imputées à des exercices antérieurs et les dépenses de programmes non encore imputées.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Points saillants de ce budget supplémentaire des dépenses

Cette section donne un aperçu des principaux postes (votés et législatifs) présentés dans le présent budget supplémentaire des dépenses.

Les principaux postes inscrits au présent budget supplémentaire des dépenses exigeant l'approbation du Parlement :

Postes votés

Fonds pour la planification et les activités des services de police et de sécurité en prévision des sommets du G8 et du G20 de 2010 (poste horizontal) – 653,9 millions de dollars

Ces fonds permettront d'appuyer la planification et les activités des services de police et de sécurité au cours des sommets du G8 et du G20. La Gendarmerie royale du Canada (GRC), de concert avec ses partenaires fédéraux, provinciaux et municipaux, veillera à la sécurité de l'ensemble des participants. Le financement demandé dans le cadre de ce budget supplémentaire des dépenses servira à concevoir, à planifier, à coordonner et à mettre en œuvre les activités de sécurité pour les sommets; à fournir à la GRC et à ses partenaires chargés de la sécurité des installations d'hébergement temporaire pour les sommets du G8 et du G20; à obtenir de la technologie d'information et des dispositifs de communications mobiles; à collaborer avec les partenaires fédéraux, provinciaux et municipaux chargés de la sécurité au cours de la tenue des sommets; à assurer la protection de toutes les personnes jouissant d'une protection internationale qui participent aux sommets.

Gendarmerie royale du Canada

321,5 millions de dollars

Sécurité publique et Protection civile

262,6 millions de dollars

Défense nationale

63,1 millions de dollars

Autres

6,7 millions de dollars

Fonds affectés au renforcement de la sûreté aérienne au Canada – 350,6 millions de dollars

Ces fonds appuieront le mandat de l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien (ACSTA) d'assurer la sûreté du système de transport aérien du Canada en permettant à l'ACSTA d'obtenir des machines plus récentes et plus efficaces pour le contrôle des passagers et des bagages, d'harmoniser davantage le réseau d'aviation aux exigences de sûreté internationales et de répondre aux nouvelles exigences américaines concernant les vols du Canada à destination des États-Unis.

Administration canadienne de la sûreté du transport aérien

350,6 millions de dollars

Fonds pour des grands projets d'immobilisations – 338,7 millions de dollars

Ces fonds permettront d'appuyer les projets d'immobilisation en cours, notamment le Projet de la capacité de transport aérien tactique et le Projet des hélicoptères de transport moyen à lourd, et de financer 17 nouveaux projets d'infrastructure provenant des ressources de la Défense nationale annoncées dans les budgets fédéraux de 2005 et de 2006. Le calendrier des besoins de trésorerie pour ces projets a été modifié pour tenir compte des mises à jour des échéanciers des projets.

Défense nationale

338,7 millions de dollars

Fonds pour répondre aux besoins de fonctionnement comme assurer la production continue d'isotopes, les projets de mise à niveau en santé et sécurité, la mise au point de technologies pour les nouveaux réacteurs construits, les manques à gagner des projets de remise en état et les coûts uniques liés à la réduction de l'effectif – 300,0 millions de dollars

Ces fonds permettront à Énergie atomique du Canada limitée de supporter les coûts associés à la production continue d'isotope, notamment les réparations et le redémarrage du réacteur national de recherche universel (NRU); à l'arrêt progressif des installations de production d'isotopes; aux mises à jour liées à l'infrastructure et aux opérations relativement aux priorités en matière de santé, de sécurité et d'environnement aux laboratoires de Chalk River; à la mise au point de technologies pour les nouveaux réacteurs construits; aux manques à gagner des projets de prolongation de la durée de vie des réacteurs; et à la gestion des pressions opérationnelles.

Énergie atomique du Canada limitée

300,0 millions de dollars

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Fonds pour continuer à soutenir la mise en œuvre du plan de gestion de l'eau potable et des eaux usées des Premières nations (poste horizontale) – 162,1 millions de dollars

Affaires indiennes et du Nord canadien
136,5 millions de dollars

Santé
25,6 millions de dollars

Ces fonds permettent de prolonger le plan de gestion de l'eau potable et des eaux usées des Premières nations pour la première de deux années supplémentaires. Les fonds renouvelés permettront aux ministères de continuer de travailler avec les communautés des Premières nations sur la construction d'immobilisations, le fonctionnement et l'entretien des réseaux d'approvisionnement en eau et d'égouts, assurant et préservant ainsi l'intégrité de ces réseaux.

Fonds pour maintenir et améliorer les programmes actuels de promotion de la santé et de prévention des maladies chez les Autochtones ainsi que les programmes visant l'amélioration du système de santé des Premières nations et des Inuits financé par le gouvernement fédéral (poste horizontale) – 135,1 millions de dollars

Santé
130,4 millions de dollars

Agence de la santé publique du Canada
4,6 millions de dollars

Ces fonds appuieront les programmes communautaires qui font la promotion de comportements sains et aident à réduire les taux de maladies chez les Premières nations et les Inuits. En outre, ce financement permettra à Santé Canada de continuer à tenir compte des pénuries de ressources humaines en santé dans les communautés autochtones et de soutenir des projets qui favorisent l'intégration des services fédéraux aux systèmes provinciaux.

Fonds pour la réponse initiale du Canada au tremblement de terre à Haïti (poste horizontale) – 130,3 millions de dollars

Agence canadienne de développement international
70,0 millions de dollars

Affaires étrangères et Commerce international
34,7 millions de dollars

Autres
\$25,6 millions de dollars

Ces fonds permettront de continuer à appuyer la réponse pangouvernementale initiale du Canada au tremblement de terre en Haïti, notamment pour des contributions au titre de l'aide humanitaire réclamée par les Nations Unies et pour des propositions de projets d'organisations non gouvernementales canadiennes déjà actives en Haïti; le Fonds d'aide aux victimes du séisme en Haïti pour soutenir les activités d'aide humanitaire, de redressement rapide et de reconstruction; le déploiement de policiers additionnels aux termes du Programme d'assistance à la police du Canada; et un investissement initial pour la reconstruction des institutions essentielles du système de sécurité. Les fonds couvriront aussi d'autres mesures comme les réparations et la reconfiguration de biens immobiliers du Canada en Haïti, les coûts de fonctionnement supplémentaires de diverses organisations gouvernementales participant à des activités en Haïti, notamment les mesures spéciales d'immigration visant les personnes touchées directement et sérieusement par le séisme et le soutien au gouvernement haïtien.

Financement pour la création du Fonds des médias du Canada pour s'assurer que les Canadiens ont accès à du contenu canadien à la télévision et sur d'autres plateformes numériques – 107,6 millions de dollars

Patrimoine canadien
107,6 millions de dollars

Ce financement appuiera la création de contenu canadien pour diffusion par l'intermédiaire de la télévision et d'au moins une plateforme numérique, comme Internet ou des appareils de communications mobiles. Le Fonds des médias du Canada appuie également l'élaboration de contenu et d'applications interactifs créés exclusivement pour des plateformes numériques autres que la télévision. Parmi les organisations qui bénéficieront du soutien du Fonds des médias du Canada mentionnons les entreprises canadiennes de télévision et de production interactive, les diffuseurs, les câblodistributeurs et les distributeurs par satellite, les fournisseurs de service Internet et les exploitants de communications mobiles. Le gouvernement du Canada, par l'entremise de Patrimoine canadien, ainsi que les câblodistributeurs et distributeurs par satellite versent un financement annuel au Fonds des médias du Canada.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Besoins en matière de rémunération – Fonds pour des affectations versées aux ministères et aux organismes pour les prestations parentales et de maternité et les prestations de départ et indemnités de vacances lors de la cessation de service – 100,0 millions de dollars

Ce financement servira à rembourser les ministères, les organismes et les sociétés d'État pour des indemnités de départ, des crédits de congé à verser au moment de la cessation de service, des prestations parentales et de maternité. Les dépenses admissibles sont remboursées au moyen d'un transfert direct aux crédits du ministère pendant l'exercice au cours duquel ces coûts ont été réellement engagés.

**Secrétariat du
Conseil du Trésor**
100,0 millions de dollars

Fonds pour l'organisation du sommet du G20 à Toronto (poste horizontal) – 101,0 millions de dollars

Ces fonds appuieront l'organisation du sommet des dirigeants du G20 en juin, ainsi qu'un certain nombre de réunions préparatoires et d'activités de sensibilisation, notamment un sommet pour les jeunes. Le financement demandé dans le cadre du présent budget supplémentaire des dépenses servira à l'agrandissement du Bureau de gestion des sommets, à l'acquisition de salles de réunion et de locaux pour les diverses activités, notamment des améliorations aux sites, des paiements anticipés ou des dépôts afin de réserver des lieux pour le sommet et des hôtels pour les délégués, et des locaux à bureaux à Toronto. En outre, ces fonds serviront aux services de soins de santé essentiels et d'urgence, notamment l'élaboration de plans de surveillance de la santé et des aliments, conformément à la responsabilité de Santé Canada d'assurer la sécurité des personnes jouissant d'une protection internationale

**Affaires étrangères et
Commerce international**
70,6 millions de dollars

**Travaux publics et Services
gouvernementaux**
29,2 millions de dollars

Santé
1,2 millions de dollars

Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (poste horizontal) – 65,4 millions de dollars

Les présents fonds seront utilisés pour appuyer les campagnes et les activités de publicité visant à informer la population canadienne au sujet des divers programmes et services gouvernementaux, ainsi que des changements apportés à la politique fédérale de l'impôt sur le revenu, à faciliter le recrutement au sein des Forces canadiennes et de la Gendarmerie royale du Canada, à commémorer les événements marquants de l'histoire du Canada et à sensibiliser le public à l'égard de multiples questions sociales.

**Ressources humaines
et Développement
des compétences**
16,8 millions de dollars

Finances
10,0 millions de dollars

Autres
38,6 millions de dollars

Fonds pour la poursuite de l'initiative des grappes technologiques, laquelle aide les régions, les communautés et les entreprises à profiter d'avantages concurrentiels dans des domaines scientifiques et technologiques ciblés – 62,8 millions de dollars

Ces fonds, annoncés dans le budget fédéral de 2010, permettront de poursuivre l'initiative des grappes technologiques du Conseil national de recherches du Canada (CNRC). Partie importante des activités du CNRC depuis 2000, l'initiative comporte 11 grappes conçues pour appuyer des partenariats en matière de recherche, d'innovation et de commercialisation dans toutes les provinces. Cette initiative permet d'aider les régions, les communautés et les entreprises à profiter d'avantages concurrentiels dans les domaines scientifiques et technologiques ciblés en établissant des liens entre les chercheurs et les entreprises de sorte à renforcer la capacité et l'expertise.

**Conseil national de
recherches du Canada**
62,8 millions de dollars

Mises à jour importantes aux prévisions législatives inscrites au présent budget supplémentaire des dépenses, à titre d'information :

Postes législatifs

Paiements inhérents à l'aide transitoire pour la mise en œuvre de l'initiative de la taxe de vente harmonisée en Colombie-Britannique – 769,0 millions de dollars

Ce financement appuiera l'élimination progressive de la taxe de vente provinciale et la mise en œuvre de la taxe de vente harmonisée en Colombie-Britannique conformément à l'Entente intégrée globale de coordination fiscale (EIGCF).

Finances
769,0 millions de dollars

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Versements à Exportation et développement Canada pour acquitter ses obligations encourues en vertu de l'article 23 de la Loi sur le développement des exportations (Compte du Canada) afin de faciliter et d'accroître les échanges commerciaux entre le Canada et les autres pays (non budgétaire) – 718,5 millions de dollars

**Affaires étrangères et
Commerce international**
718,5 millions de dollars

Exportation et développement Canada (EDC) est l'organisme de crédit à l'exportation du Canada, en propriété exclusive du gouvernement du Canada et géré selon des principes commerciaux et de façon autonome sur le plan financier. EDC offre des solutions novatrices en matière de financement, d'assurance et de gestion des risques afin d'aider les exportateurs et les investisseurs canadiens à accroître leurs activités commerciales internationales. Le Compte du Canada facilite le commerce en appuyant les transactions qui vont au-delà du seuil de risque d'EDC mais qui, d'après le gouvernement, sont dans l'intérêt du public. Les versements comprenaient principalement un soutien à la restructuration de la partie canadienne de l'industrie nord-américaine de l'automobile. Les fonds remboursés au Compte du Canada sont ensuite versés au Trésor.

Nouvelles prévisions relatives au service de la dette publique attribuables à une révision des emprunts prévus et aux taux d'intérêt plus bas que prévu – (2 352,0 millions de dollars)

Finances
(2 352,0 millions de dollars)

Cette diminution est attribuable aux taux d'intérêt plus bas que prévu et aux nouvelles prévisions relatives aux montants empruntés en raison d'un taux de participation plus bas que prévu pour le Programme d'achat de prêts hypothécaires assurés.

Modifications apportées à la structure gouvernementales et nouvelles autorisations demandées

Modifications apportées à la structure gouvernementales indiquées dans le présent budget supplémentaire des dépenses :

Aux termes des dispositions de la *Loi sur les restructurations et les transferts d'attributions dans l'administration publique*, aucune modification n'a été apportée à la structure gouvernementale dans le présent budget supplémentaire des dépenses .

Modifications apportées aux crédits votés et aux postes législatifs indiquées dans le présent budget supplémentaire des dépenses :

Nouveaux crédits Travaux publics et Services gouvernementaux demande un nouveau crédit voté (crédit 7a).

Modifications au libellé des crédits

Les organisations suivantes demandent des modifications au libellé des crédits votés :

- Affaires étrangères et Commerce international (crédits 1a et 10a);
- La Commission nationale des libérations conditionnelles (crédit 40a).

Nouvelles autorisations législatives

De nouvelles autorisations législatives ont été inscrites dans le présent budget supplémentaire des dépenses à titre d'information :

- Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec – Fonds d'adaptation des collectivités;
- Finances – Fonds afin d'appuyer la Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance du Fonds monétaire international (Article 8 – Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes);
- Industrie – Fonds d'adaptation des collectivités;
- Diversification de l'économie de l'Ouest canadien – Fonds d'adaptation des collectivités.

TABLEAUX SOMMAIRES

Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses
Sommaire des budgets des dépenses à ce jour pour 2010-2011
Annexes proposées au projet de loi de crédits
Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses
Sommaire des modifications apportées aux crédits votés
Dépenses budgétaires du budget supplémentaire des dépenses
par article courant de dépense
Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor
Postes horizontaux inclus dans le présent budget
supplémentaire des dépenses
Transferts entre organisations inclus dans le présent budget
supplémentaire des dépenses
Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des
dépenses

Tableaux sommaires

Aperçu des tableaux sommaires

Cette section donne un aperçu des tableaux sommaires suivants présentés dans le budget supplémentaire des dépenses.

1. Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses
2. Sommaire des budgets des dépenses à ce jour pour 2010-2011
3. Annexes proposées au projet de loi de crédits
4. Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses
5. Sommaire des modifications apportées aux crédits votés
6. Dépenses budgétaires du budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense
7. Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor
8. Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses
9. Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses
10. Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

1. Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses

Ce tableau précise les dépenses budgétaires et non budgétaires incluses dans le budget supplémentaire des dépenses par ministère, organisme ou société d'État et par type d'autorisation parlementaire (besoins annuels au titre des crédits et exigences législatives).

Les deux premières colonnes « Budgets des dépenses précédents » précisent les budgets des dépenses à ce jour, ce qui comprend le budget principal. La troisième colonne « Affectations permanentes des crédits centraux du CT » représente les affectations permanentes provenant des crédits du Conseil du Trésor administrés par l'administration centrale qui ont une incidence sur les autorisations de dépenser des ministères. Des renseignements au sujet des crédits centraux du Conseil du Trésor se retrouvent sous le tableau intitulé « Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor ». Les colonnes sous « Budget des dépenses précédents à ce jour » représentent le total des budgets des dépenses totales d'un ministère qui constituent le point de départ du présent budget des dépenses.

Les six colonnes suivantes « Présent budget supplémentaire des dépenses » précisent les besoins actuels tels que présentés dans le budget supplémentaire des dépenses (A). Ces besoins sont répartis en trois catégories, soit Transferts, Crédits à voter et autorisations législatives.

Les deux dernières colonnes « Total – Budgets des dépenses à ce jour » fournissent une mise à jour des dépenses budgétaires et non budgétaires totales pour 2010-2011.

2. Sommaire des budgets des dépenses à ce jour pour 2010-2011

Ce tableau présente les budgets des dépenses publiés précédemment et les montants demandés dans le cadre du présent budget supplémentaire des dépenses. Il fournit aussi une ventilation des dépenses budgétaires et non budgétaires par crédits votés et postes législatifs.

3. Annexes proposées au projet de loi de crédits

Ce tableau donne au lecteur un aperçu du projet de loi de crédits. Comme précisé plus haut, le budget supplémentaire des dépenses appuie directement le projet de loi. Ce tableau renferme une liste des numéros, des libellés des crédits et des fonds demandés qui seront soumis à l'approbation du Parlement. Le projet de loi de crédits du budget supplémentaire des dépenses comprend deux annexes : l'annexe 1 énumère les postes de l'exercice se terminant le 31 mars 2011 et l'annexe 2, les postes de l'exercice se terminant le 31 mars 2012.

Seuls les rajustements positifs aux crédits des ministères sont inclus dans les annexes proposées au projet de loi de crédits. Si une organisation inscrit un montant net négatif ou de zéro dans le présent budget supplémentaire des dépenses, aucun changement aux autorisations de dépenser actuelles n'est demandé au Parlement. Par conséquent, ils ne sont pas compris dans la présente annexe.

Une fois que le projet de loi de crédits est approuvé, le libellé constitue les conditions dans lesquelles les dépenses pourront être effectuées. Les types de crédits suivants peuvent apparaître dans le budget supplémentaire des dépenses :

- a) Crédits pour dépenses du Programme – Ce crédit est utilisé lorsqu'il n'est pas nécessaire d'indiquer séparément le crédit « Dépenses en capital » ou le crédit « Subventions et contributions » parce que les dépenses proposées n'atteignent ni ne dépassent 5 millions de dollars. En pareil cas, toutes les dépenses sont imputées à un seul crédit.

Tableaux sommaires

- b) Crédits pour dépenses de fonctionnement – On se sert de ce crédit lorsqu’il est nécessaire d’avoir un crédit « Dépenses en capital » ou un crédit « Subventions et contributions », voire les deux, c’est-à-dire lorsque les dépenses proposées sous l’une ou l’autre de ces rubriques atteignent ou dépassent 5 millions de dollars.
- c) Crédits pour dépenses en capital – Ce type de crédit est employé lorsque les dépenses en capital d’un programme s’élèvent à 5 millions de dollars ou plus. Les dépenses en capital pourraient comprendre des postes dont la valeur est susceptible de dépasser 10 000 dollars notamment pour l’acquisition de terrains, de bâtiments et d’ouvrages (article courant de dépense 8) ainsi que l’acquisition de machines et de matériel (article courant de dépense 9) ou encore la construction ou la création de biens, lorsqu’un ministère compte se servir de ses propres ressources humaines et matérielles, retient les services d’experts ou achète d’autres biens et services (articles courants de dépense 1 à 9). Diverses limites peuvent être mises en place pour différentes catégories de dépenses en capital.
- d) Crédits pour subventions et contributions – Ce type de crédit est utilisé lorsque le montant total des dépenses en subventions et en contributions s’élève à 5 millions de dollars ou plus. L’inscription au budget supplémentaire des dépenses d’un poste pour une subvention, une contribution ou un autre paiement de transfert n’entraîne aucune obligation d’effectuer un paiement et n’accorde à un bénéficiaire éventuel aucun droit aux sommes prévues. La définition du mot « contributions » figurant dans le libellé du crédit est réputée englober les « autres paiements de transfert » puisqu’il s’agit de deux types de paiements semblables.
- e) Crédits non budgétaires – En regard de ce crédit, identifié par la lettre L, l’autorisation de dépenser est approuvée pour des prêts, des avances et des placements relatifs aux sociétés d’État; et des prêts ou des avances consentis à des fins précises à d’autres gouvernements et à des organisations internationales, ou à des personnes ou des sociétés du secteur privé.
- f) Crédits spéciaux : Déficit des sociétés d’État et personnes juridiques distinctes Quand il est nécessaire d’affecter des fonds pour un paiement à une société d’État ou pour couvrir les dépenses d’une personne juridique, un crédit distinct est établi. Par personne juridique, on entend une entité de l’administration qui exerce ses activités en vertu d’une loi du Parlement et qui relève directement d’un ministre.
- g) Crédits du Conseil du Trésor gérés par l’administration centrale – Ces crédits permettent au Conseil du Trésor d’assumer ses responsabilités législatives relatives à la gestion des ressources financières, humaines et matérielles de l’administration fédérale. À cette fin, il doit disposer d’un certain nombre d’autorisations spéciales, lesquelles sont exposées ci-après.
 - i. Crédit pour éventualités du gouvernement – Ce crédit sert à augmenter d’autres crédits et pour payer des dépenses diverses, urgentes ou imprévues qui n’ont pas autrement été pourvues, y compris les subventions et les contributions qui ne sont pas inscrites au budget des dépenses et l’augmentation du montant des subventions qui sont énumérés dans le présent budget des dépenses. Cette autorisation d’augmenter d’autres crédits est accordée jusqu’à l’obtention de l’approbation du Parlement et dans la mesure où les dépenses s’inscrivent dans le cadre du mandat de l’organisation.
 - ii. Crédit pour initiatives pangouvernementales – Ce crédit s’ajoute à d’autres crédits afin de soutenir la mise en œuvre d’initiatives de gestion stratégique entreprises dans la fonction publique du Canada.
 - iii. Crédit pour rajustements à la rémunération – Ce crédit sert à augmenter d’autres crédits afin de financer des augmentations de dépenses salariales liées aux conventions collectives conclues entre le Conseil du Trésor et les unités de négociation représentant les fonctionnaires, ainsi qu’aux conventions collectives signées avec des employeurs distincts, y compris les membres de la Gendarmerie royale du Canada et des Forces canadiennes, les personnes nommées par le gouverneur en conseil et les employés de sociétés d’État conformément à l’article 83 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.
 - iv. Crédit pour assurances de la fonction publique – Ce crédit fournit les cotisations à l’égard de programmes d’assurance, de pension, d’avantages sociaux ou autres, ou applicables à l’administration de ces programmes ou autres, notamment des primes, des contributions, des avantages sociaux, des frais et autres dépenses faites en faveur de la fonction publique ou d’une partie de celle-ci et pour toutes autres personnes, déterminées par le Conseil du Trésor, et autorisation de dépenser tous revenus ou toutes autres sommes perçues à l’égard de ces programmes ou autres pour compenser toutes dépenses découlant de ces programmes ou autres et pour pourvoir au remboursement à certains employés de leur part de la réduction des primes conformément au paragraphe 96(3) de la *Loi sur l’assurance-emploi*.
 - v. Crédit pour le report du budget de fonctionnement – Ce crédit s’ajoute à d’autres crédits dans le cas d’un report du budget de fonctionnement de l’exercice précédent.

Tableaux sommaires

- vi. Crédit pour les besoins en matière de rémunération – Ce crédit s’ajoute à d’autres crédits pour combler les besoins en matière de congés parentaux et de maternité, les indemnités versées lors d’une cessation de service ou d’emploi, ainsi que les rajustements aux conditions de service ou d’emploi de l’administration publique fédérale, y compris pour les membres de la Gendarmerie royale du Canada et des Forces canadiennes, dans le cas où ces crédits ne sont pas pourvus par le crédit des rajustements à la rémunération.

4. Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses

Ce tableau fournit au Parlement une mise à jour des changements importants apportés aux prévisions des dépenses liées aux grands postes législatifs. Les postes législatifs sont ceux que le Parlement a approuvés par l’adoption d’autres textes législatifs qui précisent les fins auxquelles peuvent servir les dépenses et les conditions dans lesquelles elles peuvent être effectuées. Les dépenses législatives sont incluses dans le budget supplémentaire des dépenses à titre d’information uniquement.

5. Sommaire des modifications apportées aux crédits votés

Ce tableau fournit toute l’information concernant les crédits de ce budget supplémentaire, par ministère.

La première colonne (Numéro du crédit) indique quel crédit est accru dans le cadre du présent budget supplémentaire des dépenses. La lettre jointe au numéro précise quel budget supplémentaire des dépenses a été utilisé pour augmenter le crédit.

La deuxième colonne (Montant brut) indique le total des fonds demandés dans le présent budget supplémentaire des dépenses.

La troisième colonne (Moins : Autorisations de dépenser disponibles) représente les pouvoirs de dépenser inutilisés qu’invoquent les organisations pour réduire le montant demandé dans le présent budget supplémentaire des dépenses. La section du budget supplémentaire des dépenses de chacun des ministères présente de plus amples renseignements sur ces montants.

La quatrième colonne (Montant net) indique le montant net du financement supplémentaire inscrit dans le présent budget supplémentaire des dépenses. Fait à noter, les montants négatifs ou de zéro ne sont pas inclus dans les annexes proposées du projet de loi de crédits

6. Dépenses budgétaires du budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense

Afin d’indiquer de façon plus précise l’incidence des dépenses du gouvernement fédéral sur l’économie, il faut établir le montant net des achats de l’État par article courant. À cette fin, tous les ministères, y compris ceux qui ont recours à un fonds renouvelable, doivent inscrire leurs dépenses liées à des achats par catégories d’articles courants de dépense. Les articles courants sont le niveau le plus élevé de la classification par article qu’utilisent le Parlement et le pouvoir exécutif; ils figurent dans les budgets principal et supplémentaire des dépenses et les Comptes publics.

Les articles courants de dépense sont les suivants :

1. Personnel
2. Transports et communications
3. Information
4. Services professionnels et spéciaux
5. Location
6. Achat de services de réparation et d’entretien
7. Services publics, fournitures et approvisionnements
8. Acquisition de terrains, de bâtiments et d’ouvrages
9. Acquisition de machines et de matériel
10. Paiements de transfert
11. Service de la dette publique
12. Autres subventions et paiements

Une brève définition de chaque article courant se trouve à la fin de cette section.

Tableaux sommaires

7. Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Ce tableau sommaire fournit une liste complète des affectations provenant des crédits centraux du Conseil du Trésor (CT) pour les éventualités du gouvernement, les initiatives pangouvernementales, les rajustements à la rémunération, le report du budget de fonctionnement, les besoins en matière de rémunération et les initiatives d'exécution du budget, le cas échéant.

Éventualités du gouvernement (crédit 5 du CT) – Ce tableau sommaire fournit une liste complète des organisations qui ont reçu un financement temporaire à partir du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor (crédit 5 du CT). Des fonds temporaires peuvent être accordés pour des dépenses diverses, urgentes et imprévues, qui ne figuraient pas dans le budget principal des dépenses et qui doivent être engagées avant que le prochain budget supplémentaire des dépenses ne reçoive la sanction royale. Une fois que le Parlement a approuvé le projet de loi de crédits pour le budget supplémentaire des dépenses et que le gouverneur général a accordé la sanction royale, les fonds temporaires sont remboursés au crédit 5 du CT.

Les critères suivants doivent être satisfaits afin que le Conseil du Trésor puisse accorder l'accès au crédit 5 du CT :

- Toutes les avances imputées au crédit pour éventualités du gouvernement doivent être considérées comme des avances temporaires devant être couvertes par des postes inscrits au budget supplémentaire des dépenses suivant et être remboursées lorsque la loi de crédits afférente est adoptée. Des exceptions s'appliquent dans les cas des besoins qui surviennent après le dernier budget supplémentaire des dépenses de l'exercice alors que les avances pourraient ne pas être remboursées.
- L'autorisation existante d'une organisation doit être insuffisante pour répondre aux besoins actuels et à ceux de la nouvelle initiative jusqu'à la prochaine période d'octroi de crédits. Ainsi, l'organisation doit justifier sa demande en présentant une analyse valable de son flux de trésorerie.
- Il doit y avoir une raison valable et impérieuse, surtout en ce qui a trait au versement de subventions, pour effectuer le paiement avant la prochaine période de crédits. Si ce n'est pas le cas, le paiement doit être différé et l'accès au crédit 5 du CT doit être refusé.
- En ce qui concerne les subventions, il faut consulter et respecter la politique sur les paiements de transfert afin de s'assurer qu'un bénéficiaire valable et légalement constitué existe et que l'organisation doit absolument effectuer le paiement avant la prochaine période d'octroi de crédits.

Initiatives pangouvernementales (crédit 10 du CT) – Ce crédit s'ajoute à d'autres crédits pour appuyer la mise en œuvre d'initiatives de gestion stratégique entreprises dans la fonction publique du Canada. Les ministères et les organismes ne sont pas tenus de rembourser les fonds provenant du crédit 10.

Rajustement à la rémunération (crédit 15 du CT) – Ce crédit s'ajoute à d'autres crédits pouvant nécessiter un financement partiel ou intégral plus important en raison de rajustements intervenants aux conditions de service ou d'emploi à la fonction publique fédérale, y compris pour les membres de la Gendarmerie royale du Canada et des Forces canadiennes, les personnes nommées par le gouverneur en conseil et les employés de sociétés d'État, conformément à l'article 83 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Les ministères et les organismes ne sont pas tenus de rembourser les fonds provenant du crédit 15.

Report du budget de fonctionnement (crédit 25 du CT) – Ce crédit s'ajoute à d'autres crédits en autorisant un report des fonds non utilisés de l'exercice précédent, jusqu'à concurrence de 5 p. 100 du budget de fonctionnement inscrit au budget principal des dépenses de l'exercice précédent d'un ministère ou d'un organisme. Les ministères et les organismes ne sont pas tenus de rembourser les fonds provenant du crédit 25.

Besoins en matière de rémunération (crédit 30 du CT) – Ce crédit s'ajoute à d'autres crédits en assurant au gouvernement les fonds nécessaires pour respecter des exigences juridiques d'employeur, concernant notamment les congés parentaux, les congés de maternité et les indemnités versées lors d'une cessation de service ou d'emploi ainsi que les rajustements aux conditions de service ou d'emploi de l'administration publique fédérale. Les ministères et les organismes peuvent obtenir ce crédit tout au long de l'exercice. Les ministères, les organismes et sociétés d'État ne sont pas tenus de rembourser les fonds provenant du crédit 30.

Tableaux sommaires

8. Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Une initiative horizontale est une activité dans le cadre de laquelle des partenaires provenant de deux ou plusieurs organisations acceptent, en vertu d'une entente de financement formelle (p. ex., un mémoire au Cabinet, une présentation au Conseil du Trésor, un accord fédéral-provincial) de collaborer à l'atteinte de résultats partagés.

Ce tableau fournit un résumé des postes pour lesquels des fonds sont demandés dans le présent budget supplémentaire des dépenses. Il s'agit d'une vue d'ensemble des initiatives horizontales relatives au présent budget supplémentaire des dépenses pour lesquelles deux ou plusieurs organisations demandent une augmentation de leur financement.

9. Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Les organisations demandent souvent à transférer des fonds entre des organisations à diverses fins. Ce tableau présente un résumé de ces transactions.

10. Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Il arrive souvent que le budget supplémentaire des dépenses inclut des « postes de 1 \$ » visant à demander la modification de la répartition de fonds ou du libellé d'un crédit existant (comme pour les garanties de prêts) déjà approuvés dans le budget principal des dépenses. Un tel poste ne vise pas à demander un financement nouveau ou additionnel, mais à redistribuer entre crédits des autorisations de dépenser existantes et/ou à accorder des autorisations pertinentes. Or, comme aucun nouveau financement n'est demandé, la somme de 1 \$ est strictement symbolique.

Par exemple, les postes de 1 \$ peuvent servir à :

- transférer des fonds d'un crédit à un autre;
- radier des créances;
- modifier une garantie de prêt;
- autoriser une subvention;
- modifier des lois de crédits antérieures.

Tableaux sommaires

Explication des articles courants de dépenses

1. Personnel

- Traitements et salaires, rétribution des heures supplémentaires, indemnité de cessation d'emploi, salaire rétroactif et autres rémunérations spéciales de tout le personnel civil permanent (à plein temps) ou engagé pour une période déterminée (à temps partiel, saisonnier ou occasionnel), à l'exclusion des employés des sociétés d'État mandataires et propriétaires, ainsi que des membres des forces militaires et de la Gendarmerie royale du Canada.
- Traitements des juges, du gouverneur général et des lieutenants gouverneurs et indemnités des membres des deux chambres du Parlement, tout genre d'indemnité versée aux employés permanents ou engagés pour une période déterminée ou à leur intention, comme les indemnités de subsistance, suppléments provisoires, indemnités de service à l'étranger, indemnités d'isolement, indemnités de pension et de subsistance, primes de postes, et autres allocations du genre.
- Allocations pour automobile des ministres et indemnités de dépenses des sénateurs et des députés.
- Contributions de l'État à divers régimes d'avantages sociaux des employés (Compte de pension de retraite de la fonction publique, Compte de prestations de retraite supplémentaires, Compte du Régime de pensions du Canada, Régime des rentes du Québec, Compte de prestations de décès de la fonction publique et Compte d'assurance emploi).
- Compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, Compte de pension de retraite des Forces canadiennes et Compte d'allocations de retraite des membres du Parlement; contributions de l'État aux régimes d'assurance-maladie et d'assurance-hospitalisation provinciaux et autres; frais de personnel supplémentaire pour diverses fins.

2. Transports et communications

- Frais de voyage et de transport des employés du gouvernement ainsi que des membres des Forces canadiennes et de la Gendarmerie royale du Canada; frais de réinstallation de ces personnes et des personnes à leur charge, frais de subsistance et autres frais payés par ces personnes en voyage commandé; dépenses de voyage des juges; dépenses et indemnités de voyage payables aux sénateurs et aux députés.
- Transport de personnes par contrat, nolisement ou autres moyens, y compris les frais de voyage de personnes qui s'occupent de travaux d'arpentage, d'inspections et d'études sur le terrain; frais de déplacement et de transport de personnes qui ne sont pas des employés de l'État, comme les frais de transport d'anciens combattants demandant des traitements ou des pensions.
- Affranchissement ordinaire, courrier aérien, recommandé, colis postal, courrier exprès, ainsi que location de cases postales et tous les autres frais postaux.
- Frais de transport de marchandises à l'égard d'un achat, autres que le coût initial de livraison (compris dans l'article courant applicable au coût de l'achat même), y compris les frais de services de messagerie offerts par l'entreprise privée.
- Tous les frais des services de télécommunication par téléphone, télégraphe, câble, télétype, radio et sans fil. (droits, taxes, etc.) et autres frais de communication, tels ceux qui découlent des services de messagerie assurés à forfait par des entreprises de l'extérieur et des services de communication fournis par contrat ou entente.

3. Information

- Services de promotion pour publicité et autres fins, achetés aux agences de publicité pour du temps d'antenne ou pour des médias imprimés, des placards extérieurs ou des panneaux-réclame. Cela comprend les services de promotion et de création tels que le graphisme.
- Services d'édition pour la passation de commandes, la mise en marché, la distribution et la vente de publications commanditées par le ministère, et pour l'achat de publications connexes de l'État. Sont aussi compris les services d'impression, de duplication, de photocopie, de préparation des textes, de graphisme, de mise en pages et les services techniques et consultatifs tels que le traitement informatique des textes et la transmission en masse des imprimés. De plus, y sont compris les services d'exposition tels que les services d'exposition et les services audiovisuels correspondants se rapportant à des expositions et étalages.
- Services des relations publiques et des affaires publiques pour des sondages sur les comportements et l'évaluation des services, la promotion des ventes, la commercialisation, la mise en valeur des exportations, les relations publiques et la publicité, les sondages d'opinion, ainsi que les marchés concernant l'organisation et l'exploitation des services de contrôle des médias et des groupes cibles. Sont aussi compris les services de rédaction des discours et les services liés aux communiqués de presse, aux séances d'information, aux conférences de presse et aux événements spéciaux.

Tableaux sommaires

4. Services professionnels et spéciaux

- Services professionnels offerts par des particuliers ou des organismes comprenant des versements sous forme d'honoraires, de commissions, etc., pour les services de comptables, d'avocats, d'architectes, d'ingénieurs, d'analystes scientifiques, de sténographes judiciaires, de traducteurs; versements aux enseignants œuvrant à différents niveaux dans les établissements d'enseignement; paiements pour les services de médecins, d'infirmières et autre personnel médical; paiement de services de gestion, de traitement des données et autre conseiller en recherche; et de toute autre aide technique, professionnelle et spécialisée de l'extérieur.
- Paiement de traitements hospitaliers, de soins aux anciens combattants et de services d'assistance sociale; paiement de services d'informatique, paiement des frais de scolarité des Indiens inscrits à des institutions d'enseignement qui ne sont pas des écoles fédérales; achat de services de formation en vertu de la *Loi sur la formation professionnelle des adultes* et paiements à l'École de la fonction publique du Canada pour des cours de formation.
- Paiements pour les services du Corps des commissionnaires et autres services contractuels de fonctionnement et d'entretien tels que le service d'autos blindées, les services de buanderie et de nettoyage à sec, les services de nettoyage dans les immeubles, les services d'aide temporaire, les services d'accueil, de stockage, d'entreposage et autres services commerciaux, ainsi que les paiements faits au ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux pour l'administration de marchés.

5. Location

- Location, par le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux, de propriétés requises à certaines fins par divers ministères et de locaux destinés aux bureaux et aux services du gouvernement.
- Location et affrètement, avec ou sans équipage, de navires, aéronefs, véhicules motorisés et autre matériel, et location d'appareils de télécommunication et de matériel de bureau, y compris les ordinateurs.
- Bien qu'elle comporte la location de locaux proprement dits, la location de services d'entreposage figure à l'article courant 4.

6. Achat de services de réparation et d'entretien

- Travaux de réparation et d'entretien de biens durables mentionnés à l'article courant 8, Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages, exécutés à forfait, ainsi que du matériel visé par l'article courant 9, Acquisition de machines et de matériel.
- Paiements faits au ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux pour les services offerts aux locataires.
- Le coût des matériaux, des fournitures et les autres frais pour les travaux exécutés directement par un ministère sont inscrits sous d'autres rubriques, selon la nature de l'achat.

7. Services publics, fournitures et approvisionnements

- Dépenses relatives aux services d'un genre normalement assuré par une municipalité ou un service public, comme l'approvisionnement en eau, l'électricité, le gaz, etc. Y figurent donc les taxes d'eau, les frais d'éclairage, d'énergie et de gaz, et le paiement de ces services, qu'ils soient obtenus de la municipalité ou d'ailleurs.
- Achat des fournitures et approvisionnements requis pour assurer le fonctionnement et le maintien réguliers des services de l'État. Sont inclus :
 - essence et huile achetées en grandes quantités, combustible ou carburant pour navires, avions, transport et chauffage;
 - aliments pour bétail;
 - aliments et autres fournitures pour navires et établissements;
 - bestiaux achetés pour consommation ou revente;
 - graines de semence;
 - livres et autres publications achetés pour diffusion à l'extérieur;
 - uniformes et fourniment;
 - photographies, cartes terrestres et marines achetées à des fins d'administration et de fonctionnement;
 - fournitures scientifiques et de laboratoire, y compris échantillons pour essais;
 - fournitures pour dessin, tirage de bleus et travaux d'art; fournitures pour les levés topographiques, études;
 - produits chimiques;
 - approvisionnements hospitaliers, chirurgicaux et médicaux;
 - œuvres d'art pour expositions et documents historiques pour galeries, musées et archives;
 - fournitures du service de nettoyage;

Tableaux sommaires

- bois et charbon;
- fournitures électriques;
- pièces de réparation autres que les pièces accompagnant normalement le matériel au moment de l'achat d'aéronefs, de navires, de véhicules routiers, de matériel de communication et autre équipement, et autres fournitures et approvisionnements.

8. Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages

- Toutes les dépenses relatives à l'acquisition de bâtiments, chemins, ouvrages d'irrigation, canaux, aéroports, quais, ponts et toute autre immobilisation de ce genre.
- Améliorations comportant des rajouts ou des modifications de structure, ainsi que le coût d'installation du matériel fixe qui fait partie intégrante de l'ouvrage ou de la structure, comme les ascenseurs, les appareils de chauffage et d'aération.
- Tous les travaux de reconstruction de ces types de biens matériels comme les projets réalisés en vertu d'un contrat ou d'un accord.
- Achat de terrains.
- Les dépenses liées à des contrats pour de nouvelles constructions pour les employés occasionnels embauchés ou pour les employés permanents qui travaillent à plein temps ou à temps partiel à des projets précis, les frais de déplacement, les services professionnels, la location de matériel, l'entretien de matériel et les matériaux achetés spécialement pour servir à ces travaux sont imputés aux articles courants pertinents (articles courants 1 à 9).

9. Acquisition de machines et de matériel

- Dépenses relatives à l'acquisition de toutes les machines, de tout le matériel, des fournitures et du mobilier de bureau, du matériel informatique et électronique ou de tout autre accessoire de bureau.
- Matériel et accessoires à microfilmer, matériel de communication entre bureaux, machines à affranchir avec compteur, cylindres pour machines enregistreuses et tout autre accessoire de bureau.
- Véhicules automobiles, avions, tracteurs, matériel de voirie, matériel de télécommunications et autre appareillage du même genre; matériel scientifique et de laboratoire, navires, brise-glaces et matériel auxiliaire de la navigation, ainsi que tout autre genre de matériel lourd et léger; munitions et divers genres de matériel pour la Défense nationale, tels que navires, avions, matériel mécanique, véhicules de combat, armes, moteurs et pièces de rechange habituellement achetées avec ce matériel au moment de l'achat.

10. Paiements de transfert

- Subventions, contributions et tous les autres paiements de transfert versés par l'État, tels que :
 - Paiements importants relatifs au bien-être versés à des particuliers, comme les prestations de la Sécurité de la vieillesse et les allocations de ce genre, les allocations et les pensions des anciens combattants.
 - Paiements aux provinces et aux territoires en vertu de la *Loi constitutionnelle*, de la *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces* et du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux et pour les langues officielles.
 - Paiements aux Indiens et aux Inuits, afin de soutenir les initiatives d'autonomie gouvernementale et les programmes dans le domaine social, de la santé, de l'éducation et du développement communautaire, et ce, en conformité avec les revendications des Autochtones.
 - Paiements aux gouvernements territoriaux en vertu des ententes de financement conclues par le ministre des Finances et les ministres des Finances des territoires.
 - Capitaux consentis à l'industrie; subventions aux fins de recherches et autres mesures d'aide relatives aux recherches effectuées par des organismes non gouvernementaux; bourses d'études.
 - Subventions de soutien consenties à des organismes nationaux et internationaux sans but lucratif.
 - Contributions à des organismes internationaux et droits d'affiliation à ces organismes, comme la contribution au programme d'aide alimentaire internationale et la cotisation du Canada aux Nations Unies.

La plupart des paiements compris dans cette catégorie d'article courant sont détaillés dans le budget des dépenses sous les rubriques « Subventions » ou « Contributions ». Les premières ne sont pas soumises à la vérification et sont, par conséquent, soumises à l'approbation du Parlement en ce qui concerne le montant, le bénéficiaire et même leur objet, par l'entremise de l'approbation du projet de loi de crédits qui précise les « Subventions inscrites au Budget des dépenses »; les secondes sont soumises à la vérification et ne sont pas aussi limitées. Les subventions et leur valeur totale ont un caractère législatif et une description particulière qui régissent leur utilisation.

Tableaux sommaires

11. Service de la dette publique

- Intérêts de la dette non échue du Canada (y compris les bons du Trésor) et autres passifs comme le fonds de fiducie et autres fonds spéciaux.
- Frais d'émission de nouveaux emprunts, amortissement de l'escompte à l'émission d'obligations, primes et commissions afférentes aux obligations.
- Frais administratifs et afférents à la dette publique.

12. Autres subventions et paiements

- Paiements à des sociétés d'État, y compris les versements destinés à combler les déficits de fonctionnement et les autres paiements de transfert versés aux sociétés d'État.
- Versements à certains comptes non budgétaires (comme les contributions de l'État au compte de stabilisation des prix des produits agricoles ou les prestations relatives à la *Loi sur les terres destinées aux anciens combattants*), ainsi que l'amortissement de plusieurs types de pertes, le rajustement annuel des réserves pour les créances et certains autres postes « Divers ».
- Sous le titre « Divers » figurent certaines dépenses comme les licences, les permis et droits de bassin, de touage, de mise à quai et d'amarrage, le cautionnement d'employés de l'État, la perte d'effets personnels et les dépenses relatives à de petits articles et à divers services. Sont compris également des fonds pour de nombreux articles de dépense et services qui ne peuvent être mentionnés sous les diverses rubriques du présent sommaire.

Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État	Budgets des dépenses précédents		Affectations permanentes des crédits centraux du CT	Budgets des dépenses précédents à ce jour	
	Dépenses budgétaires	Dépenses non budgétaires		Dépenses budgétaires	Dépenses non budgétaires
	\$	\$	\$	\$	\$
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL					
Ministère	2 567 219 610	(552 000 000)	.....	2 567 219 610	(552 000 000)
Agence canadienne de développement international.....	3 153 571 754	1	.....	3 153 571 754	1
Centre de recherches pour le développement international	181 303 761	.....	.....	181 303 761	.....
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN					
Ministère	7 223 387 016	77 803 000	.....	7 223 387 016	77 803 000
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC.....	429 162 145	.....	.....	429 162 145	.....
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE					
Ministère	382 139 920	.....	.....	382 139 920	.....
AGENCE DU REVENU DU CANADA	4 476 430 412	.....	.....	4 476 430 412	.....
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE					
Ministère	2 990 141 697	.....	.....	2 990 141 697	.....
Agence canadienne d'inspection des aliments.....	645 426 219	.....	.....	645 426 219	.....
Commission canadienne des grains	5 393 790	.....	.....	5 393 790	.....
ANCIENS COMBATTANTS	3 414 105 302	.....	.....	3 414 105 302	.....
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION					
Ministère	1 532 468 607	1	.....	1 532 468 607	1
CONSEIL DU TRÉSOR					
Secrétariat	4 946 289 889	.....	.....	4 946 289 889	.....
CONSEIL PRIVÉ					
Ministère	143 947 689	.....	.....	143 947 689	.....
DÉFENSE NATIONALE					
Ministère	21 101 511 883	.....	.....	21 101 511 883	.....
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN.....	428 958 419	.....	.....	428 958 419	.....
ENVIRONNEMENT					
Ministère	1 094 064 973	.....	.....	1 094 064 973	.....
Agence canadienne d'évaluation environnementale.....	28 960 128	.....	.....	28 960 128	.....
Agence Parcs Canada.....	804 955 309	.....	.....	804 955 309	.....
FINANCES					
Ministère	88 525 569 352	1	.....	88 525 569 352	1
INDUSTRIE					
Ministère	2 412 707 836	800 000	.....	2 412 707 836	800 000
Agence spatiale canadienne	390 756 787	.....	.....	390 756 787	.....
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario.....	506 965 277	.....	.....	506 965 277	.....
Conseil national de recherches du Canada.....	748 969 199	.....	.....	748 969 199	.....
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	1 020 198 431	.....	.....	1 020 198 431	.....
Conseil de recherches en sciences humaines	674 916 724	.....	.....	674 916 724	.....
JUSTICE					
Ministère	712 270 997	.....	.....	712 270 997	.....
Bureau du directeur des poursuites pénales.....	158 879 468	.....	.....	158 879 468	.....
PATRIMOINE CANADIEN					
Ministère	1 145 948 845	.....	.....	1 145 948 845	.....
Conseil des Arts du Canada	181 696 784	.....	.....	181 696 784	.....
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	5 664 920	.....	.....	5 664 920	.....
Bibliothèque et Archives du Canada.....	120 285 150	.....	.....	120 285 150	.....
PÊCHES ET OCÉANS.....	1 967 737 091	.....	.....	1 967 737 091	.....
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES					
Ministère	44 335 582 819	765 110 776	.....	44 335 582 819	765 110 776

	Présent budget supplémentaire des dépenses					Total – Budgets des dépenses à ce jour		
	<i>Transferts</i>	Dépenses budgétaires		Dépenses non budgétaires		<i>Total</i>	<i>Dépenses budgétaires</i>	<i>Dépenses non budgétaires</i>
		<i>Crédits à voter</i>	<i>Autorisations législatives</i>	<i>Crédits à voter</i>	<i>Autorisations législatives</i>			
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
45 390 453 (12 365 900)	220 403 852 70 000 000	..... .....	..... .....	718 500 000	984 294 305 57 634 100	2 833 013 915 3 211 205 854	166 500 000 1
171 946	1	.....	.....	.....	171 947	181 475 708	.....
1 962 452	181 854 148	.....	.....	.....	183 816 600	7 407 203 616	77 803 000
450 000	32 767 666	5 000 000	.....	.....	38 217 666	467 379 811	.....
..... (1 360 532)	30 566 10 128 085	..... .....	..... .....	..... .....	30 566 8 767 553	382 170 486 4 485 197 965	..... .....
(14 255 800) 7 237 094	1 17 055 913	..... .....	..... .....	..... .....	(14 255 799) 24 293 007	2 975 885 898 669 719 226	..... .....
..... 274 100	26 000 000 3 414 000	..... .....	..... .....	..... .....	26 000 000 3 688 100	31 393 790 3 417 793 402	..... .....
(28 056 453)	66 604 848	.....	.....	.....	38 548 395	1 571 017 002	1
144 458 (255 000)	106 307 893 13 824 670	..... .....	..... .....	..... .....	106 452 351 13 569 670	5 052 742 240 157 517 359	..... .....
(3 599 364)	411 507 136	.....	.....	.....	407 907 772	21 509 419 655	.....
.....	9 193 971	13 500 000	.....	.....	22 693 971	451 652 390	.....
630 000	3 230 259 1 451 500	..... .....	..... .....	..... .....	3 860 259 1 451 500	1 097 925 232 30 411 628	..... .....
62 697 000	1 078 229 32 617 162	..... (1 485 656 000)	..... .....	..... .....	63 775 229 (1 453 038 838)	868 730 538 87 072 530 514	..... 1
(751 000) 35 000	72 617 792 1	5 000 000 .....	..... .....	..... .....	76 866 792 35 001	2 489 574 628 390 791 788	800 000
(45 000 000) 44 965 000	..... 88 507 240	..... (3 573 500)	..... .....	..... .....	(45 000 000) 129 898 740	461 965 277 878 867 939	..... .....
(508 000) (574 748)	..... 1	..... .....	..... .....	..... .....	(508 000) (574 747)	1 019 690 431 674 341 977	..... .....
.....	24 310 434 4 743 997	..... .....	..... .....	..... .....	24 310 434 4 743 997	736 581 431 163 623 465	..... .....
(823 056) 127 000	144 896 633 1	..... .....	..... .....	..... .....	144 073 577 127 001	1 290 022 422 181 823 785	..... .....
..... 445 804 (69 458)	2 628 572 1 12 338 924	..... ..... .....	..... ..... .....	..... ..... .....	2 628 572 445 805 12 269 466	8 293 492 120 730 955 1 980 006 557	..... ..... .....
.....	81 845 400	.....	.....	.....	81 845 400	44 417 428 219	765 110 776

Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État	Budgets des dépenses précédents		Affectations permanentes des crédits centraux du CT	Budgets des dépenses précédents à ce jour	
	Dépenses budgétaires	Dépenses non budgétaires		Dépenses budgétaires	Dépenses non budgétaires
	\$	\$	\$	\$	\$
RESSOURCES NATURELLES					
Ministère	4 452 723 433	.....	.....	4 452 723 433	.....
Énergie atomique du Canada limitée	102 452 000	.....	.....	102 452 000	.....
Office national de l'énergie	52 549 403	.....	.....	52 549 403	.....
SANTÉ					
Ministère	3 419 376 046	.....	.....	3 419 376 046	.....
Instituts de recherche en santé du Canada	980 820 890	.....	.....	980 820 890	.....
Agence de la santé publique du Canada	677 995 263	.....	.....	677 995 263	.....
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE					
Ministère	440 728 724	.....	.....	440 728 724	.....
Agence des services frontaliers du Canada.....	1 619 390 409	.....	.....	1 619 390 409	.....
Service canadien de renseignement de sécurité.....	506 572 769	.....	.....	506 572 769	.....
Service correctionnel	2 460 249 419	.....	.....	2 460 249 419	.....
Commission nationale des libérations conditionnelles...	46 406 732	.....	.....	46 406 732	.....
Bureau de l'enquêteur correctionnel.....	3 557 065	.....	.....	3 557 065	.....
Gendarmerie royale du Canada.....	2 813 949 670	.....	.....	2 813 949 670	.....
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	1 811 047	.....	.....	1 811 047	.....
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada.....	5 387 680	.....	.....	5 387 680	.....
TRANSPORTS					
Ministère	1 867 271 934	.....	.....	1 867 271 934	.....
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien.....	243 556 000	.....	.....	243 556 000	.....
Marine Atlantique S.C.C.	108 202 000	.....	.....	108 202 000	.....
Commission de la capitale nationale.....	117 360 909	.....	.....	117 360 909	.....
Bureau de l'infrastructure du Canada	8 182 657 880	.....	.....	8 182 657 880	.....
Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée	60 558 000	.....	.....	60 558 000	.....
VIA Rail Canada Inc.....	523 721 000	.....	.....	523 721 000	.....
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX	2 843 325 934	.....	.....	2 843 325 934	.....
Tous les autres ministères, organismes ou sociétés d'État non visés par le présent budget des dépenses	8 051 492 828	(2 504 996 000)	.....	8 051 492 828	(2 504 996 000)
Comptes à fins déterminées consolidés	23 195 163 112	.....	.....	23 195 163 112	.....
Total des budgets des dépenses.....	261 234 868 350	(2 213 282 221)	.....	261 234 868 350	(2 213 282 221)

Sommaire des budgets des dépenses à ce jour pour 2010-2011

Budgets des dépenses précédents :
Budget principal des dépenses
Présent budget supplémentaire des dépenses
Total des budgets des dépenses à ce jour

	Présent budget supplémentaire des dépenses					Total – Budgets des dépenses à ce jour		
	Transferts	Dépenses budgétaires		Dépenses non budgétaires		Total	Dépenses budgétaires	Dépenses non budgétaires
		Crédits à voter	Autorisations législatives	Crédits à voter	Autorisations législatives			
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
(124 500)	15 878 751	.....	.....	.....	15 754 251	4 468 477 684	.....
.....	300 000 000	.....	.....	.....	300 000 000	402 452 000	.....
.....	7 119 789	.....	.....	.....	7 119 789	59 669 192	.....
8 751 912	232 611 646	.....	.....	.....	241 363 558	3 660 739 604	.....
8 054	1	.....	.....	.....	8 055	980 828 945	.....
(180 000)	11 058 571	.....	.....	.....	10 878 571	688 873 834	.....
(35 179 720)	267 197 729	.....	.....	.....	232 018 009	672 746 733	.....
280 532	12 411 484	.....	.....	.....	12 692 016	1 632 082 425	.....
(835 000)	2 162 296	.....	.....	.....	1 327 296	507 900 065	.....
.....	7 896 720	.....	.....	.....	7 896 720	2 468 146 139	.....
.....	1	.....	.....	.....	1	46 406 733	.....
.....	400 874	.....	.....	.....	400 874	3 957 939	.....
30 393 100	350 368 760	.....	.....	.....	380 761 860	3 194 711 530	.....
480 000	1	.....	.....	.....	480 001	2 291 048	.....
.....	2 660 673	.....	.....	.....	2 660 673	8 048 353	.....
13 920	1 220 634	.....	.....	.....	1 234 554	1 868 506 488	.....
.....	350 999 399	.....	.....	.....	350 999 399	594 555 399	.....
9 240 000	1	.....	.....	.....	9 240 001	117 442 001	.....
45 650 000	1	.....	.....	.....	45 650 001	163 010 910	.....
(149 387 000)	26 714 974	.....	.....	.....	(122 672 026)	8 059 985 854	.....
31 800 000	1	.....	.....	.....	31 800 001	92 358 001	.....
.....	26 800 000	.....	.....	.....	26 800 000	550 521 000	.....
2 177 706	57 175 212	.....	.....	.....	59 352 918	2 902 678 852	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....	8 051 492 828	(2 504 996 000)
.....	.....	.....	.....	.....	.....	23 195 163 112	.....
.....	3 312 036 414	(1 465 729 500)	.....	718 500 000	2 564 806 914	263 081 175 264	(1 494 782 221)

Dépenses budgétaires			Dépenses non budgétaires			Total
Crédits à voter	Autorisations législatives	Total	Crédits à voter	Autorisations législatives	Total	
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
96 251 825 047	164 983 043 303	261 234 868 350	78 603 002	(2 291 885 223)	(2 213 282 221)	259 021 586 129
3 312 036 414	(1 465 729 500)	1 846 306 914	.....	718 500 000	718 500 000	2 564 806 914
99 563 861 461	163 517 313 803	263 081 175 264	78 603 002	(1 573 385 223)	(1 494 782 221)	261 586 392 043

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL		
	MINISTÈRE		
1a	Affaires étrangères et Commerce international – Dépenses de fonctionnement, y compris, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, la rémunération et les autres dépenses des Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux et autorisation de faire des avances recouvrables jusqu'à concurrence de la part des frais payables par ces organismes; autorisation au gouverneur en conseil de nommer et de fixer les salaires des hauts-commissaires, ambassadeurs, ministres plénipotentiaires, consuls, membres des commissions internationales, le personnel de ces diplomates et d'autres personnes pour représenter le Canada dans un autre pays; dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale; dépenses recouvrables aux fins d'aide aux citoyens canadiens et résidents canadiens domiciliés hors du Canada, y compris les personnes à leur charge, qui sont dans le besoin à l'étranger et rapatriement de ces personnes; programmes de relations culturelles et d'échanges universitaires avec d'autres pays; et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice pour : des services de formation offerts par l'Institut canadien du service extérieur; les foires et les missions commerciales et d'autres services de développement du commerce international; des services de développement des investissements; des services de télécommunication internationale; des publications ministérielles; d'autres services fournis à l'étranger à d'autres ministères, à des organismes, à des sociétés d'État et à d'autres organisations non fédérales; des services consulaires spécialisés; et des programmes internationaux d'échanges pour l'emploi des jeunes et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 11 915 900 \$ du crédit 25 (Affaires étrangères et Commerce international), de 4 483 853 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration), de 1 100 000 \$ du crédit 10 (Sécurité publique et Protection civile), de 835 000 \$ du crédit 20 (Sécurité publique et Protection civile), de 781 000 \$ du crédit 1 (Défense nationale), de 601 000 \$ du crédit 1 (Industrie), de 255 000 \$ du crédit 1 (Conseil privé), de 213 000 \$ du crédit 1 (Santé) et de 124 500 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	154 752 832	
5a	Affaires étrangères et Commerce international – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 23 657 600 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	40 548 238	

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL <i>(suite et fin)</i>		
	MINISTÈRE <i>(suite et fin)</i>		
10a	Affaires étrangères et Commerce international – Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions, qui peuvent comprendre : dans le cadre du Programme de partenariat mondial du Canada (aux termes du Partenariat mondial du G8), des versements en espèces ou de biens, d'équipement et de services en vue de fournir une aide aux pays de l'ancienne Union soviétique; dans le cadre du Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes du Canada, et du Programme visant à renforcer les capacités de lutte contre la criminalité, des versements en espèces ou sous forme de produits, de services, d'équipement ou de technologies fournis aux fins de l'aide antiterroriste et à la lutte contre la criminalité aux pays et entités gouvernementales; et, dans le cadre du Programme de paix et de sécurité mondiales, du Programme d'opérations mondiales de soutien de la paix et du Programme Glyn Berry, des versements en espèces ou sous forme de produits, de services, d'équipement ou de technologies fournis aux fins de la paix globale et l'aide à la sécurité; autorisation de contracter durant l'exercice en cours des engagements ne dépassant pas 30 000 000 \$, aux fins de contributions à des personnes, groupes de personnes, conseils et associations, en vue de favoriser l'augmentation des exportations canadiennes; autorisation de payer des cotisations selon les montants établis, en devises des pays où elles sont prélevées; et autorisation de faire d'autres paiements précisés, en devises des pays indiqués, même si le total de ces paiements est supérieur à l'équivalent en dollars canadiens établi en septembre 2009 – Pour autoriser le virement au présent crédit de 5 808 700 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international), de 200 300 \$ du crédit 5 (Affaires étrangères et Commerce international) et de 2 000 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	25 102 782	220 403 852
	AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL		
25a	Agence canadienne de développement international – Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions et paiements aux institutions financières internationales conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , aux fins d'aide au développement international et d'assistance humanitaire internationale et à d'autres fins précisées, sous forme de paiements comptants et de fourniture de biens, denrées ou services.....	.....	70 000 000
	CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL		
35a	Versements au Centre de recherches pour le développement international – Pour autoriser le virement au présent crédit de 171 946 \$ du crédit 25 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2010-2011</i> .....	.....	1

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN		
	MINISTÈRE		
1a	Affaires indiennes et du Nord canadien – Dépenses de fonctionnement et : <i>a) dépenses ayant trait aux ouvrages, bâtiments et matériel, et dépenses et dépenses recouvrables relativement aux services fournis et aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral;</i> <i>b) autorisation d'affecter des fonds, dans le cadre des activités de progrès économique des Indiens et des Inuits, pour assurer le développement de la capacité des Indiens et des Inuits, et pour l'approvisionnement en matériaux et en matériel;</i> <i>c) autorisation de vendre l'électricité aux consommateurs particuliers qui vivent dans des centres éloignés et qui ne peuvent pas compter sur les sources locales d'approvisionnement, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil; et</i> <i>d) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la Loi sur les traitements, rajusté en vertu de la Loi sur le Parlement du Canada et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 80 369 \$ du crédit 1 (Défense nationale) de la Loi de crédits n° 1 pour 2010-2011 et pour prévoir un montant supplémentaire de.....</i>	19 739 918	
10a	Affaires indiennes et du Nord canadien – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 10 000 000 \$ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien) et de 1 564 088 \$ du crédit 10 (Santé) et de 467 995 \$ du crédit 1 (Défense nationale) de la Loi de crédits n° 1 pour 2010-2011 et pour prévoir un montant supplémentaire de	150 393 817	
20a	Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits – Dépenses de fonctionnement	3 720 413	
25a	Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits – Contributions	8 000 000	
			181 854 148
	AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC		
5a	Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 450 000 \$ du crédit 25 (Affaires étrangères et Commerce international) de la Loi de crédits n° 1 pour 2010-2011 et pour prévoir un montant supplémentaire de.....		32 767 666

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE		
	MINISTÈRE		
1a	Agence de promotion économique du Canada atlantique – Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an		30 566
	AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE		
	MINISTÈRE		
5a	Agriculture et Agroalimentaire – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 606 200 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2010-2011</i>		1
	AGENCE CANADIENNE D'INSPECTION DES ALIMENTS		
30a	Agence canadienne d'inspection des aliments – Dépenses de fonctionnement et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 4 991 000 \$ du crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	16 219 770	
35a	Agence canadienne d'inspection des aliments – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 716 094 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) et de 530 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	836 143	
			17 055 913
	COMMISSION CANADIENNE DES GRAINS		
40a	Commission canadienne des grains – Dépenses du Programme		26 000 000

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	ANCIENS COMBATTANTS		
1a	Anciens Combattants – Dépenses de fonctionnement; entretien de propriétés, y compris les dépenses afférentes à des travaux de génie et de recherche technique qui n'ajoutent aucune valeur tangible à la propriété immobilière, aux taxes, à l'assurance et au maintien des services publics; autorisation, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, d'effectuer les travaux de réparation nécessaires sur des propriétés construites en vertu de contrats particuliers à prix ferme et vendues conformément à la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> (L.R.C. (1970), ch. V-4), afin de corriger des déficiences dont ni l'ancien combattant ni l'entrepreneur ne peuvent être tenus financièrement responsables ainsi que tout autre travail qui s'impose sur d'autres propriétés afin de sauvegarder l'intérêt que le directeur y possède et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 274 100 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....		3 414 000
	CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION		
	MINISTÈRE		
1a	Citoyenneté et Immigration – Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 85 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	63 604 848	
5a	Citoyenneté et Immigration – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions.....	3 000 000	
			66 604 848

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	CONSEIL DU TRÉSOR		
	SECRETARIAT		
1a	Secrétariat du Conseil du Trésor – Dépenses du Programme et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an et autorisation de dépenser les recettes produites durant l'exercice provenant des activités du Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour autoriser le virement au présent crédit de 144 458 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	3 440 000	
10a	Initiatives pangouvernementales – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d'autres crédits pour appuyer la mise en œuvre d'initiatives de gestion stratégique entreprises dans la fonction publique du Canada	2 867 893	
30a	Besoins en matière de rémunération – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d'autres crédits pour des besoins relatifs aux prestations parentales et de maternité, aux versements liés à la cessation de service ou d'emploi, aux rajustements apportés aux modalités de service ou d'emploi dans l'administration publique fédérale, y compris pour les membres de la Gendarmerie royale du Canada et des Forces canadiennes, qui n'ont pas été pourvus par le crédit 15, Rajustements à la rémunération.....	100 000 000	
			106 307 893
	CONSEIL PRIVÉ		
	MINISTÈRE		
1a	Conseil privé – Dépenses du Programme, y compris les dépenses de fonctionnement des commissions d'enquête non prévues ailleurs et le fonctionnement de la résidence du Premier ministre; et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an .....	.....	13 824 670

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	DÉFENSE NATIONALE		
	MINISTÈRE		
1a	Défense nationale – Dépenses de fonctionnement et autorisation de contracter, sous réserve d'affectation par le Conseil du Trésor, des engagements totalisant 29 408 434 518 \$ à l'égard des crédits 1, 5 et 10 du Ministère, quelle que soit l'année au cours de laquelle sera effectué le paiement de ces engagements (et dont il est estimé qu'une tranche de 9 238 213 000 \$ deviendra payable dans les années à venir); autorisation d'effectuer des paiements, imputables à l'un ou l'autre de ces crédits, aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction exécutés par ces administrations; autorisation, sous réserve des directives du Conseil du Trésor, de faire des dépenses ou des avances recouvrables aux termes de l'un ou l'autre de ces crédits, à l'égard du matériel fourni ou de services rendus au nom de particuliers, de sociétés, d'organismes extérieurs, d'autres ministères et organismes de l'État et d'autres administrations; et autorisation, sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, d'affecter les recettes de l'exercice pour n'importe lequel de ces crédits et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 890 000 \$ du crédit 95 (Industrie) et de 508 000 \$ du crédit 80 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de ..	72 085 067	
5a	Défense nationale – Dépenses en capital.....	339 422 068	
10a	Défense nationale – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, lesquelles subventions et contributions peuvent comprendre des versements en espèces ou tenir lieu de paiement accordé à un bénéficiaire, des prestations de biens ou de services ou l'utilisation d'installations, et qui peuvent également comprendre les contributions pouvant être approuvées par le gouverneur en conseil, aux termes de l'article 3 de la <i>Loi de 1950 sur les crédits de défense</i> , pour l'acquisition ou le transfert d'équipement de défense, de services ou de fournitures ou d'installations aux fins de défense – Pour autoriser le virement au présent crédit de 18 386 400 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2010-2011</i> ..	1	411 507 136
	DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN		
5a	Diversification de l'économie de l'Ouest canadien – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions ..		9 193 971

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	ENVIRONNEMENT		
	MINISTÈRE		
1a	Environnement – Dépenses de fonctionnement et : <i>a)</i> dépenses recouvrables engagées à l'égard de la Commission des ressources en eau des provinces des Prairies, de la Commission d'étude du bassin de la rivière Qu'Appelle et de la Commission d'étude du bassin de la rivière Saint-Jean; <i>b)</i> autorisation au ministre de l'Environnement d'engager des experts-conseils dont les commissions mentionnées à l'alinéa <i>a)</i> peuvent avoir besoin, au traitement que ces commissions peuvent déterminer; <i>c)</i> dépenses recouvrables engagées à l'égard des recherches sur la planification régionale des ressources en eau et des inventaires des ressources en eau; <i>d)</i> autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part des frais de la régularisation du niveau du lac des Bois et du lac Seul que doivent assumer les provinces du Manitoba et de l'Ontario; <i>e)</i> autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part des frais des levés hydrométriques que doivent assumer les organismes provinciaux et les organismes de l'extérieur; <i>f)</i> aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser au cours du présent exercice les recettes de l'exercice générées par les activités du Ministère financées à même ce crédit; <i>g)</i> le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an.....	775 259	
5a	Environnement – Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations; et autorisation de consentir des avances recouvrables ne dépassant pas la part des frais de projets conjoints assumée par des organismes provinciaux et des organismes de l'extérieur, y compris les dépenses faites à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral – Pour autoriser le virement au présent crédit de 630 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	2 220 000	
10a	Environnement – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, contributions aux pays en développement conformément au Fonds multilatéral du Protocole de Montréal sous forme de paiements comptants ou de fourniture de biens, équipement ou services	235 000	
			3 230 259
	AGENCE CANADIENNE D'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE		
15a	Agence canadienne d'évaluation environnementale – Dépenses du Programme, contributions et, au termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes de l'exercice générées par la prestation de services d'évaluation environnementale, y compris les examens des commissions, les études approfondies, les médiations, la formation et les publications d'information par l'Agence canadienne d'évaluation environnementale.....		1 451 500

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	FINANCES		
	MINISTÈRE		
1a	Finances – Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an et autorisation de dépenser les recettes de l'exercice	12 855 162	
5a	Finances – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 382 000 \$ du crédit 1 (Finances) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .	19 762 000	
			32 617 162
	INDUSTRIE		
	MINISTÈRE		
1a	Industrie – Dépenses de fonctionnement et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes, perçues au cours d'un exercice, qui ont trait à la recherche sur les communications, aux faillites et aux corporations et celles qui découlent des services et des processus de réglementation, prévus en vertu de la <i>Loi sur la concurrence</i> : dépôt d'un avis préalable à une fusion, certificats de décisions préalables, avis consultatifs et photocopies et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	31 994 428	
5a	Industrie – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 700 500 \$ du crédit 1 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2010-2011</i>	761 550	
10a	Industrie – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions.....	39 861 814	
			72 617 792
	AGENCE SPATIALE CANADIENNE		
35a	Agence spatiale canadienne – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 35 000 \$ du crédit 60 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2010-2011</i> .....	.....	1

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	INDUSTRIE <i>(suite et fin)</i>		
	CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES DU CANADA		
60a	Conseil national de recherches du Canada – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 250 000 \$ du crédit 55 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de ..	57 212 440	
65a	Conseil national de recherches du Canada – Dépenses en capital	3 439 000	
70a	Conseil national de recherches du Canada – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 42 750 000 \$ du crédit 55 (Industrie) et de 7 200 000 \$ du crédit 60 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	27 855 800	
			88 507 240
	CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES HUMAINES		
95a	Conseil de recherches en sciences humaines – Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser le virement au présent crédit de 315 252 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2010-2011</i>		1
	JUSTICE		
	MINISTÈRE		
1a	Justice – Dépenses de fonctionnement, et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter au cours d'un exercice les recettes, et de compenser les dépenses engagées au cours du même exercice, qui découlent de la prestation de services juridiques fournis de manière obligatoire aux ministères et organismes fédéraux et de manière facultative à des sociétés d'État, à des organisations non fédérales et internationales, à condition que ces services soient conformes au mandat du Ministère et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	22 310 434	
5a	Justice – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 215 000 \$ du crédit 1 (Justice) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de ..	2 000 000	
			24 310 434

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	JUSTICE <i>(suite et fin)</i>		
	BUREAU DU DIRECTEUR DES POURSUITES PÉNALES		
35a	Bureau du directeur des poursuites pénales – Dépenses du Programme, et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser au cours d'un exercice les recettes générées par la prestation de services de poursuites et de services connexes aux ministères et organismes fédéraux et de services facultatifs aux sociétés d'État, à des organismes non gouvernementaux et internationaux, à condition que ces services soient conformes au mandat du Bureau du directeur des poursuites pénales et de compenser les dépenses connexes au cours du même exercice.....		4 743 997
	PATRIMOINE CANADIEN		
	MINISTÈRE		
1a	Patrimoine canadien – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes générées au cours de l'exercice par l'Institut canadien de conservation, le Réseau canadien d'information sur le patrimoine et le Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens et les expositions internationales, y compris la restauration d'événements spéciaux à des expositions internationales et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 335 320 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .	8 850 426	
5a	Patrimoine canadien – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 650 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) et de 150 000 \$ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	136 046 207	
			144 896 633

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	PATRIMOINE CANADIEN <i>(suite et fin)</i>		
	CONSEIL DES ARTS DU CANADA		
10a	Paiements au Conseil des Arts du Canada, aux termes de l'article 18 de la <i>Loi sur le Conseil des Arts du Canada</i> , devant servir aux fins générales prévues à l'article 8 de cette loi – Pour autoriser le virement au présent crédit de 127 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2010-2011</i>		1
	CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS CANADIENNES		
50a	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes – Dépenses du Programme et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes de l'exercice en vertu du <i>Règlement de 1995 sur les droits de télécommunication</i> , du <i>Règlement de 1997 sur les droits de licence de radiodiffusion</i> , et des autres activités d'exploitation, jusqu'à concurrence des montants approuvés par le Conseil du Trésor		2 628 572
	BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES DU CANADA		
55a	Bibliothèque et Archives du Canada – Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes produites pour compenser les dépenses connexes engagées durant l'exercice et attribuables à l'accès à la collection et à sa reproduction – Pour autoriser le virement au présent crédit de 445 804 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2010-2011</i>		1

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	PÊCHES ET OCÉANS		
1a	<p>Pêches et Océans – Dépenses de fonctionnement et :</p> <p><i>a)</i> participation du Canada aux dépenses des commissions internationales des pêches, autorisation de fournir gratuitement des locaux aux commissions internationales des pêches, autorisation de consentir des avances recouvrables équivalentes aux montants de la quote-part de ces commissions dans les programmes à frais partagés;</p> <p><i>b)</i> autorisation de consentir des avances recouvrables à l'égard des services de transport et d'arrimage et d'autres services de la marine marchande fournis pour le compte de particuliers, d'organismes indépendants et d'autres gouvernements au cours de l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière de navigation, y compris les aides à la navigation et la navigation maritime;</p> <p><i>c)</i> aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, autorisation de dépenser les recettes produites dans l'exercice au cours des activités ou par suite des activités de la Garde côtière canadienne;</p> <p><i>d)</i> le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i>, rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an.....</p>	5 362 923	
5a	<p>Pêches et Océans – Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces, aux municipalités, à des autorités locales ou à des entrepreneurs privés à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations, et autorisation d'acheter et de vendre des bateaux de pêche commerciale – Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 887 000 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de</p>	6 976 000	
10a	<p>Pêches et Océans – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 897 034 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) et de 75 000 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2010-2011</i></p>	1	
			12 338 924

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES		
	MINISTÈRE		
1a	Ressources humaines et Développement des compétences – Dépenses de fonctionnement et : <i>a</i>) autorisation d'effectuer des dépenses remboursables au titre du Régime de pensions du Canada, du Compte d'assurance-emploi et au Compte à fins déterminées pour l'administration des bourses d'excellence du millénaire <i>b</i>) en vertu du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , le pouvoir de dépenser, afin de compenser les dépenses connexes engagées au cours de l'exercice, les recettes reçues au cours de l'exercice qui proviennent : (i) des services du Secteur des programmes d'accès public; (ii) des services visant à aider les provinces à administrer les programmes provinciaux financés aux termes des Ententes sur le développement du marché du travail; (iii) des services d'agents réceptionnaires offerts aux Canadiens au nom de Passeport Canada; (iv) des services pour compenser l'administration et la remise des bourses d'excellence du millénaire aux étudiants admissibles pour le Compte de la Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire; (v) du montant facturé à n'importe quelle société d'État en vertu de l'alinéa 14 <i>b</i>) de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> en relation aux coûts de litige pour les recours par subrogation pour les sociétés d'État; (vi) la portion des coûts de litige découlant des règlements pour les demandes de réclamation auprès de tiers pour les ministères et les organismes faits en vertu de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> ; et <i>c</i>) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an.....	26 975 400	
5a	Ressources humaines et Développement des compétences – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions.....	54 870 000	
			81 845 400

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	RESSOURCES NATURELLES		
	MINISTÈRE		
1a	Ressources naturelles – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes reçues pendant l'exercice par suite de la vente de produits d'information et de produits forestiers; de la délivrance de permis, des cours de formation et des certifications liés à la <i>Loi sur les explosifs</i> et au <i>Règlement sur les explosifs</i> ; et de la perception de frais pour les services de recherche, de consultation, d'évaluation, d'analyse et d'administration dans le cadre des activités du Ministère et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	15 878 750	
5a	Ressources naturelles – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 902 000 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2010-2011</i>	1	
			15 878 751
	ÉNERGIE ATOMIQUE DU CANADA LIMITÉE		
15a	Paiements à Énergie atomique du Canada limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital.....		300 000 000
	OFFICE NATIONAL DE L'ÉNERGIE		
25a	Office national de l'énergie – Dépenses du Programme		7 119 789

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	SANTÉ		
	MINISTÈRE		
1a	Santé – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice pour la prestation de services ou la vente de produits se rattachant à la protection de la santé, aux activités de réglementation et aux services médicaux et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 9 871 000 \$ du crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire) et de 150 000 \$ du crédit 1 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de ..	103 007 922	
5a	Santé – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 508 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de ..	350 000	
10a	Santé – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions ..	129 253 724	
			232 611 646
	INSTITUTS DE RECHERCHE EN SANTÉ DU CANADA		
25a	Instituts de recherche en santé du Canada – Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser le virement au présent crédit de 180 000 \$ du crédit 50 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2010-2011</i> ..	.....	1
	AGENCE DE LA SANTÉ PUBLIQUE DU CANADA		
40a	Agence de la santé publique du Canada – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice pour la vente de produits ..	8 058 571	
50a	Agence de la santé publique du Canada – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions ..	3 000 000	
			11 058 571

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE		
	MINISTÈRE		
1a	Sécurité publique et Protection civile – Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	2 092 670	
5a	Sécurité publique et Protection civile – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	265 105 059	
			267 197 729
	SERVICE CANADIEN DU RENSEIGNEMENT DE SÉCURITÉ		
20a	Service canadien du renseignement de sécurité – Dépenses de fonctionnement		2 162 296
	SERVICE CORRECTIONNEL		
35a	Service correctionnel – Dépenses en capital, y compris les paiements : a) aux collectivités autochtones, au sens de l'article 79 de la <i>Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition</i> , en ce qui concerne la prestation de services correctionnels en vertu de l'article 81 de cette loi; b) aux organisations sans but lucratif prenant part aux mesures correctionnelles communautaires, aux provinces et aux municipalités à titre de contributions pour des travaux de construction entrepris par ces administrations		7 896 720
	COMMISSION NATIONALE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES		
40a	Commission nationale des libérations conditionnelles – Dépenses du Programme et, en vertu du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes générées durant un même exercice et issues de la prestation de services visant le traitement des demandes de réhabilitation présentées par les personnes condamnées pour des infractions à des lois ou à des règlements fédéraux, et de porter ces recettes en réduction des dépenses engagées pendant cet exercice.....		
			1

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE <i>(suite et fin)</i>		
	BUREAU DE L'ENQUÊTEUR CORRECTIONNEL		
45a	Bureau de l'enquêteur correctionnel – Dépenses du Programme.....		400 874
	GENDARMERIE ROYALE DU CANADA		
50a	Gendarmerie royale du Canada – Dépenses de fonctionnement et autorisation d'affecter les recettes de l'exercice – Pour autoriser le virement au présent crédit de 90 800 \$ du crédit 1 (Sécurité publique et Protection civile), de 35 000 000 \$ du crédit 5 (Sécurité publique et Protection civile) et de 282 300 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	328 278 760	
55a	Gendarmerie royale du Canada – Dépenses en capital.....	22 090 000	350 368 760
	COMITÉ EXTERNE D'EXAMEN DE LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA		
65a	Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada – Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 480 000 \$ du crédit 50 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2010-2011</i>		1
	COMMISSION DES PLAINTES DU PUBLIC CONTRE LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA		
70a	Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada – Dépenses du Programme.....		2 660 673

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	TRANSPORTS		
	MINISTÈRE		
1a	Transports – Dépenses de fonctionnement et : <i>a) autorisation d'engager des dépenses pour des biens autres que fédéraux pendant l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière d'aéronautique;</i> <i>b) autorisation de faire des paiements de commissions pour le recouvrement de revenus conformément à la Loi sur l'aéronautique;</i> <i>c) aux termes du paragraphe 29.1(2) de la Loi sur la gestion des finances publiques, autorisation de dépenser les recettes de l'exercice;</i> <i>d) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la Loi sur les traitements, rajusté en vertu de la Loi sur le Parlement du Canada et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 88 920 \$ du crédit 1 (Sécurité publique et Protection civile) de la Loi de crédits n° 1 pour 2010-2011 et pour prévoir un montant supplémentaire de .....</i>	.....	1 220 634
	ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN		
25a	Paiements à l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital.....	.....	350 999 399
	MARINE ATLANTIQUE S.C.C.		
40a	Paiements à Marine Atlantique S.C.C. relativement : <i>a) aux frais de la direction de cette société; paiements à des fins d'immobilisations et paiements pour des activités de transport, y compris les services de transport maritime suivants conformément à des marchés conclus avec Sa Majesté : traversiers et terminus de Terre-Neuve;</i> <i>b) aux paiements à l'égard des frais engagés par la société pour assurer des prestations de retraite anticipée, des prestations de cessation d'emploi et d'autres prestations à ses employés lorsque ces frais sont engagés par suite de la réduction du personnel ou de l'interruption ou de la diminution d'un service – Pour autoriser le virement au présent crédit de 9 240 000 \$ du crédit 60 (Transports) de la Loi de crédits n° 1 pour 2010-2011 .....</i>	.....	1
	COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE		
50a	Paiements à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 45 650 000 \$ du crédit 60 (Transports) de la Loi de crédits n° 1 pour 2010-2011 .....	.....	1

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	TRANSPORTS <i>(suite et fin)</i>		
	BUREAU DE L'INFRASTRUCTURE DU CANADA		
60a	Bureau de l'infrastructure du Canada – Contributions.....	.....	26 714 974
	LES PONTS JACQUES-CARTIER ET CHAMPLAIN INCORPORÉE		
70a	Paiements à la société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc. à affecter au paiement de l'excédent des dépenses sur les revenus de la société (à l'exception de l'amortissement des immobilisations et des réserves) relativement à l'exploitation des ponts Jacques-Cartier, Champlain et Honoré-Mercier, d'une partie de l'autoroute Bonaventure, de l'estacade du pont Champlain et du tunnel Melocheville à Montréal – Pour autoriser le virement au présent crédit de 31 800 000 \$ du crédit 60 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2010-2011</i> ....	.....	1
	VIA RAIL CANADA INC.		
80a	Paiements à VIA Rail Canada Inc. relativement aux frais de la direction de cette société, paiements à des fins d'immobilisations et paiements en vue de la prestation d'un service ferroviaire aux voyageurs au Canada conformément aux marchés conclus en vertu du sous-alinéa c)(i) du crédit 52d (Transports) de la <i>Loi n° 1 de 1977 portant affectation de crédits</i>.....	.....	26 800 000

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX		
1a	Travaux publics et Services gouvernementaux – Dépenses de fonctionnement, les contributions et pour la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux, y compris les dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada, de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> et de la <i>Loi sur l'administration des biens saisis</i> ; autorisation de dépenser les recettes de l'exercice découlant des services de gestion des locaux et des services communs et centraux et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	57 175 210	
5a	Travaux publics et Services gouvernementaux – Dépenses en capital, y compris les dépenses relatives à des ouvrages autres que des biens fédéraux et autorisation de rembourser les locataires d'immeubles fédéraux à l'égard d'améliorations autorisées par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux – Pour autoriser le virement au présent crédit de 13 826 958 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) et de 4 500 000 \$ du crédit 55 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2010-2011</i>	1	
7a	Fonds renouvelable des Services communs de télécommunications et d'informatique – En vertu de l'article 12 de la <i>Loi sur les Fonds renouvelables</i> L.R.C. (1985), ch. R-8, pour modifier le paragraphe 5.2(3) de la Loi, en augmentant de 20 000 000 \$ à 40 000 000 \$ le montant duquel la totalité des dépenses effectuées aux fins du fonds peut excéder les recettes, à compter du 1 ^{er} avril 2010	1	
			57 175 212
			3 288 418 616

Annexe 2 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011, peuvent être imputés à l'exercice suivant se terminant le 31 mars 2012)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	AGENCE DU REVENU DU CANADA		
1a	Agence du revenu du Canada – Dépenses de fonctionnement, contributions et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>		10 128 085
	ENVIRONNEMENT		
	AGENCE PARCS CANADA		
25a	Agence Parcs Canada – Dépenses du Programme, y compris les dépenses en capital, les subventions inscrites au Budget des dépenses et les contributions, dont les dépenses engagées sur des propriétés autres que celles du fédéral, et les paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions au coût des engagements réalisés par ces dernières – Pour autoriser le virement au présent crédit de 62 697 000 \$ du crédit 60 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....		1 078 229
	SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE		
	AGENCE DES SERVICES FRONTALIERS DU CANADA		
10a	Agence des services frontaliers du Canada – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser durant l'année en cours les recettes perçues pendant l'exercice qui se rapportent aux activités à la frontière de l'Agence des services frontaliers du Canada : droits pour la prestation d'un service ou pour l'utilisation d'une installation ou pour un produit, droit ou privilège; et paiements reçus en vertu de contrats conclus par l'Agence – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 360 532 \$ du crédit 1 (Agence du revenu du Canada) et de 20 000 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	2 267 406	
15a	Agence des services frontaliers du Canada – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 567 275 \$ du crédit 10 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	10 144 078	
			12 411 484
			23 617 798

Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL	
Ministère	
Versements à Exportation et développement Canada pour acquitter ses obligations encourues en vertu de l'article 23 de la <i>Loi sur le développement des exportations</i> (Compte du Canada) afin de faciliter et d'accroître les échanges commerciaux entre le Canada et les autres pays (L.C. (2001), ch. 33) (non budgétaire)	718 500 000
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC	
Fonds d'adaptation des collectivités	5 000 000
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN	
Fonds d'adaptation des collectivités	13 500 000
FINANCES	
Ministère	
Frais d'intérêt et autres coûts	(2 352 000 000)
Aide transitoire aux provinces qui adhèrent à un cadre de taxe à valeur ajoutée pleinement harmonisée (Partie III.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	769 000 000
Paiement du transfert canadien en matière de santé à l'Ontario (<i>Loi d'exécution du budget de 2009</i>)	(18 500 000)
Incitatif pour l'élimination des impôts provinciaux sur le capital (Partie IV – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	18 000 000
Paiements de dettes à des organisations internationales au nom des pays pauvres en vertu du paragraphe 18(1) de la <i>Loi sur la reprise économique</i>	25 000 000
Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes (<i>Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	5 976 000
Paiements de remplacement au titre des programmes permanents (Partie VI – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	26 868 000
Subventions accordées à la Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance du Fonds monétaire international (Article 8 – <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i>)	40 000 000

Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)
INDUSTRIE	
Ministère	
Contribution en vertu du Fond d'adaptation des collectivités	5 000 000
Conseil national de recherches du Canada	
Dépense des recettes conformément à l'alinéa 5(1)e) de la <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i> (L.R.C. (1985), ch. N-15)	(3 573 500)
<hr/>	
<i>Montant total des postes législatifs budgétaires et non budgétaires du présent budget supplémentaire des dépenses</i>	<i>(747 229 500)</i>
<hr/>	
COMPTES À FINS DÉTERMINÉES CONSOLIDÉS	
Total	(747 229 500)

Sommaire des modifications apportées aux crédits votés

Ministère, organisme ou société d'État (en milliers de dollars)	Numéro du crédit	Montant brut	Moins : Autorisations de dépenser disponibles	Montant net*
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL				
Ministère.....	1a	154 752	.....	154 752
	5a	40 549	.....	40 549
	10a	25 103	.....	25 103
Agence canadienne de développement international.....	25a	70 000	.....	70 000
Centre de recherches pour le développement international.....	35a	.....	.....	.....
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN				
Ministère.....	1a	19 740	.....	19 740
	10a	150 394	.....	150 394
	20a	3 720	.....	3 720
	25a	8 000	.....	8 000
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC				
	5a	32 768	.....	32 768
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE				
Ministère.....	1a	31	.....	31
AGENCE DU REVENU DU CANADA				
	1a	10 128	.....	10 128
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE				
Ministère.....	1a	.....	.....	.....
	5a	.....	.....	.....
Agence canadienne d'inspection des aliments.....	30a	16 220	.....	16 220
	35a	836	.....	836
Commission canadienne des grains.....	40a	26 000	.....	26 000
ANCIENS COMBATTANTS				
	1a	3 414	.....	3 414
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION				
Ministère.....	1a	63 680	76	63 604
	5a	3 196	196	3 000
CONSEIL DU TRÉSOR				
Secrétariat.....	1a	3 440	.....	3 440
	10a	2 868	.....	2 868
	30a	100 000	.....	100 000
CONSEIL PRIVÉ				
Ministère.....	1a	13 825	.....	13 825
DÉFENSE NATIONALE				
Ministère.....	1a	72 085	.....	72 085
	5a	339 422	.....	339 422
	10a	.....	.....	.....
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN				
	5a	9 194	.....	9 194
ENVIRONNEMENT				
Ministère.....	1a	775	.....	775
	5a	2 220	.....	2 220
	10a	235	.....	235
Agence canadienne d'évaluation environnementale.....	15a	1 452	.....	1 452
Agence Parcs Canada.....	25a	1 078	.....	1 078
FINANCES				
Ministère.....	1a	12 855	.....	12 855
	5a	19 762	.....	19 762

*Voir la note au bas de la page 54.

Sommaire des modifications apportées aux crédits votés

Ministère, organisme ou société d'État (en milliers de dollars)	Numéro du crédit	Montant brut	Moins : Autorisations de dépenser disponibles	Montant net*
INDUSTRIE				
Ministère.....	1a	31 994	.....	31 994
	5a	762	.....	762
	10a	39 862	.....	39 862
Agence spatiale canadienne.....	35a	.....	.....	.....
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario.....	55a	.....	.....	.....
Conseil national de recherches du Canada.....	60a	57 212	.....	57 212
	65a	3 439	.....	3 439
	70a	27 856	.....	27 856
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie.....	80a	.....	.....	.....
Conseil de recherches en sciences humaines.....	95a	.....	.....	.....
JUSTICE				
Ministère.....	1a	22 310	.....	22 310
	5a	2 000	.....	2 000
Bureau du directeur des poursuites pénales.....	35a	4 744	.....	4 744
PATRIMOINE CANADIEN				
Ministère.....	1a	8 850	.....	8 850
	5a	137 746	1 700	136 046
Conseil des Arts du Canada.....	10a	.....	.....	.....
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes.....	50a	2 629	.....	2 629
Bibliothèque et Archives du Canada.....	55a	.....	.....	.....
PÊCHES ET OCÉANS				
	1a	5 363	.....	5 363
	5a	6 976	.....	6 976
	10a	.....	.....	.....
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES				
Ministère.....	1a	26 975	.....	26 975
	5a	54 870	.....	54 870
RESSOURCES NATURELLES				
Ministère.....	1a	15 879	.....	15 879
	5a	.....	.....	.....
Énergie atomique du Canada limitée.....	15a	300 000	.....	300 000
Office national de l'énergie.....	25a	7 120	.....	7 120
SANTÉ				
Ministère.....	1a	103 008	.....	103 008
	5a	350	.....	350
	10a	129 254	.....	129 254
Instituts de recherche en santé du Canada.....	25a	.....	.....	.....
Agence de la santé publique du Canada.....	40a	8 058	.....	8 058
	50a	3 000	.....	3 000
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE				
Ministère.....	1a	2 093	.....	2 093
	5a	265 105	.....	265 105
Agence des services frontaliers du Canada.....	10a	2 267	.....	2 267
	15a	10 144	.....	10 144
Service canadien du renseignement de sécurité.....	20a	2 162	.....	2 162
Service correctionnel.....	35a	7 897	.....	7 897
Commission nationale des libérations conditionnelles.....	40a	.....	.....	.....
Bureau de l'enquêteur correctionnel.....	45a	401	.....	401
Gendarmerie royale du Canada.....	50a	328 279	.....	328 279
	55a	22 090	.....	22 090
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada.....	65a	.....	.....	.....
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada.....	70a	2 661	.....	2 661

*Voir la note au bas de la page 54.

Sommaire des modifications apportées aux crédits votés

Ministère, organisme ou société d'État (en milliers de dollars)	Numéro du crédit	Montant brut	Moins : Autorisations de dépenser disponibles	Montant net*
TRANSPORTS				
Ministère.....	1a	1 220	.....	1 220
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien.....	25a	350 999	.....	350 999
Marine Atlantique S.C.C.....	40a	.....	.....	.....
Commission de la capitale nationale.....	50a	.....	.....	.....
Bureau de l'infrastructure du Canada.....	60a	26 715	.....	26 715
Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée.....	70a	.....	.....	.....
VIA Rail Canada Inc.....	80a	26 800	.....	26 800
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX.....				
	1a	57 175	.....	57 175
	5a	.....	.....	.....
	7a	.....	.....	.....
Total pour tous les ministères, organismes et société d'État.....		3 314 007	1 972	3 312 035

* Il se peut que les montants totaux ne correspondent pas à la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Dépenses budgétaires du budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense

Ministère, organisme ou société d'État	Personnel	Transports et communications	Information	Services professionnels et spéciaux	Location
(en milliers de dollars)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Affaires étrangères et Commerce international					
Ministère	10 096	8 771	4 200	104 216	25 271
Agence canadienne de développement international	.....	.....	.....	.....	.....
Centre de recherches pour le développement international	.....	.....	.....	.....	.....
Affaires indiennes et du Nord canadien					
Ministère	6 670	898	349	5 039	193
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	.....	.....	.....	.....	.....
Agence de promotion économique du Canada atlantique					
Ministère	18	3	.....	10	.....
Agence du revenu du Canada					
Ministère	.....	.....	6 500	.....	.....
Agriculture et Agroalimentaire					
Ministère	.....	(2 065)	(317)	(6 912)	(331)
Agence canadienne d'inspection des aliments	8 146	3 660	50	4 773	1 535
Commission canadienne des grains	.....	6 688	1 282	3 402	5 726
Anciens Combattants	.....	.....	3 414	274	.....
Citoyenneté et Immigration					
Ministère	15 023	3 818	6 235	9 138	456
Conseil du Trésor					
Secrétariat	100 000	.....	.....	3 544	.....
Conseil privé					
Ministère	1 866	390	606	5 906	1 107
Défense nationale					
Ministère	13 781	11 111	6 500	7 852	7 950
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	.....	.....	.....	.....	.....
Environnement					
Ministère	333	93	5	215	48
Agence canadienne d'évaluation environnementale	450	95	11	364	23
Agence Parcs Canada	217	198	.....	6 709	224
Finances					
Ministère	439	10 191	96	1 592	3

Achat de services de réparation et d'entretien	Services publics, fournitures et	Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages	Acquisition de machines et de matériel	Paiements de transfert	Service de la dette publique	Autres subventions et paiements	Moins : Fonds disponibles	Total des dépenses nettes*
(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)		
3 205	12 918	53 330	10 675	33 112	.....	.....	.....	265 794
.....	.....	.....	.....	57 634	.....	.....	.....	57 634
.....	.....	.....	.....	.....	.....	172	.....	172
102	140	.....	.....	170 426	.....	.....	.....	183 817
.....	.....	.....	.....	38 218	.....	.....	.....	38 218
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	31
.....	.....	.....	2 268	.....	.....	.....	.....	8 768
(1 548)	(2 804)	70	536	.....	.....	(885)	.....	(14 256)
189	1 552	.....	4 082	.....	.....	306	.....	24 293
880	1 141	.....	3 200	.....	.....	3 681	.....	26 000
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	3 688
(52)	1 013	.....	.....	3 196	.....	(7)	272	38 548
.....	40	.....	.....	.....	.....	2 868	.....	106 452
30	30	.....	212	3 423	.....	.....	.....	13 570
.....	26 538	176 941	138 849	18 386	.....	.....	.....	407 908
.....	.....	.....	.....	22 694	.....	.....	.....	22 694
21	53	140	2 710	235	.....	7	.....	3 860
3	6	.....	.....	500	.....	.....	.....	1 452
.....	.....	56 427	.....	.....	.....	.....	.....	63 775
144	8	.....	.....	886 488	(2 352 000)	.....	.....	(1 453 039)

*Voir la note sur page 61.

Dépenses budgétaires du budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense

Ministère, organisme ou société d'État	Personnel	Transports et communications	Information	Services professionnels et spéciaux	Location
(en milliers de dollars)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Industrie					
Ministère	1 055	8 427	1 006	13 863	510
Agence spatiale canadienne	.....	.....	.....	.....	.....
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	.....	.....	.....	.....	.....
Conseil national de recherches du Canada	28 079	2 910	452	5 164	437
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	.....	.....	.....	.....	.....
Conseil de recherches en sciences humaines	.....	.....	.....	.....	.....
Justice					
Ministère	14 956	1 574	317	3 278	144
Bureau du directeur des poursuites pénales	3 840	96	12	640	28
Patrimoine canadien					
Ministère	2 668	540	386	1 360	73
Conseil des Arts du Canada	.....	.....	.....	.....	.....
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	1 429	.....	.....	1 200	.....
Bibliothèque et Archives du Canada	.....	.....	.....	9	.....
Pêches et Océans	567	(29)	120	4 085	.....
Ressources humaines et Développement des compétences					
Ministère	5 873	571	16 755	2 082	1 410
Ressources naturelles					
Ministère	1 125	35	1	14 460	5
Énergie atomique du Canada limitée	.....	.....	.....	.....	.....
Office national de l'énergie	4 120	810	60	1 110	90
Santé					
Ministère	36 742	11 096	11 812	27 026	2 791
Instituts de recherche en santé du Canada	.....	.....	.....	.....	.....
Agence de la santé publique du Canada	3 723	518	250	2 814	.....
Sécurité publique et Protection civile					
Ministère	216	288	129	843	272
Agence des services frontaliers du Canada	2 984	(99)	(3)	(358)	(8)
Service canadien du renseignement de sécurité	1 433	.....	.....	.....	.....
Service correctionnel	.....	.....	.....	.....	.....
Bureau de l'enquêteur correctionnel	298	8	.....	65	.....
Gendarmerie royale du Canada	121 455	57 606	1 541	84 974	20 625
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	.....	50	65	135	.....
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	1 465	283	200	345	.....

Achat de services de réparation et d'entretien	Services publics, fournitures et approvisionnements	Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages	Acquisition de machines et de matériel	Paiements de transfert	Service de la dette publique	Autres subventions et paiements	Moins : Fonds disponibles	Total des dépenses nettes*
(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)		
700	2 182	.....	4 262	44 862	.....	.....	.....	76 867
.....	.....	.....	.....	35	.....	.....	.....	35
.....	.....	.....	.....	(45 000)	.....	.....	.....	(45 000)
1 785	8 158	.....	3 439	77 806	.....	1 669	.....	129 899
.....	.....	.....	.....	(508)	.....	.....	.....	(508)
.....	.....	.....	.....	(575)	.....	.....	.....	(575)
227	412	.....	907	2 215	.....	280	.....	24 310
26	15	.....	.....	.....	.....	87	.....	4 744
94	134	.....	285	139 769	.....	464	1 700	144 073
.....	.....	.....	.....	.....	.....	127	.....	127
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	2 629
.....	437	.....	.....	.....	.....	.....	.....	446
(5 251)	(58)	10 863	.....	1 972	.....	.....	.....	12 269
.....	284	.....	.....	54 870	.....	.....	.....	81 845
.....	(712)	902	.....	.....	.....	(62)	.....	15 754
.....	.....	.....	.....	.....	.....	300 000	.....	300 000
270	120	180	330	.....	.....	30	.....	7 120
7 624	14 704	129	729	127 690	.....	1 021	.....	241 364
.....	.....	.....	.....	8	.....	.....	.....	8
.....	754	.....	.....	2 820	.....	.....	.....	10 879
41	39	.....	83	230 105	.....	2	.....	232 018
(43)	(36)	7 500	2 763	.....	.....	(8)	.....	12 692
.....	.....	.....	.....	.....	.....	(106)	.....	1 327
.....	.....	7 897	.....	.....	.....	.....	.....	7 897
30	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	401
24 992	30 225	3 615	13 975	.....	.....	21 754	.....	380 762
.....	50	.....	180	.....	.....	.....	.....	480
.....	.....	.....	.....	.....	.....	368	.....	2 661

*Voir la note sur page 61.

Dépenses budgétaires du budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense

Ministère, organisme ou société d'État	Personnel	Transports et communications	Information	Services professionnels et spéciaux	Location
(en milliers de dollars)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Transports					
Ministère	670	268	70	201	.....
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	.....	.....	.....	.....	.....
Marine Atlantique S.C.C.	.....	.....	.....	.....	.....
Commission de la capitale nationale	.....	.....	.....	.....	.....
Bureau de l'infrastructure du Canada	.....	.....	.....	.....	.....
Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée	.....	.....	.....	.....	.....
VIA Rail Canada Inc.	.....	.....	.....	.....	.....
Travaux publics et Services gouvernementaux	872	365	224	9 232	30 907
Total pour tous les ministères, organismes et sociétés d'État	390 609	129 168	62 328	318 650	99 489
Comptes à des fins déterminées consolidés	.....	.....	.....	.....	.....
Total du Budget supplémentaire des dépenses de 2010-2011	390 609	129 168	62 328	318 650	99 489

Achat de services de réparation et d'entretien	Services publics, fournitures et approvisionnements	Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages	Acquisition de machines et de matériel	Paiements de transfert	Service de la dette publique	Autres subventions et paiements	Moins : Fonds disponibles	Total des dépenses nettes*
(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)		
.....	11	.....	.....	.....	.....	14	.....	1 234
.....	.....	.....	.....	.....	.....	350 999	.....	350 999
.....	.....	.....	.....	.....	.....	9 240	.....	9 240
.....	.....	.....	.....	.....	.....	45 650	.....	45 650
.....	.....	.....	.....	(122 672)	.....	.....	.....	(122 672)
.....	.....	.....	.....	.....	.....	31 800	.....	31 800
.....	.....	.....	.....	.....	.....	26 800	.....	26 800
9 693	494	3 046	589	.....	.....	3 931	.....	59 353
43 162	97 848	321 040	190 074	1 747 709	(2 352 000)	800 202	1 972	1 846 307
.....
43 162	97 848	321 040	190 074	1 747 709	(2 352 000)	800 202	1 972	1 846 307

* Il se peut que les montants totaux ne correspondent pas à la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Crédit 5 - Éventualités du gouvernement **0 \$**

Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, ce crédit s'ajoute à d'autres crédits afin d'assurer au gouvernement une marge de manœuvre suffisante pour faire face à des dépenses urgentes ou imprévues lorsqu'il existe un besoin de trésorerie valable avant la période d'octroi des crédits. Cette autorisation pour suppléer à d'autres crédits demeure jusqu'à l'obtention de l'approbation du Parlement et dans la mesure où les dépenses s'inscrivent dans le cadre du mandat de l'organisation. Les affectations temporaires sont remboursées au crédit 5 du Conseil du Trésor une fois que la sanction royale a été reçue pour une loi de crédits.

Aucune affectation n'a été attribuée à partir du crédit 5 du Conseil du Trésor.

Crédit 10 – Initiatives pangouvernementales **0 \$**

Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, ce crédit s'ajoute à d'autres crédits pour appuyer la mise en œuvre d'initiatives de gestion stratégique entreprises dans la fonction publique du Canada. Les ministères et organismes ne sont pas tenus de rembourser les fonds provenant du crédit 10.

Aucune affectation n'a été attribuée à partir du crédit 10 du Conseil du Trésor.

Crédit 15 – Rajustements à la rémunération **0 \$**

Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, ce crédit s'ajoute à d'autres crédits en raison de rajustements intervenant dans les conditions de service ou d'emploi dans l'administration publique fédérale, ce qui comprend les membres de la Gendarmerie royale du Canada et des Forces canadiennes, les personnes nommées par le gouverneur en conseil et les sociétés d'État au sens de l'article 83 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Les ministères et organismes ne sont pas tenus de rembourser les fonds provenant du crédit 15.

Aucune affectation n'a été attribuée à partir du crédit 15 du Conseil du Trésor.

Crédit 25 – Report du budget de fonctionnement **0 \$**

Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, ce crédit s'ajoute à d'autres crédits en autorisant un report des fonds non utilisés de l'exercice précédent, jusqu'à concurrence de 5 p. 100 du budget de fonctionnement inscrit au budget principal des dépenses de l'exercice précédent d'un ministère ou d'un organisme. Les ministères et organismes ne sont pas tenus de rembourser les fonds provenant du crédit 25.

Aucune affectation n'a été attribuée à partir du crédit 25 du Conseil du Trésor.

Crédit 30 – Besoins en matière de rémunération **0 \$**

Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, ce crédit s'ajoute à d'autres crédits en assurant au gouvernement les fonds nécessaires pour respecter ses obligations juridiques à titre d'employeur, notamment les congés parentaux et les congés de maternité, les indemnités versées lors d'une cessation d'emploi ou à l'embauche, ainsi que les rajustements aux conditions de service ou d'emploi de l'administration publique fédérale. Les ministères et organismes peuvent avoir accès à ce crédit tout au long de l'exercice.

Aucune affectation n'a été attribuée à partir du crédit 30 du Conseil du Trésor.

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds pour la planification et les activités des services de police et de sécurité en prévision des sommets du G8 et du G20 de 2010

(Ces fonds permettront d'appuyer la planification et les activités des services de police et de sécurité au cours des sommets du G8 et du G20. La Gendarmerie royale du Canada (GRC), de concert avec ses partenaires fédéraux, provinciaux et municipaux, veillera à la sécurité de l'ensemble des participants. Le financement demandé dans le cadre de ce budget supplémentaire des dépenses servira à concevoir, à planifier, à coordonner et à mettre en œuvre les activités de sécurité pour les sommets; à fournir à la GRC et à ses partenaires chargés de la sécurité des installations d'hébergement temporaire pour les sommets du G8 et du G20; à obtenir de la technologie d'information et des dispositifs de communications mobiles; à collaborer avec les partenaires fédéraux, provinciaux et municipaux chargés de la sécurité au cours de la tenue des sommets; à assurer la protection de toutes les personnes jouissant d'une protection internationale qui participent aux sommets)

Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	399
Agence de la santé publique du Canada	356
Agence des services frontaliers du Canada	997
Défense nationale	63 143
Gendarmerie royale du Canada	321 480
Industrie	136
Santé	1 962
Sécurité publique et Protection civile	262 613
Service canadien du renseignement de sécurité	2 162
Transports	637
Total	653 885

Fonds pour continuer à soutenir la mise en œuvre du plan de gestion de l'eau potable et des eaux usées des Premières nations

(Ces fonds permettent de prolonger le plan de gestion de l'eau potable et des eaux usées des Premières nations pour la première de deux années supplémentaires. Les fonds renouvelés permettront aux ministères de continuer de travailler avec les communautés des Premières nations sur la construction d'immobilisations, le fonctionnement et l'entretien des réseaux d'approvisionnement en eau et d'égouts, assurant et préservant ainsi l'intégrité de ces réseaux)

Affaires indiennes et du Nord canadien	136 470
Santé	25 601
Total	162 071

Fonds pour maintenir et améliorer les programmes actuels de promotion de la santé et de prévention des maladies chez les Autochtones ainsi que les programmes visant l'amélioration du système de santé des Premières nations et des Inuits

(Ces fonds appuieront les programmes communautaires qui font la promotion de comportements sains et aident à réduire les taux de maladies chez les Premières nations et les Inuits. En outre, ce financement permettra à Santé Canada de continuer à tenir compte des pénuries de ressources humaines en santé dans les communautés autochtones et de soutenir des projets qui favorisent l'intégration des services fédéraux aux systèmes provinciaux)

Agence de la santé publique du Canada	4 640
Santé	130 411
Total	135 051

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds pour la réponse initiale du Canada au tremblement de terre en Haïti

(Ces fonds permettront de continuer à appuyer la réponse pangouvernementale initiale du Canada au tremblement de terre en Haïti, notamment pour des contributions au titre de l'aide humanitaire réclamée par les Nations Unies et pour des propositions de projets d'organisations non gouvernementales canadiennes déjà actives en Haïti; le Fonds d'aide aux victimes du séisme en Haïti pour soutenir les activités d'aide humanitaire, de redressement rapide et de reconstruction; le déploiement de policiers additionnels aux termes du Programme d'assistance à la police du Canada ; et un investissement initial pour la reconstruction des institutions essentielles du système de sécurité. Les fonds couvriront aussi d'autres mesures comme les réparations et la reconfiguration de biens immobiliers du Canada en Haïti, les coûts de fonctionnement supplémentaires de diverses organisations gouvernementales participant à des activités en Haïti, notamment les mesures spéciales d'immigration visant les personnes touchées directement et sérieusement par le séisme et le soutien au gouvernement haïtien)

Affaires étrangères et Commerce international	34 705
Agence canadienne de développement international	70 000
Agence des services frontaliers du Canada	545
Citoyenneté et Immigration	13 720
Gendarmerie royale du Canada	11 369
Total	130 339

Fonds pour l'organisation du sommet du G20 de 2010 à Toronto

(Ces fonds appuieront l'organisation du sommet des dirigeants du G20 en juin, ainsi qu'un certain nombre de réunions préparatoires et d'activités de sensibilisation, notamment un sommet pour les jeunes. Le financement demandé dans le cadre du présent budget supplémentaire des dépenses servira à l'agrandissement du Bureau de gestion des sommets, à l'acquisition de salles de réunion et de locaux pour les diverses activités, notamment des améliorations aux sites, des paiements anticipés ou des dépôts afin de réserver des lieux pour le sommet et des hôtels pour les délégués, et des locaux à bureaux à Toronto. En outre, ces fonds serviront aux services de soins de santé essentiels et d'urgence, notamment l'élaboration de plans de surveillance de la santé et des aliments, conformément à la responsabilité de Santé Canada d'assurer la sécurité des personnes jouissant d'une protection internationale)

Affaires étrangères et Commerce international	70 560
Santé	1 175
Travaux publics et Services gouvernementaux	29 235
Total	100 970

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale

(Les présents fonds seront utilisés pour appuyer les campagnes et les activités de publicité visant à informer la population canadienne au sujet des divers programmes et services gouvernementaux, ainsi que des changements apportés à la politique fédérale de l'impôt sur le revenu, à faciliter le recrutement au sein des Forces canadiennes et de la Gendarmerie royale du Canada, à commémorer les événements marquants de l'histoire du Canada et à sensibiliser le public à l'égard de multiples questions sociales)

Agence du revenu du Canada	6 500
Anciens Combattants	3 414
Citoyenneté et Immigration	6 000
Défense nationale	6 500
Finances	10 000
Gendarmerie royale du Canada	2 000
Justice	6 000
Patrimoine canadien	250
Ressources humaines et Développement des compétences	16 750
Santé	8 000
Total	65 414

Fonds pour renforcer la capacité à prévenir et à détecter les éclosions de maladies d'origine alimentaire et à y réagir

(Dans la foulée des recommandations découlant du rapport Weatherill sur l'éclosion de listériose survenue en 2008, ces fonds permettront au gouvernement fédéral d'engager plus d'inspecteurs des viandes, d'améliorer les programmes de formation et les outils destinés aux inspecteurs, d'augmenter les analyses, de renforcer le système national de surveillance de la santé publique, de moderniser les normes de salubrité des aliments et d'accroître la capacité en vue de gérer les interventions en cas d'éclosion de maladie d'origine alimentaire)

Agence canadienne d'inspection des aliments	17 056
Agence de la santé publique du Canada	6 045
Santé	3 854
Total	26 955

Fonds pour assurer l'évaluation en temps opportun et la reconnaissance des qualifications acquises à l'étranger

(Ces fonds permettront d'appuyer l'élaboration et la mise en œuvre d'un cadre pancanadien de reconnaissance des titres de compétence étrangers, en partenariat avec les provinces et les territoires, afin d'assurer une meilleure intégration des immigrants à la population active)

Citoyenneté et Immigration	5 774
Ressources humaines et Développement des compétences	18 270
Total	24 044

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds visant à saisir les produits de la criminalité d'entités ciblées du crime organisé (Initiative intégrée de contrôle des produits de la criminalité)

(L'Initiative intégrée de contrôle des produits de la criminalité met à profit les compétences, les connaissances et les capacités de divers groupes d'experts en vue de désorganiser et de démanteler des organisations criminelles. Les présents fonds servent à appuyer les enquêtes et les poursuites visant les organisations criminelles, ainsi que la gestion et la liquidation des biens saisis)

Agence des services frontaliers du Canada	292
Bureau du directeur des poursuites pénales	4 744
Gendarmerie royale du Canada	13 204
Sécurité publique et Protection civile	283
Travaux publics et Services gouvernementaux	1 401
Total	19 924

Fonds afin de gérer les litiges liés aux Métis et aux Indiens non inscrits et pour mettre en œuvre la réconciliation proactive et la gestion des droits ancestraux des Métis

(Les présents fonds seront utilisés afin de poursuivre les activités liées à la mise en œuvre de la réconciliation et de la gestion des droits ancestraux des Métis, notamment : l'élaboration d'approches coordonnées pour la gestion des droits ancestraux des Métis; l'appui des organisations métisses afin de leur permettre de mettre au point et d'améliorer leurs systèmes d'inscription et d'identification, et de rehausser leur capacité et leur gouvernance; et le maintien d'un dialogue avec les gouvernements provinciaux afin d'assurer une certaine cohérence en ce qui a trait à la gestion des droits ancestraux des Métis. Les fonds serviront également à gérer les litiges liés aux Métis et aux Indiens non inscrits)

Affaires indiennes et du Nord canadien	15 920
Agence Parcs Canada	1 078
Environnement	1 010
Gendarmerie royale du Canada	609
Total	18 617

Financement pour le fonctionnement de la Commission d'enquête sur le déclin des populations de saumon rouge du fleuve Fraser

(Les présents fonds seront utilisés pour appuyer les activités quotidiennes de la Commission d'enquête sur le déclin des populations de saumon rouge du fleuve Fraser, couvrir les coûts afférents aux consultations juridiques et à la gestion des documents, et rembourser les coûts liés à la comparution de témoins devant la Commission. Le mandat de la Commission comporte deux volets, soit celui de mener une enquête factuelle sur les populations de saumon rouge du fleuve Fraser et de procéder à l'examen des politiques et des pratiques de Pêches et Océans en matière de gestion des pêches, et celui de formuler des recommandations relativement à la durabilité future des pêches)

Conseil privé	12 823
Pêches et Océans	4 913
Total	17 736

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds pour poursuivre les travaux quant à l'utilisation de la biométrie pour les demandes de visas temporaires

(Ces fonds serviront à appuyer la planification et la conception des systèmes, des processus et de l'infrastructure nécessaires pour paver la voie à une mise en œuvre réussie de la biométrie en tant qu'outil capable d'améliorer la gestion de l'identité dans le cadre du Programme des résidents temporaires)

Agence des services frontaliers du Canada	3 077
Citoyenneté et Immigration	12 821
Gendarmerie royale du Canada	1 707
Total	17 605

Fonds pour améliorer les systèmes financiers et pour appuyer le processus décisionnel en matière de finances au sein du gouvernement du Canada

(Grâce à ces fonds, un éventail d'études et de projets peuvent être entrepris dans le cadre de l'Initiative sur l'interopérabilité et la gérance financières, afin d'améliorer l'interopérabilité et l'efficacité des systèmes d'information financière, d'aider davantage les sous-ministres à exercer leur rôle d'administrateur des comptes et de faciliter le passage aux états financiers vérifiés)

Affaires étrangères et Commerce international	350
Agence du revenu du Canada	3 628
Défense nationale	3 072
Pêches et Océans	450
Secrétariat du Conseil du Trésor	3 440
Travaux publics et Services gouvernementaux	925
Total	11 865

Fonds pour la mise en œuvre et l'application de la législation concernant les courriels commerciaux non sollicités et les menaces proférées par voie électronique

(Les fonds permettront de mettre en œuvre et d'appliquer la loi proposée sur la protection du commerce électronique qui vise à réduire la prolifération des courriels de nature commerciale non sollicités (pourriels) et à prévenir la propagation des logiciels espions)

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	2 629
Industrie	2 561
Total	5 190

Financement pour le Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique afin d'appuyer la construction d'un bassin de traitement des eaux usées pour la ville de Happy Valley-Goose Bay

(Le présent financement servira à appuyer la construction, en partenariat avec les gouvernements provinciaux et les administrations municipales, d'une série de bassins et d'ouvrages connexes en vue d'amasser, de transporter, de désinfecter et de rejeter les eaux usées de la ville de Happy Valley-Goose Bay, y compris celles de la base aérienne de la 5e Escadre Goose Bay)

Agence de promotion économique du Canada atlantique	31
Bureau de l'infrastructure du Canada	2 639
Total	2 670

GRAND TOTAL	1 392 336
--------------------	------------------

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Les organisations demandent souvent de transférer des fonds entre elles à diverses fins. Le tableau présente un résumé de ces transactions. Des montants positifs indiquent les fonds reçus par des organisations, tandis que des montants négatifs désignent des réductions pour les organisations qui transfèrent des fonds.

Ministère, organisme ou société d'État	Crédit	(Dollars)
----------------------------------------	--------	-----------

Pour soutenir l'amélioration des lieux historiques et des parcs nationaux en Colombie-Britannique, en Alberta, au Québec et en Ontario dans le cadre du Fonds de stimulation de l'infrastructure

Agence Parcs Canada	Crédit 25 (Dépenses du Programme)	62 697 000
Bureau de l'infrastructure du Canada	Crédit 60 (Contributions)	(62 697 000)

Pour la réfection, la mise à niveau et le remplacement de diverses immobilisations dans la région de la capitale nationale dans le cadre du Fonds de stimulation de l'infrastructure

Commission de la capitale nationale	Crédit 50 (Paiements à la commission de la capitale nationale pour les dépenses en capital)	45 650 000
Bureau de l'infrastructure du Canada	Crédit 60 (Contributions)	(45 650 000)

Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans des missions à l'étranger

Affaires étrangères et Commerce international	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	19 171 800
	Crédit 5 (Dépenses en capital)	23 657 600
Citoyenneté et Immigration	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(27 024 000)
Agence canadienne de développement international	Crédit 25 (Subventions et contributions)	(11 915 900)
Agence des services frontaliers du Canada	Crédit 10 (Dépenses de fonctionnement)	(1 080 000)
Service canadien du renseignement de sécurité	Crédit 20 (Dépenses de fonctionnement)	(835 000)
Défense nationale	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(781 000)
Industrie	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(601 000)
Conseil privé	Crédit 1 (Dépenses du Programme)	(255 000)
Santé	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(213 000)
Ressources naturelles	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(124 500)

Pour le programme d'aide à la recherche industrielle du Sud de l'Ontario

Conseil national de recherches du Canada	Crédit 70 (Subventions et contributions)	42 750 000
	Crédit 60 (Dépenses de fonctionnement)	2 250 000
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	Crédit 55 (Subventions et contributions)	(45 000 000)

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État	Crédit	(Dollars)
----------------------------------------	--------	-----------

Pour les services de police communautaire offerts aux Premières nations

Gendarmerie royale du Canada	Crédit 50 (Dépenses de fonctionnement)	35 000 000
Sécurité publique et Protection civile	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(35 000 000)

Pour appuyer les activités, l'entretien régulier et les besoins urgents en matière de sécurité des ponts dans la région de Montréal

Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée	Crédit 70 (Paiements à la société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.)	31 800 000
Bureau de l'infrastructure du Canada	Crédit 60 (Contributions)	(31 800 000)

Pour protéger et promouvoir la santé tout en étant plus ouvert à l'innovation et aux progrès de l'industrie et intéressé aux enjeux touchant le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire (Plan d'action en matière de réglementation pour l'agriculture)

Santé	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	9 871 000
Agriculture et Agroalimentaire	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(9 871 000)

Pour les travaux de réparation au quai de North Sydney en Nouvelle-Écosse

Marine Atlantique S.C.C.	Crédit 40 (Paiements à Marine Atlantique S.C.C.)	9 240 000
Bureau de l'infrastructure du Canada	Crédit 60 (Contributions)	(9 240 000)

Pour appuyer des programmes touchant la salubrité, la biosécurité et la traçabilité des aliments (Initiative canadienne intégrée de la salubrité des aliments)

Agence canadienne d'inspection des aliments	Crédit 30 (Dépenses de fonctionnement et contributions)	4 991 000
Agriculture et Agroalimentaire	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(4 991 000)

Pour couvrir les coûts liés au nouveau quartier général de la Gendarmerie royale du Canada situé à Surrey, Colombie-Britannique

Travaux publics et Services gouvernementaux	Crédit 5 (Dépenses en capital)	4 500 000
Gendarmerie royale du Canada	Crédit 55 (Dépenses en capital)	(4 500 000)

Pour le rajustement des montants versés auparavant pour le nouveau complexe de l'administration centrale d'Agriculture et Agroalimentaire et de l'Agence canadienne d'inspection des aliments

Agence canadienne d'inspection des aliments	Crédit 35 (Dépenses en capital)	1 716 094
Agriculture et Agroalimentaire	Crédit 5 (Dépenses en capital)	606 200
Travaux publics et Services gouvernementaux	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(2 322 294)

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État	Crédit	(Dollars)
----------------------------------------	--------	-----------

Pour le financement des dépenses de fonctionnement du Centre Pearson pour le maintien de la paix

Affaires étrangères et Commerce international	Crédit 10 (Subventions et contributions)	2 000 000
Défense nationale	Crédit 5 (Dépenses en capital)	(2 000 000)

Pour des initiatives de sécurité publique liées à l'Initiative de recherche et de technologie chimique, biologique, radiologique et nucléaire

Environnement	Crédit 5 (Dépenses en capital)	630 000
Agence canadienne d'inspection des aliments	Crédit 35 (Dépenses en capital)	530 000
Santé	Crédit 5 (Dépenses en capital)	508 000
Défense nationale	Crédit 5 (Dépenses en capital)	(1 668 000)

Pour améliorer les systèmes financiers et pour appuyer le processus décisionnel en matière de finances au sein du gouvernement du Canada

Agence des services frontaliers du Canada	Crédit 10 (Dépenses de fonctionnement)	1 360 532
Agence du revenu du Canada	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(1 360 532)

Pour le renouvellement des dispositions financières de l'Accord de financement budgétaire de la Nation Nisga'a

Affaires indiennes et du Nord canadien	Crédit 10 (Subventions et contributions)	1 257 088
Santé	Crédit 10 (Subventions et contributions)	(1 257 088)

Pour le rajustement des montants versés auparavant pour l'administration des demandes provenant de participants étrangers dans le cadre du programme international pour les jeunes

Affaires étrangères et Commerce international	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	1 117 453
Citoyenneté et Immigration	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(1 117 453)

Pour couvrir les coûts indirects de la recherche financée par le gouvernement fédéral au Collège militaire royal du Canada

Défense nationale	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	750 000
Conseil de recherches en sciences humaines	Crédit 95 (Subventions)	(750 000)

Pour le rajustement des montants versés auparavant pour le personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger

Gendarmerie royale du Canada	Crédit 50 (Dépenses de fonctionnement)	282 300
Anciens Combattants	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	274 100
Affaires étrangères et Commerce international	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(556 400)

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État	Crédit	(Dollars)
Pour les coûts de gestion assumés par les Premières nations relativement à l'assainissement des sites contaminés par des munitions explosives non explosées		
Affaires indiennes et du Nord canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	80 369
	Crédit 10 (Subventions et contributions)	467 995
Défense nationale	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(548 364)
Pour appuyer les chaires de recherches du Canada au Collège militaire royal du Canada		
Défense nationale	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	490 000
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	Crédit 80 (Subventions)	(350 000)
Conseil de recherches en sciences humaines	Crédit 95 (Subventions)	(140 000)
Pour des fonds provenant de partenaires en matière de services de police contractuels à l'appui des activités du Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada		
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	Crédit 65 (Dépenses du Programme)	480 000
Gendarmerie royale du Canada	Crédit 50 (Dépenses de fonctionnement)	(480 000)
Pour fournir un financement afin d'assurer la participation du Canada au Forum économique international des Amériques/Conférence de Montréal		
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	Crédit 5 (Subventions et contributions)	450 000
Agence canadienne de développement international	Crédit 25 (Subventions et contributions)	(450 000)
Pour des activités d'acquisition et de conservation de films conformément à la Politique canadienne du long métrage		
Bibliothèque et Archives du Canada	Crédit 55 (Dépenses de fonctionnement)	445 804
Patrimoine canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(445 804)
Pour des projets de recherche pouvant servir à l'élaboration de politiques concernant la participation sportive		
Conseil de recherches en sciences humaines	Crédit 95 (Subventions)	315 252
Patrimoine canadien	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(315 252)

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État	Crédit	(Dollars)
----------------------------------------	--------	-----------

Pour l'augmentation des subventions à la Bande indienne Sechelt en vertu de la Loi relative à l'autonomie gouvernementale de la bande indienne Sechelt

Affaires indiennes et du Nord canadien	Crédit 10 (Subventions et contributions)	307 000
Santé	Crédit 10 (Subventions et contributions)	(307 000)

Pour appuyer l'engagement et la consultation en vue de l'élaboration et de l'utilisation d'un outil de sondage pour déterminer la capacité de prévention des maladies chroniques

Instituts de recherche en santé du Canada	Crédit 25 (Subventions)	180 000
Agence de la santé publique du Canada	Crédit 50 (Subventions et contributions)	(180 000)

Pour l'initiative de recherche en santé mondiale afin de développer de nouvelles connaissances pour améliorer les systèmes de santé et créer une capacité de recherche en santé mondiale dans les pays en voie de développement et au Canada

Centre de recherches pour le développement international	Crédit 35 (Versements au Centre de recherches pour le développement international)	171 946
Instituts de recherche en santé du Canada	Crédit 25 (Subventions)	(171 946)

Pour sensibiliser le public et promouvoir la participation communautaire aux activités de la Journée nationale des Autochtones

Patrimoine canadien	Crédit 5 (Subventions et contributions)	150 000
Affaires indiennes et du Nord canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(150 000)

Pour appuyer le Système canadien de réglementation de la biotechnologie

Santé	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	150 000
Industrie	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(150 000)

Pour soutenir la Collectivité nationale des gestionnaires

Secrétariat du Conseil du Trésor	Crédit 1 (Dépenses du Programme)	144 458
Pêches et Océans	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(144 458)

Pour soutenir des projets de coopération multilatéraux de langue française, ainsi que pour assurer la participation du Canada aux réunions de la Commission internationale du théâtre francophone

Conseil des Arts du Canada	Crédit 10 (Paiements au Conseil des Arts du Canada)	127 000
Patrimoine canadien	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(127 000)

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État	Crédit	(Dollars)
----------------------------------------	--------	-----------

Pour appuyer la continuité du programme constitutionnel du gouvernement, qui détermine les mesures nécessaires à prendre pour assurer le maintien du gouvernement constitutionnel dans l'éventualité d'une urgence

Gendarmerie royale du Canada	Crédit 50 (Dépenses de fonctionnement)	90 800
Sécurité publique et Protection civile	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(90 800)

Pour la création et le déroulement d'un cours sur l'évaluation en matière de sûreté aérienne

Transports	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	88 920
Sécurité publique et Protection civile	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(88 920)

Pour stimuler et appuyer la recherche sur l'immigration et la diversité

Citoyenneté et Immigration	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	85 000
Patrimoine canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(85 000)

Pour appuyer la recherche au Collège militaire royal du Canada grâce au programme d'appui aux professeurs universitaires

Défense nationale	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	80 000
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	Crédit 80 (Subventions)	(80 000)

Pour appuyer les chaires de recherches industrielles au Collège militaire royal du Canada

Défense nationale	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	78 000
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	Crédit 80 (Subventions)	(78 000)

Pour un soutien à la Chaire canadienne pour la protection environnementale du milieu marin à l'Université maritime mondiale

Pêches et Océans	Crédit 10 (Subventions et contributions)	75 000
Transports	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(75 000)

Pour appuyer le financement des voyages d'étudiants qui représenteront le Canada lors de la 38^e Assemblée du Comité pour la Recherche Spatiale (COSPAR 2010)

Agence spatiale canadienne	Crédit 35 (Subventions et contributions)	35 000
Conseil national de recherches du Canada	Crédit 60 (Dépenses de fonctionnement)	(35 000)

Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Une organisation peut, au moyen du budget supplémentaire des dépenses, demander des modifications pour diverses autorisations de dépenser obtenues à l'origine à la suite de l'approbation par le Parlement de projets de loi de crédits pour un budget principal des dépenses ou un budget supplémentaire des dépenses. Ces modifications peuvent comprendre des demandes de financement supplémentaire se rapportant à un transfert de fonds d'une autre organisation, à la réaffectation ou à la modification des autorisations de dépenser existantes ou à l'ajout de nouvelles autorisations.

On obtient l'approbation du Parlement pour de telles modifications en recourant à un projet de loi de crédits habilitant. Toutefois, pour qu'un poste soit inclus dans un projet de loi des crédits, il doit avoir une valeur pécuniaire. Cela ne pose pas de problème lorsqu'un ministère demande également un rajustement de ses affectations. Cependant, en l'absence de toute augmentation du crédit, un montant théorique de « 1 \$ » permet d'inclure un tel poste à un projet de loi de crédits.

Les autorisations associées à chacun des postes de 1 \$ peuvent se rapporter à :

1. *L'approbation de subventions* – Le libellé utilisé dans le budget des dépenses pour décrire une subvention est à caractère législatif de sorte que toute nouvelle subvention ou augmentation à une subvention existante doit d'abord être approuvée par le Parlement avant qu'un paiement ne puisse être versé aux bénéficiaires admissibles. Un poste de 1 \$ est inclus lorsque des affectations supplémentaires ne sont pas requises puisque la nouvelle subvention ou l'augmentation d'une subvention existante est financée au moyen de ressources existantes ou d'un transfert de fonds d'une autre organisation.
2. *Les virements de crédits au sein d'une organisation* – La loi de crédits peut conférer à une organisation des autorisations de dépenser pour plus d'un crédit (p. ex. crédit pour dépenses de fonctionnement, crédit pour dépenses en capital). Tout au long d'un exercice, et pour diverses raisons, l'organisation peut devoir réaligner le financement approuvé à la suite de modifications apportées aux mécanismes de prestation en tenant compte des priorités organisationnelles.
3. *Les virements entre organisations* – Les virements entre organisations sont utilisés à différentes fins, comme pour réaffecter les fonds d'une organisation à une autre, afin de gérer ou de mettre en œuvre une initiative ou un projet de façon plus efficiente et/ou de refléter les nouvelles responsabilités d'une organisation.
4. *La modification de l'autorisation intégrée au libellé d'un crédit* – Le budget supplémentaire des dépenses peut être utilisé pour modifier une autorisation existante intégrée au libellé d'un crédit d'une organisation. La plupart de ces autorisations se retrouvent dans le libellé des crédits non budgétaires des organisations et se rapportent aux limites ou plafonds des prêts et des investissements. Ces crédits non budgétaires sont précédés de la lettre « L ».
5. *Création d'un nouveau crédit et libellé correspondant* – Le budget supplémentaire des dépenses peut servir à créer un nouveau crédit, ainsi que le libellé correspondant, qui accordera l'autorisation à l'organisation tel que précisé dans le nouveau libellé du crédit.

Le tableau qui suit illustre, pour chacune des catégories susmentionnées, les cas où un poste d'un montant de 1 \$ est requis dans le présent budget supplémentaire des dépenses. Un certain nombre de ces opérations peuvent être décrites dans le libellé d'un crédit d'un ministère, mais nécessiteront qu'un poste de 1 \$. C'est pourquoi, puisque le tableau suivant est présenté par catégories, certains crédits ministériels pourraient être indiqués plus d'une fois malgré le fait qu'ils ne se rapportent qu'à un seul poste de 1 \$.

Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

1. L'approbation de subventions

Organisation	N° du crédit	Explication
Industrie – Agence spatiale canadienne	35a	Pour augmenter de 35 000 \$ la subvention « Programme global de subventions à l'appui de la recherche, de la sensibilisation et de l'éducation en sciences et technologies spatiales ».
Pêches et Océans	10a	Pour augmenter de 1 414 000 \$ la subvention « Programme de subvention globale pour la disposition de ports pour petits bateaux ».
Santé – Instituts de recherche en santé du Canada	25a	Pour augmenter de 180 000 \$ la subvention « Subventions aux projets de recherche et au soutien du personnel ».

2. Le virement de crédits au sein d'une organisation

Organisation	No du crédit	Explication
Défense nationale – Ministère	10a	Pour autoriser le virement au présent crédit de 18 386 400 \$ du crédit 5 (Défense nationale) pour le financement et renouvellement des programmes de subvention et de contribution.
Pêches et Océans	10a	Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 414 000 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) pour soutenir des projets de dessaisement dans le cadre du programme de subvention par catégorie pour les ports de petits bateaux; de 414 000 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) pour soutenir le perfectionnement et la recherche universitaire relativement aux priorités scientifiques (Programme de contribution à la recherche universitaire); de 69 034 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) pour faciliter la compréhension des données scientifiques sur les populations de saumons du bassin Fraser, l'affermissement des relations avec les intervenants et l'amélioration de la gestion des pêches.
Ressources naturelles – Ministère	5a	Pour autoriser le virement au présent crédit de 902 000 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles) pour la modernisation du Centre de recherche sur les espèces envahissantes de Ressources naturelles.

Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Organisation	No du crédit	Explication
Travaux publics et Services gouvernementaux	5a	Pour autoriser le virement au présent crédit de 13 826 958 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) pour la construction et l'aménagement d'un nouvel immeuble pour la Gendarmerie royale du Canada (GRC) et pour couvrir les coûts liés aux besoins accrus en locaux de la GRC.

3. Le virement entre organisations

Organisation	N° du crédit	Explication
Affaires étrangères et Commerce international – Centre de recherches pour le développement international	35a	Pour autoriser le virement au présent crédit de 171 946 \$ du crédit 25 (Santé) pour l'initiative de recherche en santé mondiale afin de développer de nouvelles connaissances pour améliorer les systèmes de santé et créer une capacité de recherche en santé mondiale dans les pays en voie de développement et au Canada.
Agriculture et Agroalimentaire – Ministère	5a	Pour autoriser le virement au présent crédit de 606 200 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) pour le rajustement des montants versés auparavant pour le nouveau complexe de l'administration centrale d'Agriculture et Agroalimentaire et de l'Agence canadienne d'inspection des aliments.
Industrie – Agence spatiale canadienne	35a	Pour autoriser le virement au présent crédit de 35 000 \$ du crédit 60 (Industrie) pour des fonds consacrés aux voyages d'étudiants qui représenteront le Canada lors de la 38 ^e assemblée du Comité pour la Recherche Spatiale (COSPAR 2010).
Industrie – Conseil de recherches en sciences humaines	95a	Pour autoriser le virement au présent crédit de 315 252 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) pour des projets de recherche sur l'élaboration de politiques concernant la participation sportive.
Patrimoine Canadien – Conseil des Arts du Canada	10a	Pour autoriser le virement au présent crédit de 127 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) pour soutenir des projets de coopération multilatéraux de langue française, ainsi que pour assurer la participation du Canada aux réunions de la Commission internationale du théâtre francophone.
Patrimoine Canadien – Bibliothèque et Archives du Canada	55a	Pour autoriser le virement au présent crédit de 445 804 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) pour des activités d'acquisition et de conservation de films conformément à la Politique canadienne du long métrage.

Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Organisation	N° du crédit	Explication
Pêches et Océans	10a	Pour autoriser le virement au présent crédit de 75 000 \$ du crédit 1 (Transports) pour un soutien à la Chaire canadienne pour la protection environnementale du milieu marin à l'Université maritime mondiale.
Santé – Instituts de recherche en santé du Canada	25a	Pour autoriser le virement au présent crédit de 180 000 \$ du crédit 50 (Santé) pour appuyer l'engagement et la consultation en vue de l'élaboration et de l'utilisation d'un outil de sondage pour déterminer la capacité de prévention des maladies chroniques.
Sécurité publique et Protection civile – Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	65a	Pour autoriser le virement au présent crédit de 480 000 \$ du crédit 50 (Sécurité publique et Protection civile) pour les coûts liés aux services de police contractuelle.
Transports – Marine Atlantique S.C.C.	40a	Pour autoriser le virement au présent crédit de 9 240 000 \$ du crédit 60 (Transports) pour les travaux de réparation au quai de North Sydney en Nouvelle-Écosse.
Transports – Commission de la capitale nationale	50a	Pour autoriser le virement au présent crédit de 45 650 000 \$ du crédit 60 (Transports) pour la réfection, la mise à niveau et le remplacement de diverses immobilisations dans la région de la capitale nationale dans le cadre du Fonds de stimulation de l'infrastructure.
Transports – Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée	70a	Pour autoriser le virement au présent crédit de 31 800 000 \$ du crédit 60 (Transports) pour appuyer les activités, l'entretien régulier et les besoins urgents en matière de sécurité des ponts dans la région de Montréal.
Travaux publics et Services gouvernementaux	5a	Pour autoriser le virement au présent crédit de 4 500 000 \$ du crédit 55 (Sécurité publique et Protection civile) pour couvrir les coûts liés au nouveau quartier général de la Gendarmerie royale du Canada situé à Surrey, Colombie-Britannique.

Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

4. La modification de l'autorisation intégrée au libellé d'un crédit

Organisation	N° du crédit	Explication
Sécurité publique et Protection civile – Commission nationale de libérations conditionnelles	40a	En vertu du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes générées durant un même exercice et issues de la prestation de services visant le traitement des demandes de réhabilitation présentées par les personnes condamnées pour des infractions à des lois ou à des règlements fédéraux, et de porter ces recettes en réduction des dépenses engagées pendant cet exercice.

5. Création d'un nouveau crédit et libellé correspondant

Organisation	N° du crédit	Explication
Travaux publics et Services gouvernementaux	7a	Fonds renouvelable des Services communs de télécommunications et d'informatique – En vertu de l'article 12 de la <i>Loi sur les Fonds renouvelables</i> L.R.C. (1985), ch. R-8, pour modifier le paragraphe 5.2(3) de la Loi, en augmentant de 20 000 000 \$ à 40 000 000 \$ le montant duquel la totalité des dépenses effectuées aux fins du fonds peut excéder les recettes, à compter du 1^{er} avril 2010.

Détails par ministère, organisme et société d'État

Les ministères, organismes et sociétés d'État qui relèvent d'un ministre, ou qui rendent des comptes au Parlement, sont regroupés afin de donner une image d'ensemble par portefeuille.

Il y a quatre sections distinctes pour chaque portefeuille :

1. sommaire du portefeuille;
2. explication du besoin (crédits à adopter, fonds disponibles, crédits législatifs et transferts) pour chaque organisation demandant des crédits supplémentaires;
3. explication des fonds disponibles (s'il y a lieu);
4. paiements de transfert (s'il y a lieu).

1. Sommaire du portefeuille

Le tableau fournit tous les renseignements sur les crédits votés et postes législatifs par ministère, y compris :

- le numéro et le libellé régissant le crédit ou le poste législatif;
- les Budgets des dépenses à ce jour – budget principal des dépenses;
- les transferts entre crédits à la fois au sein d'une organisation et entre organisations;
- les rajustements des crédits (nouvelles demandes de financement);
- le total des budgets des dépenses à ce jour;

Si le « Rajustements des crédits » d'un crédit correspond à zéro ou à un montant négatif, il ne sera pas inclus dans le projet de loi de crédits pour le présent budget supplémentaire des dépenses. Les montants nets négatifs ou de zéro sont mentionnés à titre d'information.

2. Explication du besoin

Cette section renferme une description des initiatives ou des postes individuels pour lesquels une autorisation de dépenser est demandée. Si l'initiative touche plus d'une organisation, elle est désignée (*poste horizontal*) et sera saisie dans le tableau « Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses » présenté au début du document.

Cette section sert également à identifier tous les transferts entre les organisations ou au sein d'une organisation, qu'ils se rapportent à un transfert de montants entre des organisations pour atteindre un objectif particulier, du transfert d'une responsabilité liée à l'exécution d'un programme, de rajustements à la suite de modifications apportées aux rouages de l'État qu'a annoncées le gouvernement, ou de transferts au sein d'une organisation pour répondre aux besoins d'un programme. Les transferts n'ont pas d'incidence sur les nouveaux crédits que demandent les organisations. Ils apparaîtront dans le Sommaire du portefeuille séparément des nouveaux crédits, ainsi que dans le tableau sommaire qui porte sur les transferts entre organisations au début du présent budget supplémentaire des dépenses.

3. Explication des fonds disponibles

Cette section fournit des renseignements sur les fonds utilisés pour compenser ou réduire les besoins en nouveaux fonds énoncés dans le présent budget supplémentaire des dépenses. Des autorisations de dépenser excédentaires disponibles à partir d'un crédit peuvent être réaffectées à un autre crédit afin de réduire le total des dépenses nécessaires et de maintenir au minimum les nouvelles demandes d'autorisations de dépenser faites auprès du Parlement. De même, les autorisations de dépenser excédentaires disponibles par l'entremise de certaines affectations bloquées pourraient aussi être utilisées pour réduire le montant des nouveaux crédits requis, avec l'autorisation du Conseil du Trésor.

Voici quelques exemples d'autorisations de dépenser excédentaires utilisées comme compensations : report de fonds d'un exercice à un autre au sein d'une même organisation ou des fonds d'un programme réaffectés à un autre programme.

4. Paiements de transfert

Ce tableau présente une liste des paiements de transfert.

Les paiements de transfert comprennent les subventions, les contributions et tous les autres paiements faits pour contribuer à la réalisation des objectifs d'un programme en contrepartie desquels aucun bien ni service n'est reçu.

Il y a plusieurs différences entre les subventions, les contributions et les autres paiements de transfert :

- les subventions sont des paiements de transfert versés en fonction d'une admissibilité établie et qui ne font pas habituellement l'objet d'une vérification. Les subventions et leur valeur totale ont un caractère législatif et une description particulière qui régissent leur utilisation;
- les contributions sont des paiements de transfert dont les bénéficiaires doivent satisfaire aux conditions d'exécution et qui peuvent faire l'objet d'une vérification;
- les autres paiements de transfert sont des paiements de transferts autres que les subventions et les contributions qui sont effectués en vertu d'une loi ou d'une entente qui peut comprendre une formule servant à déterminer le montant annuel à verser.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1a	Dépenses de fonctionnement, y compris, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, la rémunération et les autres dépenses des Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux et autorisation de faire des avances recouvrables jusqu'à concurrence de la part des frais payables par ces organismes; autorisation au gouverneur en conseil de nommer et de fixer les salaires des hauts-commissaires, ambassadeurs, ministres plénipotentiaires, consuls, membres des commissions internationales, le personnel de ces diplomates et d'autres personnes pour représenter le Canada dans un autre pays; dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale; dépenses recouvrables aux fins d'aide aux citoyens canadiens et <u>résidents canadiens domiciliés hors du Canada</u> , y compris les personnes à leur charge, qui sont dans le besoin à l'étranger et rapatriement de ces personnes; programmes de relations culturelles et d'échanges universitaires avec d'autres pays; et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice pour : des services de formation offerts par l'Institut canadien du service extérieur; les foires et les missions commerciales et d'autres services de développement du commerce international; des services de développement des investissements; des services de télécommunication internationale; des publications ministérielles; d'autres services fournis à l'étranger à d'autres ministères, à des organismes, à des sociétés d'État et à d'autres organisations non fédérales; des services consulaires spécialisés; et des programmes internationaux d'échanges pour l'emploi des jeunes et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 11 915 900 \$ du crédit 25 (Affaires étrangères et Commerce international), de 4 483 853 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration), de 1 100 000 \$ du crédit 10 (Sécurité publique et Protection civile), de 835 000 \$ du crédit 20 (Sécurité publique et Protection civile), de 781 000 \$ du crédit 1 (Défense nationale), de 601 000 \$ du crédit 1 (Industrie), de 255 000 \$ du crédit 1 (Conseil privé), de 213 000 \$ du crédit 1 (Santé) et de 124 500 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	1 397 151 743	13 924 153	154 752 832	1 565 828 728

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
5a Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 23 657 600 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	159 060 010	23 457 300	40 548 238	223 065 548
10a Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions, qui peuvent comprendre : dans le cadre du Programme de partenariat mondial du Canada (aux termes du Partenariat mondial du G8), des versements en espèces ou de biens, d'équipement et de services en vue de fournir une aide aux pays de l'ancienne Union soviétique; dans le cadre du Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes du Canada, et du Programme visant à renforcer les capacités de lutte contre la criminalité, des versements en espèces ou sous forme de produits, de services, d'équipement ou de technologies fournis aux fins de l'aide antiterroriste et à la lutte contre la criminalité aux pays et entités gouvernementales; et, dans le cadre du Programme de paix et de sécurité mondiales, du Programme d'opérations mondiales de soutien de la paix et du Programme Glyn Berry, des versements en espèces ou sous forme de produits, de services, d'équipement ou de technologies fournis aux fins de la paix globale et l'aide à la sécurité; autorisation de contracter durant l'exercice en cours des engagements ne dépassant pas 30 000 000 \$, aux fins de contributions à des personnes, groupes de personnes, conseils et associations, en vue de favoriser l'augmentation des exportations canadiennes; autorisation de payer des cotisations selon les montants établis, en devises des pays où elles sont prélevées; et autorisation de faire d'autres paiements précisés, en devises des pays indiqués, même si le total de ces paiements est supérieur à l'équivalent en dollars canadiens établi en septembre 2009 – Pour autoriser le virement au présent crédit de 5 808 700 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international), de 200 300 \$ du crédit 5 (Affaires étrangères et Commerce international) et de 2 000 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	923 474 510	8 009 000	25 102 782	956 586 292
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	86 624 049	.....	.....	86 624 049
(L) Ministre des Affaires étrangères – Traitement et allocation pour automobile	78 649	.....	.....	78 649
(L) Ministre du Commerce international – Traitement et allocation pour automobile	78 649	.....	.....	78 649
(L) Ministre d'État – Traitement et allocation pour automobile	2 000	.....	.....	2 000
(L) Versements à Exportation et développement Canada pour acquitter ses obligations encourues en vertu de l'article 23 de la <i>Loi sur le développement des exportations</i> (Compte du Canada) afin de faciliter et d'accroître les échanges commerciaux entre le Canada et les autres pays (L.C. (2001), ch. 33)	500 000	.....	.....	500 000

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
(L) Paiements en vertu de la <i>Loi sur la pension spéciale du service diplomatique</i> (L.R.C. (1985), ch. D-2).....	250 000	.....	.....	250 000
(L) Fonds renouvelable du Bureau des passeports (<i>Loi sur les fonds renouvelables</i> (L.R.C. (1985), ch. R-8) .....	.....	.....	.....	.....
Total des dépenses budgétaires.....	2 567 219 610	45 390 453	220 403 852	2 833 013 915
(L) Versements à Exportation et développement Canada pour acquitter ses obligations encourues en vertu de l'article 23 de la <i>Loi sur le développement des exportations</i> (Compte du Canada) afin de faciliter et d'accroître les échanges commerciaux entre le Canada et les autres pays (L.C. (2001), ch. 33) (non budgétaire)	(552 000 000)	.....	718 500 000	166 500 000
Total des dépenses non budgétaires.....	(552 000 000)	.....	718 500 000	166 500 000
Total du Ministère.....	2 015 219 610	45 390 453	938 903 852	2 999 513 915
Corporation commerciale canadienne				
15 Versements à la Corporation commerciale canadienne	15 549 962	.....	.....	15 549 962
Total de l'organisme	15 549 962	.....	.....	15 549 962
Agence canadienne de développement international				
20 Dépenses de fonctionnement et autorisation :				
a) d'engager des personnes qui travailleront dans les pays en développement et dans les pays en transition;				
b) de dispenser instruction ou formation à des personnes des pays en développement et des pays en transition, conformément au <i>Règlement sur l'assistance technique</i> , pris par le décret C.P. 1986-993 du 24 avril 1986 (et portant le numéro d'enregistrement DORS/86-475), y compris ses modifications ou tout autre règlement que peut prendre le gouverneur en conseil en ce qui concerne :				
(i) la rémunération payable aux personnes travaillant dans les pays en développement et dans les pays en transition, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard,				
(ii) le soutien de personnes des pays en développement et des pays en transition en période d'instruction ou de formation, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard,				
(iii) le remboursement des dépenses extraordinaires liées directement ou indirectement au travail des personnes dans les pays en développement et dans les pays en transition, ou à l'instruction ou à la formation de personnes des pays en développement et des pays en transition.....	203 362 996	.....	.....	203 362 996
25a Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions et paiements aux institutions financières internationales conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , aux fins d'aide au développement international et d'assistance humanitaire internationale et à d'autres fins précisées, sous forme de paiements comptants et de fourniture de biens, denrées ou services	2 693 407 819	(12 365 900)	70 000 000	2 751 041 919

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	26 031 290	.....	.....	26 031 290
(L) Ministre de la Coopération internationale – Traitement et allocation pour automobile	78 649	.....	.....	78 649
(L) Encaissement de billets délivrés aux fonds d'aide des institutions financières internationales conformément à la <i>Loi sur l'aide au développement international (institutions financières)</i>	230 691 000	.....	.....	230 691 000
Total des dépenses budgétaires	3 153 571 754	(12 365 900)	70 000 000	3 211 205 854
L30 Émission et paiement de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser 227 032 000 \$, conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , à titre de contributions aux comptes du fonds d'institutions financières internationales	1	.....	.....	1
Total de l'organisme	3 153 571 755	(12 365 900)	70 000 000	3 211 205 855
Centre de recherches pour le développement international				
35a Versements au Centre de recherches pour le développement international – Pour autoriser le virement au présent crédit de 171 946 \$ du crédit 25 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2010-2011</i>	181 303 761	171 946	1	181 475 708
Total de l'organisme	181 303 761	171 946	1	181 475 708
Commission mixte internationale				
40 Dépense du Programme – Traitements et dépenses de la section canadienne; dépenses relatives aux études, enquêtes et relevés exécutés par la Commission en vertu du mandat international qui lui est confié et dépenses faites par la Commission en vertu de l'Accord entre le Canada et les États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs	7 805 364	.....	.....	7 805 364
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	569 222	.....	.....	569 222
Total de l'organisme	8 374 586	.....	.....	8 374 586
Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne				
45 Dépenses du Programme	2 857 820	.....	.....	2 857 820
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	192 749	.....	.....	192 749
Total de l'organisme	3 050 569	.....	.....	3 050 569
Total du portefeuille	5 377 070 243	33 196 499	1 008 903 853	6 419 170 595

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Affaires étrangères et Commerce international demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds pour l'organisation du sommet du G20 de 2010 à Toronto (<i>poste horizontal</i>).....	70 560	.....	.....	70 560
Fonds pour l'évaluation et les litiges potentiels à l'égard du chapitre 11 de l'Accord de libre-échange nord-américain.....	50 723	.....	.....	50 723
Fonds pour la réponse initiale du Canada au tremblement de terre à Haïti (<i>poste horizontal</i>).....	11 650	11 155	11 900	34 705
Fonds pour des frais juridiques liés à l'Accord sur le bois d'œuvre résineux.....	15 473	.....	.....	15 473
Fonds pour l'exécution du Programme visant à renforcer les capacités de lutte contre la criminalité qui renforce les capacités à l'étranger afin d'assurer la sécurité des Canadiens et les intérêts du Canada.....	1 561	.....	13 203	14 764
Reinvestissement des recettes provenant de la vente ou du transfert de biens immobiliers à l'étranger.....	.....	13 982	.....	13 982
Fonds pour la construction d'un Centre de surveillance et d'intervention d'urgence dans l'édifice Lester B. Pearson à Ottawa.....	.....	9 091	.....	9 091
Fonds pour l'acquisition d'un site et l'établissement de résidences permanentes pour les employés à Kaboul en Afghanistan.....	.....	5 400	.....	5 400
Fonds pour améliorer la représentation du Canada à l'étranger : la dimension nationale.....	4 435	921	.....	5 356
Fonds pour améliorer les systèmes financiers et pour appuyer le processus décisionnel en matière de finances au sein du gouvernement du Canada (<i>poste horizontal</i>).....	350	.....	.....	350
Total des crédits à adopter	154 752	40 549	25 103	220 404
Crédits législatifs				
Versements à Exportation et développement Canada pour acquitter ses obligations encourues en vertu de l'article 23 de la <i>Loi sur le développement des exportations</i> (Compte du Canada) afin de faciliter et d'accroître les échanges commerciaux entre le Canada et les autres pays (L.C. (2001), ch. 33).....				718 500
Total des rajustements des crédits				938 904

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Affaires étrangères et Commerce international demande des fonds pour les postes suivants :

Transferts	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Transfert de Citoyenneté et Immigration (27 024 \$), de l'Agence canadienne de développement international (11 916 \$), de l'Agence des services frontaliers du Canada (1 080 \$), du Service canadien du renseignement de sécurité (835 \$), de la Défense nationale (781 \$), d'Industrie (601 \$), du Bureau du Conseil privé (255 \$), de Santé (213 \$) et de Ressources naturelles (125 \$) – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans des missions à l'étranger	19 172	23 657	.....	42 829
Transfert de la Défense nationale – Pour le financement des dépenses de fonctionnement du Centre Pearson pour le maintien de la paix .....	.....	.....	2 000	2 000
Transfert de Citoyenneté et Immigration – Pour le rajustement des montants versés auparavant pour l'administration des demandes provenant de participants étrangers dans le cadre du programme international pour les jeunes	1 117	.....	.....	1 117
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour une contribution destinée à la construction d'un centre pour les jeunes à l'université de l'Aquila en Italie	(3 039)	.....	3 039	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Fonds pour le renouvellement du Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes	(2 770)	(200)	2 970	.....
Transfert à la Gendarmerie royale du Canada (282 \$) et à Anciens Combattants (274 \$) – Pour le rajustement des montants versés auparavant pour le personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger	(556)	.....	.....	(556)
Total des transferts	13 924	23 457	8 009	45 390
Présent budget supplémentaire des dépenses	168 676	64 006	33 112	984 294

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Subventions		
Subventions au Programme visant à renforcer les capacités de lutte contre la criminalité.....	7 000 000	.....
Soutien au gouvernement d'Haïti	1 900 000	.....
Subventions pour le Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes	1 470 000	.....
Montant total des subventions	10 370 000	.....
Contributions		
Fonds pour la paix mondiale et la sécurité	15 039 000	.....
Contributions au Programme visant à renforcer les capacités de lutte contre la criminalité ...	6 202 782	.....
Contributions pour le Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes	1 500 000	.....
Montant total des contributions	22 741 782	.....
Montant total des paiements de transfert	33 111 782	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Agence canadienne de développement international

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence canadienne de développement international demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 25
Fonds pour la réponse initiale du Canada au tremblement de terre à Haïti (<i>poste horizontal</i>).....	70 000
Transferts	
Transfert à l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec – Pour fournir un financement afin d'assurer la participation du Canada au Forum économique international des Amériques/Conférence de Montréal	(450)
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans des missions à l'étranger	(11 916)
Total des transferts	(12 366)
Présent budget supplémentaire des dépenses	57 634

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Subventions		
Subventions pour la programmation multilatérale : Subventions pour l'aide au développement, l'assistance humanitaire ou la planification préalable aux catastrophes, incluant la consolidation de la paix, à l'égard d'opérations, de programmes, de projets, d'activités et d'appels mondiaux; de même qu'à l'appui de programmes de lutte contre la faim, la malnutrition et la maladie au profit des pays ou territoires en développement ou des pays en transition.....	70 000 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	70 000 000	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	<i>12 365 900</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	57 634 100	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Centre de recherches pour le développement international

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Centre de recherches pour le développement international demande des fonds pour les postes suivants :

Transferts	Crédit 35
Transfert de l'Institut de recherche en santé du Canada – Pour l'initiative de recherche en santé mondiale afin de développer de nouvelles connaissances pour améliorer les systèmes de santé et créer une capacité de recherche en santé mondiale dans les pays en voie de développement et au Canada.....	172

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Ministère				
1a	Dépenses de fonctionnement et :			
	a) dépenses ayant trait aux ouvrages, bâtiments et matériel, et dépenses et dépenses recouvrables relativement aux services fournis et aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral;			
	b) autorisation d'affecter des fonds, dans le cadre des activités de progrès économique des Indiens et des Inuits, pour assurer le développement de la capacité des Indiens et des Inuits, et pour l'approvisionnement en matériaux et en matériel;			
	c) autorisation de vendre l'électricité aux consommateurs particuliers qui vivent dans des centres éloignés et qui ne peuvent pas compter sur les sources locales d'approvisionnement, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil; et			
	d) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 80 369 \$ du crédit 1 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de			
	990 160 065	(10 069 631)	19 739 918	999 830 352
5	Dépenses en capital et :			
	a) dépenses ayant trait aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel dont la gestion, le contrôle et la propriété peuvent être cédés soit aux gouvernements provinciaux, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, soit à des bandes indiennes ou à des Indiens, tant à titre collectif que particulier, à la discrétion du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, ainsi que de telles dépenses engagées à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral;			
	b) autorisation d'engager des dépenses recouvrables selon des montants ne dépassant pas la part des frais assumés par les gouvernements provinciaux, pour des routes et ouvrages connexes.....			
	6 431 000	.....	.....	6 431 000
10a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 10 000 000 \$ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien) et de 1 564 088 \$ du crédit 10 (Santé) et de 467 995 \$ du crédit 1 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de			
	5 994 750 890	12 032 083	150 393 817	6 157 176 790

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
15 Paiements à la Société canadienne des postes conformément à l'entente entre le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien et la Société canadienne des postes dans le but de fournir le Service aérien omnibus de colis destinés au Nord.....	47 600 000	.....	.....	47 600 000
20a Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits – Dépenses de fonctionnement	5 527 537	.....	3 720 413	9 247 950
25a Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits – Contributions	21 939 000	.....	8 000 000	29 939 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	66 055 729	.....	.....	66 055 729
(L) Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits et ministre de l'Agence canadienne de développement économique du Nord – Traitement et allocation pour automobile	78 649	.....	.....	78 649
(L) Subventions aux organismes autochtones identifiés pour recevoir des paiements à l'égard des revendications en vertu des lois sur le règlement des revendications territoriales globales	67 970 146	.....	.....	67 970 146
(L) Subvention au gouvernement du Nunatsiavut pour la mise en œuvre de l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Labrador en vertu de la <i>Loi sur l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Labrador</i>	17 987 000	.....	.....	17 987 000
(L) Obligations relatives aux garanties de prêts accordés aux Indiens pour le logement et le développement économique	2 000 000	.....	.....	2 000 000
(L) Paiements d'indemnités aux bénéficiaires des revendications territoriales globales pour des redevances sur les ressources.....	1 472 000	.....	.....	1 472 000
(L) Rentes versées aux Indiens – Paiements en vertu de traités.....	1 400 000	.....	.....	1 400 000
(L) Comité chargé des cas d'invalidité dus au mercure dans les bandes indiennes de Grassy Narrows et d'Islington	15 000	.....	.....	15 000
Total des dépenses budgétaires.....	7 223 387 016	1 962 452	181 854 148	7 407 203 616
L30 Prêts à des revendicateurs autochtones, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, pour le paiement des frais de recherche, d'élaboration et de négociation concernant les revendications	47 403 000	.....	.....	47 403 000
L35 Prêts aux Premières nations de la Colombie-Britannique pour les aider à participer au processus de la Commission des traités de la Colombie-Britannique	30 400 000	.....	.....	30 400 000
Total des dépenses non budgétaires.....	77 803 000	.....	.....	77 803 000
Total du Ministère.....	7 301 190 016	1 962 452	181 854 148	7 485 006 616

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Agence canadienne de développement économique du Nord					
40	Dépenses de fonctionnement	13 710 015	.....	.....	13 710 015
45	Contributions	46 312 294	.....	.....	46 312 294
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 180 455	.....	.....	1 180 455
	Total de l'organisme	61 202 764	.....	.....	61 202 764
Commission canadienne des affaires polaires					
50	Dépenses du Programme et contributions.....	938 944	.....	.....	938 944
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	76 830	.....	.....	76 830
	Total de l'organisme	1 015 774	.....	.....	1 015 774
Institut de la statistique des Premières nations					
55	Paiements versés à l'Institut de la statistique des Premières nations pour les dépenses de fonctionnement	5 000 000	.....	.....	5 000 000
	Total de l'organisme	5 000 000	.....	.....	5 000 000
Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens					
60	Dépenses du Programme.....	14 805 000	.....	.....	14 805 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	510 000	.....	.....	510 000
	Total de l'organisme	15 315 000	.....	.....	15 315 000
Greffe du Tribunal des revendications particulières					
65	Dépenses du Programme.....	2 644 830	.....	.....	2 644 830
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	195 332	.....	.....	195 332
	Total de l'organisme	2 840 162	.....	.....	2 840 162
	Total du portefeuille.....	7 386 563 716	1 962 452	181 854 148	7 570 380 316

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Affaires indiennes et du Nord canadien demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 10	Crédit 20	Crédit 25	Total
Fonds pour continuer à soutenir la mise en œuvre du plan de gestion de l'eau potable et des eaux usées des Premières nations (<i>poste horizontal</i>) ...	10 084	126 386	.....	.....	136 470
Fonds afin de gérer les litiges liés aux Métis et aux Indiens non inscrits et pour mettre en œuvre la réconciliation proactive et la gestion des droits ancestraux des Métis (<i>poste horizontal</i>).....	4 200	.....	3 720	8 000	15 920
Fonds pour un appui continu aux deux communautés innues du Labrador, Natuashish et Sheshatsiu, afin de bâtir des communautés en santé, résilientes et viables.....	1 123	13 699	.....	.....	14 822
Financement pour le renouvellement des dispositions financières de l'Accord de financement budgétaire de la Nation Nisga'a.....	.....	4 826	.....	.....	4 826
Fonds pour la mise en œuvre des modifications à la <i>Loi sur le pétrole et le gaz des terres indiennes</i> et pour entreprendre la modernisation des activités de Pétrole et gaz des indiens du Canada.....	2 849	850	.....	.....	3 699
Fonds pour l'Initiative jeunesse du programme Premières nations sur Rescol.....	100	2 500	.....	.....	2 600
Fonds pour la construction de nouvelles unités de logement au Nunavik.....	.....	2 133	.....	.....	2 133
Fonds pour des services de médiation en appui aux règlements négociés des revendications afin d'en accélérer la résolution dans le cadre de l'initiative canadienne La Justice, enfin : Plan d'action relatif aux revendications particulières.....	1 384	.....	.....	.....	1 384
Total des crédits à adopter	19 740	150 394	3 720	8 000	181 854
Transferts					
Transfert de Santé – Pour le renouvellement des dispositions financières de l'Accord de financement budgétaire de la Nation Nisga'a.....	.....	1 257	.....	.....	1 257
Transfert de la Défense nationale – Pour les coûts de gestion assumés par les Premières nations relativement à l'assainissement des sites contaminés par des munitions explosives non explosées.....	80	468	.....	.....	548
Transfert de Santé – Pour l'augmentation des subventions à la Bande indienne Sechelt en vertu de la <i>Loi relative à l'autonomie gouvernementale de la bande indienne Sechelt</i>...	.....	307	.....	.....	307
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour financer une subvention à l'Administration financière des Premières nations pour l'amélioration de sa cote de solvabilité.....	(10 000)	10 000	.....	.....	.....
Transfert à Patrimoine canadien – Pour sensibiliser le public et promouvoir la participation communautaire aux activités de la Journée nationale des Autochtones.....	(150)	.....	.....	.....	(150)
Total des transferts	(10 070)	12 032	.....	.....	1 962
Présent budget supplémentaire des dépenses	9 670	162 426	3 720	8 000	183 816

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Subventions</u>		
Subvention à l'Administration financière des Premières nations pour l'amélioration de sa cote de solvabilité.....	10 000 000	.....
Paiements aux organismes autochtones autonomes en vertu des ententes sur les revendications territoriales globales, sur l'autonomie gouvernementale ou en vertu d'une loi liée à un traité	6 082 788	.....
Subventions à la bande indienne Sechelt en vertu de la <i>Loi relative à l'autonomie gouvernementale de la bande indienne Sechelt</i>	307 000	.....
Montant total des subventions	16 389 788	.....
<u>Contributions</u>		
Paiements aux Indiens, Inuits et Innus devant servir à fournir des services publics dans les domaines des immobilisations et de l'entretien.....	128 812 971	.....
Programme de contributions de l'interlocuteur fédéral.....	8 000 000	.....
Paiements aux Indiens, Inuits et Innus devant servir à fournir des services publics dans le domaine du développement social.....	7 377 000	.....
Paiements aux Indiens, Inuits et Innus devant servir à fournir des services publics dans le domaine de l'éducation	6 395 000	.....
Contributions aux bénéficiaires et à divers organismes de mise en œuvre pour la mise en œuvre d'ententes sur les revendications territoriales globales	2 133 146	.....
Contributions au titre des consultations et de l'élaboration des politiques.....	850 000	.....
Contributions versées aux Premières nations pour la gestion de sites contaminés	467 995	.....
Montant total des contributions	154 036 112	.....
Total des paiements de transfert	170 425 900	.....

AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	<u>Présent budget supplémentaire des dépenses</u>			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
1	Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	47 082 606	.....	.....	47 082 606
5a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 450 000 \$ du crédit 25 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	376 443 180	450 000	32 767 666	409 660 846
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 634 359	.....	.....	5 634 359
(L)	Ministre d'État – Allocation pour automobile	2 000	.....	.....	2 000
(L)	Fonds d'adaptation des collectivités .....	.....	.....	5 000 000	5 000 000
	Total du portefeuille.....	429 162 145	450 000	37 767 666	467 379 811

AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec
demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 5	Législatif	Total
Fonds pour appuyer les activités de construction liées à l'infrastructure de loisirs.....	32 768	.....	32 768
Crédits législatifs			
Fonds visant à favoriser des initiatives de développement économique, de science et de technologie ainsi que d'autres mesures visant à promouvoir la diversification économique des collectivités canadiennes (Fonds d'adaptation des collectivités)....	.....	5 000	5 000
Total des rajustements des crédits	32 768	5 000	37 768
Transferts			
Transfert de l'Agence canadienne de développement international – Pour fournir un financement afin d'assurer la participation du Canada au Forum économique international des Amériques/Conférence de Montréal	450	.....	450
Présent budget supplémentaire des dépenses	33 218	5 000	38 218

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Contributions		
Contributions en vertu du programme Infrastructure de loisirs du Canada.....	32 767 666	.....
(L) Contributions en vertu du Programme de diversification des collectivités .....	.....	5 000 000
Contributions en vertu du Programme de croissance des entreprises et des régions.....	450 000	.....
Montant total des paiements de transfert	33 217 666	5 000 000

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1a	Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	84 796 819	.....	30 566	84 827 385
5	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	288 875 548	.....	.....	288 875 548
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	8 467 553	.....	.....	8 467 553
	Total du Ministère.....	382 139 920	.....	30 566	382 170 486
Société d'expansion du Cap-Breton					
10	Paiements à la Société d'expansion du Cap-Breton en vertu de la <i>Loi sur la Société d'expansion du Cap-Breton</i>	83 070 000	.....	.....	83 070 000
	Total de l'organisme	83 070 000	.....	.....	83 070 000
	Total du portefeuille.....	465 209 920	.....	30 566	465 240 486

AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence de promotion économique du Canada atlantique demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter

Crédit 1

Financement pour le Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique afin d'appuyer la construction d'un bassin de traitement des eaux usées pour la ville de Happy Valley-Goose Bay (<i>poste horizontal</i>).....	31
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

AGENCE DU REVENU DU CANADA

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
1a Dépenses de fonctionnement, contributions et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	2 992 673 116	(1 360 532)	10 128 085	3 001 440 669
5 Dépenses en capital et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	136 085 000	.....	.....	136 085 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	416 699 690	.....	.....	416 699 690
(L) Ministre du Revenu national, ministre de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique et ministre de la porte d'entrée de l'Atlantique – Traitement et allocation pour automobile	78 649	.....	.....	78 649
(L) Paiements aux provinces en vertu de la <i>Loi sur les droits d'exportation de produits de bois d'œuvre</i>	479 000 000	.....	.....	479 000 000
(L) Dépense des recettes résultant de la poursuite des opérations en vertu de l'article 60 de la <i>Loi sur l'Agence du revenu du Canada</i>	226 893 957	.....	.....	226 893 957
(L) Versements d'allocations spéciales pour enfants.....	225 000 000	.....	.....	225 000 000
Total du Ministère.....	4 476 430 412	(1 360 532)	10 128 085	4 485 197 965
Total du portefeuille.....	4 476 430 412	(1 360 532)	10 128 085	4 485 197 965

AGENCE DU REVENU DU CANADA

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence du revenu du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	6 500
Fonds pour améliorer les systèmes financiers et pour appuyer le processus décisionnel en matière de finances au sein du gouvernement du Canada (<i>poste horizontal</i>)	3 628
Total des crédits à adopter	10 128

Transferts

Transfert à l'Agence des services frontaliers du Canada – Pour améliorer les systèmes financiers et pour appuyer le processus décisionnel en matière de finances au sein du gouvernement du Canada.....	(1 361)
---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------

Présent budget supplémentaire des dépenses	8 767
---------------------------------------------------	--------------

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1a	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes provenant des ententes de recherche concertée et des services de recherche, des activités de pâturage et de reproduction du Programme de pâturages communautaires, et de l'administration du programme Agri-stabilité, et de compenser les dépenses engagées durant l'exercice; et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	742 447 762	(14 862 000)	.....	727 585 762
5a	Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 606 200 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2010-2011</i>	49 998 000	606 200	1	50 604 201
10	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	551 243 868	.....	.....	551 243 868
15	Aux termes de l'article 29 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation au ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, au nom de Sa Majesté du chef du Canada et conformément aux conditions approuvées par le ministre des Finances, de garantir le paiement des montants ne dépassant pas en totalité et en tout temps, la somme de 140 000 000 \$ payable à l'égard des Accords de ligne de crédit à être engagés par Financement agricole Canada pour les besoins du Programme national renouvelé (2003) sur l'éthanol	1	.....	.....	1
20	Agence canadienne du pari mutuel – Dépenses du Programme	345 000	.....	.....	345 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	83 262 843	.....	.....	83 262 843
(L)	Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire et ministre de la Commission canadienne du blé – Traitement et allocation pour automobile	78 649	.....	.....	78 649
(L)	Paiements de contributions pour le programme Agri-stabilité	500 034 000	.....	.....	500 034 000
(L)	Paiements de contributions pour le programme Agri-protection	452 000 000	.....	.....	452 000 000
(L)	Paiements relatifs à la <i>Loi sur les programmes de commercialisation agricole</i> (L.C. (1997), ch. C-34)	184 000 000	.....	.....	184 000 000
(L)	Paiements de subventions pour le programme Agri-investissement	155 820 000	.....	.....	155 820 000
(L)	Paiements de subventions pour le programme Agri-stabilité	95 282 000	.....	.....	95 282 000

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
(L) Paiements de contributions pour le programme d'aide en cas de catastrophe agricole – Agri-relance.....	54 200 000	.....	.....	54 200 000
(L) Paiements de subventions pour le programme d'aide en cas de catastrophe agricole – Agri-relance.....	54 200 000	.....	.....	54 200 000
(L) Contributions à l'appui de l'Initiative d'aide à l'industrie porcine	39 070 574	.....	.....	39 070 574
(L) Paiements de contributions pour le programme Agri-investissement	18 959 000	.....	.....	18 959 000
(L) Fonds pour l'avenir de la Canadian Cattlemen's Association.....	5 000 000	.....	.....	5 000 000
(L) Prêts garantis en vertu de la <i>Loi canadienne sur les prêts agricoles</i>	4 000 000	.....	.....	4 000 000
(L) Subventions aux offices établis conformément à la <i>Loi sur les offices des produits agricoles</i> (L.R.C. (1985), ch. F-4).....	200 000	.....	.....	200 000
(L) Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel .....	.....	.....	.....	.....
Total du Ministère.....	2 990 141 697	(14 255 800)	1	2 975 885 898
Commission canadienne du lait				
25 Dépenses du Programme.....	3 981 089	.....	.....	3 981 089
Total de l'organisme	3 981 089	.....	.....	3 981 089
Agence canadienne d'inspection des aliments				
30a Dépenses de fonctionnement et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 4 991 000 \$ du crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	534 261 472	4 991 000	16 219 770	555 472 242
35a Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 716 094 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) et de 530 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	36 377 500	2 246 094	836 143	39 459 737
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	73 287 247	.....	.....	73 287 247
(L) Paiements d'indemnisation conformes aux exigences prévues par les règlements pris en application de la <i>Loi sur la santé des animaux</i> et de la <i>Loi sur la protection des végétaux</i> et autorisés en vertu de la <i>Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments</i> (L.C. (1997), ch. 6)	1 500 000	.....	.....	1 500 000
Total de l'organisme	645 426 219	7 237 094	17 055 913	669 719 226
Commission canadienne des grains				
40a Dépenses du Programme.....	4 924 343	.....	26 000 000	30 924 343
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	589 448	.....	.....	589 448
(L) Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains.....	(120 001)	.....	.....	(120 001)
Total de l'organisme	5 393 790	.....	26 000 000	31 393 790
Total du portefeuille.....	3 644 942 795	(7 018 706)	43 055 914	3 680 980 003

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Agriculture et Agroalimentaire demande des fonds pour les postes suivants :

Transferts	Crédit 1	Crédit 5	Total
Transfert de Travaux publics et Services gouvernementaux – Pour le rajustement des montants versés auparavant pour le nouveau complexe de l'administration centrale d'Agriculture et Agroalimentaire et de l'Agence canadienne d'inspection des aliments.....	.....	606	606
Transfert à l'Agence canadienne d'inspection des aliments – Pour appuyer des programmes touchant la salubrité, la biosécurité et la traçabilité des aliments (Initiative canadienne intégrée de la salubrité des aliments).....	(4 991)	.....	(4 991)
Transfert à Santé – Pour protéger et promouvoir la santé tout en étant plus ouvert à l'innovation et aux progrès de l'industrie et intéressé aux enjeux touchant le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire (Plan d'action en matière de réglementation pour l'agriculture).....	(9 871)	.....	(9 871)
Présent budget supplémentaire des dépenses	(14 862)	606	(14 256)

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Agence canadienne d'inspection des aliments

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence canadienne d'inspection des aliments demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 30	Crédit 35	Total
Fonds pour renforcer la capacité à prévenir et à détecter les éclosions de maladies d'origine alimentaire et à y réagir (<i>poste horizontal</i>).....	16 220	836	17 056
Transferts			
Transfert d'Agriculture et Agroalimentaire – Pour appuyer des programmes touchant la salubrité, la biosécurité et la traçabilité des aliments (Initiative canadienne intégrée de la salubrité des aliments).....	4 991	.....	4 991
Transfert de Travaux publics et Services gouvernementaux – Pour le rajustement des montants versés auparavant pour le nouveau complexe de l'administration centrale d'Agriculture et Agroalimentaire et de l'Agence canadienne d'inspection des aliments.....	.....	1 716	1 716
Transfert de la Défense nationale – Pour des initiatives de sécurité publique liées à l'Initiative de recherche et de technologie chimique, biologique, radiologique et nucléaire.....	.....	530	530
Total des transferts	4 991	2 246	7 237
Présent budget supplémentaire des dépenses	21 211	3 082	24 293

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Commission canadienne des grains

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission canadienne des grains demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter

Crédit 40

Fonds pour dispenser des programmes de base afin d'établir et de maintenir les normes en matière de qualité des grains et de réglementer la manutention du grain de façon à appuyer l'industrie des grains du Canada	26 000
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

ANCIENS COMBATTANTS

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
1a Dépenses de fonctionnement; entretien de propriétés, y compris les dépenses afférentes à des travaux de génie et de recherche technique qui n'ajoutent aucune valeur tangible à la propriété immobilière, aux taxes, à l'assurance et au maintien des services publics; autorisation, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, d'effectuer les travaux de réparation nécessaires sur des propriétés construites en vertu de contrats particuliers à prix ferme et vendues conformément à la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> (L.R.C. (1970), ch. V-4), afin de corriger des déficiences dont ni l'ancien combattant ni l'entrepreneur ne peuvent être tenus financièrement responsables ainsi que tout autre travail qui s'impose sur d'autres propriétés afin de sauvegarder l'intérêt que le directeur y possède et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 274 100 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	930 168 103	274 100	3 414 000	933 856 203
5 Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor	2 432 508 000	.....	.....	2 432 508 000
10 Tribunal des anciens combattants (révision et appel) – Dépenses de fonctionnement	9 943 839	.....	.....	9 943 839
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	41 209 711	.....	.....	41 209 711
(L) Ministre des Anciens Combattants et ministre d'État (Agriculture) – Traitement et allocation pour automobile	78 649	.....	.....	78 649
(L) Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des anciens combattants	175 000	.....	.....	175 000
(L) Remboursements, en vertu de l'article 15 de la <i>Loi sur les indemnités de services de guerre</i> , de redressements de compensation effectués en conformité avec la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> (L.R.C. (1970), ch. V-4).....	10 000	.....	.....	10 000
(L) Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des soldats de retour au pays.....	10 000	.....	.....	10 000
(L) Crédits de réadaptation en vertu de l'article 8 de la <i>Loi sur les indemnités de services de guerre</i> (L.R.C. (1970), ch. W-4).....	2 000	.....	.....	2 000
Total du portefeuille.....	3 414 105 302	274 100	3 414 000	3 417 793 402

ANCIENS COMBATTANTS

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Anciens Combattants demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	3 414
Transferts	
Transfert d'Affaires étrangères et Commerce international – Pour le rajustement des montants versés auparavant pour le personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger.....	274
Présent budget supplémentaire des dépenses	3 688

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1a	Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 85 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	514 836 446	(28 056 453)	63 604 848	550 384 841
5a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	969 339 044	.....	3 000 000	972 339 044
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	48 214 468	.....	.....	48 214 468
(L)	Ministre de la Citoyenneté, de l'Immigration et du Multiculturalisme – Traitement et allocation pour automobile	78 649	.....	.....	78 649
	Total des dépenses budgétaires	1 532 468 607	(28 056 453)	66 604 848	1 571 017 002
(L)	Prêts aux immigrants et aux réfugiés afin de faciliter l'arrivée des nouveaux venus en vertu de l'article 88 de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i> (non-budgétaire) (L.C. (2001), ch. 27)	1	.....	.....	1
	Total des dépenses non budgétaires	1	.....	.....	1
	Total du Ministère	1 532 468 608	(28 056 453)	66 604 848	1 571 017 003
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada					
10	Dépenses du Programme	103 924 031	.....	.....	103 924 031
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	13 136 038	.....	.....	13 136 038
	Total de l'organisme	117 060 069	.....	.....	117 060 069
	Total du portefeuille	1 649 528 677	(28 056 453)	66 604 848	1 688 077 072

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Citoyenneté et Immigration demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds pour appuyer les modifications apportées au <i>Règlement sur l'immigration et la protection des réfugiés</i> qui impose l'exigence d'un visa aux citoyens du Mexique .	28 365	.....	28 365
Fonds pour la réponse initiale du Canada au tremblement de terre à Haïti (<i>poste horizontal</i>).....	13 720	.....	13 720
Fonds pour poursuivre les travaux quant à l'utilisation de la biométrie pour les demandes de visas temporaires (<i>poste horizontal</i>)	12 821	.....	12 821
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	6 000	.....	6 000
Fonds pour assurer l'évaluation en temps opportun et la reconnaissance des qualifications acquises à l'étranger (<i>poste horizontal</i>)	2 774	3 000	5 774
Fonds visant à appuyer l'élaboration de politiques et de recherches en matière de migration internationale.....	.....	196	196
Montant brut des crédits à adopter	63 680	3 196	66 876
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	76	196	272
Total des crédits à adopter	63 604	3 000	66 604
Transferts			
Transfert de Patrimoine canadien – Pour stimuler et appuyer la recherche sur l'immigration et la diversité.....	85	.....	85
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour le rajustement des montants versés auparavant pour l'administration des demandes provenant de participants étrangers dans le cadre du programme international pour les jeunes.....	(1 117)	.....	(1 117)
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans des missions à l'étranger.....	(27 024)	.....	(27 024)
Total des transferts	(28 056)	.....	(28 056)
Présent budget supplémentaire des dépenses	35 548	3 000	38 548

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 76 440 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des fonds mis de côté pour compenser les pertes de revenus relativement aux remises des droits de résidence permanente pour certains membres du personnel local en appui direct à la mission canadienne dans la province de Kandahar.

Crédit 5 : Des fonds autorisés totalisant 196 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une diminution des besoins à l'égard de la contribution à l'Organisation internationale pour les migrations.

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Subventions		
Subvention pour l'élaboration de politiques en matière de migration	196 000	.....
Contributions		
Programme d'établissement.....	3 000 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	3 196 000	.....
Moins : Fonds disponibles à même le crédit	196 000	.....
Montant net des paiements de transfert	3 000 000	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

CONSEIL DU TRÉSOR

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Secrétariat					
1a	Dépenses du Programme et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an et autorisation de dépenser les recettes produites durant l'exercice provenant des activités du Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour autoriser le virement au présent crédit de 144 458 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	236 591 045	144 458	3 440 000	240 175 503
5	Éventualités du gouvernement – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d'autres crédits et pour payer des dépenses diverses, urgentes ou imprévues qui n'ont pas autrement été pourvues, y compris les subventions et les contributions qui ne sont pas énumérées dans le Budget des dépenses et l'augmentation du montant des subventions qui y sont énumérées quand ces dépenses s'inscrivent dans le mandat légal d'une organisation gouvernementale et autorisation de réemployer les sommes affectées à des besoins, tirées d'autres crédits et versées au présent crédit.....	750 000 000	.....	.....	750 000 000
10a	Initiatives – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d'autres crédits pour appuyer la mise en œuvre d'initiatives de gestion stratégique entreprises dans la fonction publique du Canada	6 215 000	.....	2 867 893	9 082 893
20	Assurances de la fonction publique – Paiements à l'égard de programmes d'assurance, de pension, d'avantages sociaux ou autres, ou applicables à l'administration de ces programmes ou autres, notamment des primes, des contributions, des avantages sociaux, des frais et autres dépenses faites en faveur de la fonction publique ou d'une partie de celle-ci et pour toutes autres personnes, déterminées par le Conseil du Trésor, et autorisation de dépenser tous revenus ou toutes autres sommes perçues à l'égard de ces programmes ou autres pour compenser toutes dépenses découlant de ces programmes ou autres et pour pourvoir au remboursement à certains employés de leur part de la réduction des primes conformément au paragraphe 96(3) de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	2 223 793 511	.....	.....	2 223 793 511
25	Report du budget de fonctionnement – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d'autres crédits en raison du report du budget de fonctionnement de l'exercice précédent	1 200 000 000	.....	.....	1 200 000 000

CONSEIL DU TRÉSOR

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
30a Besoins en matière de rémunération – Sous réserve de l’approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d’autres crédits pour des besoins relatifs aux prestations parentales et de maternité, aux versements liés à la cessation de service ou d’emploi, aux rajustements apportés aux modalités de service ou d’emploi dans l’administration publique fédérale, y compris pour les membres de la Gendarmerie royale du Canada et des Forces canadiennes, qui n’ont pas été pourvus par le crédit 15, Rajustements à la rémunération.....	500 000 000	.....	100 000 000	600 000 000
(L) Contributions aux régimes d’avantages sociaux des employés.....	29 591 684	.....	.....	29 591 684
(L) Président du Conseil du Trésor et ministre de la porte d’entrée de l’Asie-Pacifique – Traitement et allocation pour automobile.....	78 649	.....	.....	78 649
(L) Versements en vertu de la <i>Loi sur la mise au point des pensions du service public</i> (L.R.C. (1970), ch. P-33).....	20 000	.....	.....	20 000
Total du Secrétariat.....	4 946 289 889	144 458	106 307 893	5 052 742 240
École de la fonction publique du Canada				
35 Dépenses du Programme.....	56 214 046	.....	.....	56 214 046
(L) Contributions aux régimes d’avantages sociaux des employés.....	6 477 030	.....	.....	6 477 030
(L) Dépense des recettes conformément au paragraphe 18(2) de la <i>Loi sur l’École de la fonction publique du Canada</i>	50 000 000	.....	.....	50 000 000
Total de l’organisme.....	112 691 076	.....	.....	112 691 076
Commissariat au				
40 Dépenses du Programme.....	4 203 072	.....	.....	4 203 072
(L) Contributions aux régimes d’avantages sociaux des employés.....	422 122	.....	.....	422 122
Total de l’organisme.....	4 625 194	.....	.....	4 625 194
Commissariat à l’intégrité du secteur public				
45 Dépenses du Programme.....	6 033 000	.....	.....	6 033 000
(L) Contributions aux régimes d’avantages sociaux des employés.....	505 240	.....	.....	505 240
Total de l’organisme.....	6 538 240	.....	.....	6 538 240
Total du portefeuille.....	5 070 144 399	144 458	106 307 893	5 176 596 750

CONSEIL DU TRÉSOR

Secrétariat

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Secrétariat du Conseil du Trésor demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Géré à l'échelle	Géré à l'échelle	Total
		du ministre Crédit 10	du ministre Crédit 30	
Besoins en matière de rémunération – Fonds pour des affectations versées aux ministères et aux organismes pour les prestations parentales et de maternité et les prestations de départ et indemnités de vacances lors de la cessation de service .....	.....	.....	100 000	100 000
Fonds pour améliorer les systèmes financiers et pour appuyer le processus décisionnel en matière de finances au sein du gouvernement du Canada (<i>poste horizontal</i>)	3 440	.....	.....	3 440
Fonds pour la mise en œuvre d'une nouvelle approche à l'égard du perfectionnement en leadership au sein de la fonction publique fédérale.....	.....	2 868	.....	2 868
Total des crédits à adopter	3 440	2 868	100 000	106 308
Transferts				
Transfert de Pêches et Océans – Pour soutenir la Collectivité nationale des gestionnaires	144	.....	.....	144
Présent budget supplémentaire des dépenses	3 584	2 868	100 000	106 452

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

CONSEIL PRIVÉ

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1a	Dépenses du Programme, y compris les dépenses de fonctionnement des commissions d'enquête non prévues ailleurs et le fonctionnement de la résidence du Premier ministre; et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an.....	129 026 775	(255 000)	13 824 670	142 596 445
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	14 518 870	.....	.....	14 518 870
(L)	Premier ministre – Traitement et allocation pour automobile	162 097	.....	.....	162 097
(L)	Ministre des Affaires intergouvernementales, Président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre de la Francophonie – Traitement et allocation pour automobile	78 649	.....	.....	78 649
(L)	Leader du gouvernement au Sénat – Traitement et allocation pour automobile	78 649	.....	.....	78 649
(L)	Leader du gouvernement à la Chambre des communes – Traitement et allocation pour automobile	78 649	.....	.....	78 649
(L)	Ministre d'État (Réforme démocratique) – Allocation pour automobile	2 000	.....	.....	2 000
(L)	Ministre d'État et en chef du gouvernement – Allocation pour automobile	2 000	.....	.....	2 000
	Total du Ministère.....	143 947 689	(255 000)	13 824 670	157 517 359
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes					
5	Dépenses du Programme.....	6 172 826	.....	.....	6 172 826
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	442 820	.....	.....	442 820
	Total de l'organisme	6 615 646	.....	.....	6 615 646
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports					
10	Dépenses du Programme.....	26 353 868	.....	.....	26 353 868
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 431 768	.....	.....	3 431 768
	Total de l'organisme	29 785 636	.....	.....	29 785 636
Directeur général des élections					
15	Dépenses du Programme.....	29 567 959	.....	.....	29 567 959
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 026 553	.....	.....	5 026 553
(L)	Dépenses d'élections.....	86 950 411	.....	.....	86 950 411
(L)	Traitement du directeur général des élections	275 800	.....	.....	275 800
	Total de l'organisme	121 820 723	.....	.....	121 820 723

CONSEIL PRIVÉ

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Commissariat aux langues officielles				
20 Dépenses du Programme.....	18 429 153	.....	.....	18 429 153
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 185 376	.....	.....	2 185 376
Total de l'organisme	20 614 529	.....	.....	20 614 529
Secrétariat de la Commission des nominations publiques				
25 Dépenses du Programme.....	945 000	.....	.....	945 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	118 490	.....	.....	118 490
Total de l'organisme	1 063 490	.....	.....	1 063 490
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité				
30 Dépenses du Programme.....	2 707 331	.....	.....	2 707 331
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	288 180	.....	.....	288 180
Total de l'organisme	2 995 511	.....	.....	2 995 511
Total du portefeuille.....	326 843 224	(255 000)	13 824 670	340 412 894

CONSEIL PRIVÉ
Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil privé demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1
Financement pour le fonctionnement de la Commission d'enquête sur le déclin des populations de saumon rouge du fleuve Fraser (<i>poste horizontal</i>).....	12 823
Financement pour poursuivre les activités de la Commission d'enquête concernant les allégations au sujet des transactions financières et commerciales entre Schreiber et le très honorable Brian Mulroney	1 002
Total des crédits à adopter	13 825

Transferts

Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans des missions à l'étranger	(255)
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------

Présent budget supplémentaire des dépenses **13 570**

Paiements de transfert (dollars)

Contributions	Crédit	Législatif
Programme de contributions pour la Commission d'enquête sur le déclin des populations de saumon rouge du fleuve Fraser.....	3 423 200	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

DÉFENSE NATIONALE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1a	Dépenses de fonctionnement et autorisation de contracter, sous réserve d'affectation par le Conseil du Trésor, des engagements totalisant 29 408 434 518 \$ à l'égard des crédits 1, 5 et 10 du Ministère, quelle que soit l'année au cours de laquelle sera effectué le paiement de ces engagements (et dont il est estimé qu'une tranche de 9 238 213 000 \$ deviendra payable dans les années à venir); autorisation d'effectuer des paiements, imputables à l'un ou l'autre de ces crédits, aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction exécutés par ces administrations; autorisation, sous réserve des directives du Conseil du Trésor, de faire des dépenses ou des avances recouvrables aux termes de l'un ou l'autre de ces crédits, à l'égard du matériel fourni ou de services rendus au nom de particuliers, de sociétés, d'organismes extérieurs, d'autres ministères et organismes de l'État et d'autres administrations; et autorisation, sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, d'affecter les recettes de l'exercice pour n'importe lequel de ces crédits et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 890 000 \$ du crédit 95 (Industrie) et de 508 000 \$ du crédit 80 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	14 648 628 360	68 636	72 085 067	14 720 782 063
5a	Dépenses en capital.....	4 854 571 544	(22 054 400)	339 422 068	5 171 939 212
10a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, lesquelles subventions et contributions peuvent comprendre des versements en espèces ou tenir lieu de paiement accordé à un bénéficiaire, des prestations de biens ou de services ou l'utilisation d'installations, et qui peuvent également comprendre les contributions pouvant être approuvées par le gouverneur en conseil, aux termes de l'article 3 de la <i>Loi de 1950 sur les crédits de défense</i> , pour l'acquisition ou le transfert d'équipement de défense, de services ou de fournitures ou d'installations aux fins de défense – Pour autoriser le virement au présent crédit de 18 386 400 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2010-2011</i>	227 242 267	18 386 400	1	245 628 668

DÉFENSE NATIONALE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	362 592 783	.....	.....	362 592 783
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés – Membres militaires	1 001 715 141	.....	.....	1 001 715 141
(L) Ministre de la Défense nationale – Traitement et allocation pour automobile	78 649	.....	.....	78 649
(L) Versements en vertu de la <i>Loi sur les prestations de retraite supplémentaires</i>	5 459 452	.....	.....	5 459 452
(L) Versements en vertu des parties I à IV de la <i>Loi sur la continuation de la pension des services de défense</i> (L.R.C. (1970), ch. D-3)	1 159 415	.....	.....	1 159 415
(L) Versements aux ayants droit de certains membres de l'Aviation royale du Canada tués dans l'exercice de leurs fonctions alors qu'ils servaient à titre d'instructeurs dans le cadre du Plan d'entraînement des aviateurs du Commonwealth britannique (<i>Loi n° 4 de 1968 portant affectation de crédits</i>).....	64 272	.....	.....	64 272
Total du Ministère.....	21 101 511 883	(3 599 364)	411 507 136	21 509 419 655
Comité des griefs des Forces canadiennes				
15 Dépenses du Programme.....	6 053 383	.....	.....	6 053 383
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	587 755	.....	.....	587 755
Total de l'organisme	6 641 138	.....	.....	6 641 138
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire				
20 Dépenses du Programme.....	4 388 419	.....	.....	4 388 419
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	296 879	.....	.....	296 879
Total de l'organisme	4 685 298	.....	.....	4 685 298
Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications				
25 Dépenses du Programme.....	1 970 519	.....	.....	1 970 519
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	129 506	.....	.....	129 506
Total de l'organisme	2 100 025	.....	.....	2 100 025
Total du portefeuille.....	21 114 938 344	(3 599 364)	411 507 136	21 522 846 116

DÉFENSE NATIONALE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Défense nationale demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds pour des grands projets d'immobilisations .....	.....	338 722	.....	338 722
Fonds pour la planification et les activités des services de police et de sécurité en prévision des sommets du G8 et du G20 de 2010 (<i>poste horizontal</i>)	62 443	700	.....	63 143
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>)	6 500	.....	.....	6 500
Fonds pour améliorer les systèmes financiers et pour appuyer le processus décisionnel en matière de finances au sein du gouvernement du Canada (<i>poste horizontal</i>)	3 072	.....	.....	3 072
Augmentation des soldes des juges militaires	70	.....	.....	70
Total des crédits à adopter	72 085	339 422	.....	411 507
Transferts				
Transfert du Conseil de recherches en sciences humaines – Pour couvrir les coûts indirects de la recherche financée par le gouvernement fédéral au Collège militaire royal du Canada.....	750	.....	.....	750
Transfert du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie (350 \$) et du Conseil de recherches en sciences humaines (140 \$) – Pour appuyer les chaires de recherches du Canada au Collège militaire royal du Canada.....	490	.....	.....	490
Transfert du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie – Pour appuyer la recherche au Collège militaire royal du Canada grâce au programme d'appui aux professeurs universitaires.....	80	.....	.....	80
Transfert du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie – Pour appuyer les chaires de recherches industrielles du Collège militaire royal du Canada.....	78	.....	.....	78
des ressources à l'interne – Pour le financement et renouvellement des programmes de subvention et de contribution.....	.....	(18 386)	18 386	.....
Transfert à Affaires indiennes et du Nord canadien – Pour les coûts de gestion assumés par les Premières nations relativement à l'assainissement des sites contaminés par les munitions explosives non	(548)	.....	.....	(548)
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans des missions à l'étranger	(781)	.....	.....	(781)
Transfert à Environnement (630 \$), à l'Agence canadienne d'inspection des aliments (530 \$) et à Santé (508 \$) – Pour des initiatives de sécurité publique liées à l'Initiative de recherche et de technologie chimique, biologique, radiologique et nucléaire ....	.....	(1 668)	.....	(1 668)
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour le financement des dépenses de du Centre Pearson pour le maintien de la paix .....	.....	(2 000)	.....	(2 000)
Total des transferts	69	(22 054)	18 386	(3 599)
Présent budget supplémentaire des dépenses	72 154	317 368	18 386	407 908

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

DÉFENSE NATIONALE

Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Subventions</u>		
Subvention à la caisse de bienfaisance de la Marine royale canadienne	25 300	.....
Montant total des subventions	25 300	.....
<u>Contributions</u>		
Contributions à l'appui au Programme d'instruction et de coopération militaires.....	11 400 001	.....
Programme de contributions à l'appui du Fonds des nouvelles initiatives de recherche et sauvetage	4 000 000	.....
Contribution à l'Association civile de recherche et de sauvetage aériens	2 841 100	.....
Contribution au Comité d'examen du programme de défense biologique et chimique	120 000	.....
Montant total des contributions	18 361 101	.....
Total des paiements de transfert	18 386 401	.....

DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
1 Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	54 894 794	.....	.....	54 894 794
5a Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	368 188 923	.....	9 193 971	377 382 894
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 872 702	.....	.....	5 872 702
(L) Ministre d'État – Allocation pour automobile.....	2 000	.....	.....	2 000
(L) Fonds d'adaptation des collectivités .....	.....	.....	13,500,000	13,500,000
Total Ministry	428,958,419	.....	22,693,971	451,652,390

DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Diversification de l'économie de l'Ouest canadien demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 5	Législatif	Total
Fonds pour appuyer les activités de construction liées à l'infrastructure de loisirs.....	9 194	.....	9 194
Crédits législatifs			
Fonds visant à favoriser des initiatives de développement économique, de science et de technologie ainsi que d'autres mesures visant à promouvoir la diversification économique des collectivités canadiennes (Fonds d'adaptation des collectivités)...	.....	13 500	13 500
Présent budget supplémentaire des dépenses	9 194	13 500	22 694

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Contributions		
Contributions pour le programme Infrastructure de loisirs du Canada.....	9 193 971	.....
(L) Contributions prévues dans le cadre de programmes ou de projets qui favorisent ou mettent en valeur l'expansion et la diversification économiques de l'Ouest, y compris le lancement, le développement ou l'expansion d'entreprises, l'établissement de nouvelles entreprises, les activités de recherche et de développement, et la mise en valeur de l'infrastructure commerciale, et les contributions sélectives à d'autres programmes touchant le développement régional et économique dans l'Ouest.....	.....	13 500 000
Montant net des paiements de transfert	9 193 971	13 500 000

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

ENVIRONNEMENT

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Ministère				
1a	Dépenses de fonctionnement et :			
	a) dépenses recouvrables engagées à l'égard de la Commission des ressources en eau des provinces des Prairies, de la Commission d'étude du bassin de la rivière Qu'Appelle et de la Commission d'étude du bassin de la rivière Saint-Jean;			
	b) autorisation au ministre de l'Environnement d'engager des experts-conseils dont les commissions mentionnées à l'alinéa a) peuvent avoir besoin, au traitement que ces commissions peuvent déterminer;			
	c) dépenses recouvrables engagées à l'égard des recherches sur la planification régionale des ressources en eau et des inventaires des ressources en eau;			
	d) autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part des frais de la régularisation du niveau du lac des Bois et du lac Seul que doivent assumer les provinces du Manitoba et de l'Ontario;			
	e) autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part des frais des levés hydrométriques que doivent assumer les organismes provinciaux et les organismes de l'extérieur;			
	f) aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser au cours du présent exercice les recettes de l'exercice générées par les activités du Ministère financées à même ce crédit;			
	g) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an			
	795 083 491	.....	775 259	795 858 750
5a	Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations; et autorisation de consentir des avances recouvrables ne dépassant pas la part des frais de projets conjoints assumée par des organismes provinciaux et des organismes de l'extérieur, y compris les dépenses faites à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral – Pour autoriser le virement au présent crédit de 630 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de			
	51 015 740	630 000	2 220 000	53 865 740
10a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, contributions aux pays en développement conformément au Fonds multilatéral du Protocole de Montréal sous forme de paiements comptants ou de fourniture de biens, équipement ou services.....			
	158 767 461	.....	235 000	159 002 461

ENVIRONNEMENT

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	89 119 632	.....	.....	89 119 632
(L) Ministre de l'Environnement – Traitement et allocation pour automobile	78 649	.....	.....	78 649
Total du Ministère.....	1 094 064 973	630 000	3 230 259	1 097 925 232
Agence canadienne d'évaluation environnementale				
15a Dépenses du Programme, contributions et, au termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes de l'exercice générées par la prestation de services d'évaluation environnementale, y compris les examens des commissions, les études approfondies, les médiations, la formation et les publications d'information par l'Agence canadienne d'évaluation environnementale.....	26 305 494	.....	1 451 500	27 756 994
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 654 634	.....	.....	2 654 634
Total de l'organisme	28 960 128	.....	1 451 500	30 411 628
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie				
20 Dépenses du Programme.....	4 825 829	.....	.....	4 825 829
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	417 491	.....	.....	417 491
Total de l'organisme	5 243 320	.....	.....	5 243 320
Agence Parcs Canada				
25a Dépenses du Programme, y compris les dépenses en capital, les subventions inscrites au Budget des dépenses et les contributions, dont les dépenses engagées sur des propriétés autres que celles du fédéral, et les paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions au coût des engagements réalisés par ces dernières – Pour autoriser le virement au présent crédit de 62 697 000 \$ du crédit 60 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	647 226 016	62 697 000	1 078 229	711 001 245
30 Paiements au Compte des nouveaux parcs et lieux historiques en vue de l'établissement de nouveaux parcs nationaux, lieux historiques nationaux et autres aires patrimoniales connexes aux fins énoncées à l'article 21 de la <i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i>	500 000	.....	.....	500 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	46 229 293	.....	.....	46 229 293
(L) Dépenses qui équivalent aux recettes résultant de la poursuite des opérations en vertu de l'article 20 de la <i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i>	111 000 000	.....	.....	111 000 000
Total de l'organisme	804 955 309	62 697 000	1 078 229	868 730 538
Total du portefeuille.....	1 933 223 730	63 327 000	5 759 988	2 002 310 718

ENVIRONNEMENT

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Environnement demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds d'investissement en capital pour le maintien du cycle de vie....	.....	2 220	.....	2 220
Fonds afin de gérer les litiges liés aux Métis et aux Indiens non inscrits et pour mettre en œuvre la réconciliation proactive et la gestion des droits ancestraux des Métis (<i>poste horizontal</i>)	775	.....	235	1 010
Total des crédits à adopter	775	2 220	235	3 230

Transferts

Transfert de la Défense nationale – Pour des initiatives de sécurité publique liées à l'Initiative de recherche et de technologie chimique, biologique, radiologique et nucléaire.....	.....	630	.....	630
Présent budget supplémentaire des dépenses	775	2 850	235	3 860

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Contributions		
Contributions à l'appui des activités de recherche-développement en environnement.....	235 000	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Agence canadienne d'évaluation environnementale

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence canadienne d'évaluation environnementale demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 15
Renouvellement du financement pour le Fonds d'aide financière aux participants afin de diriger de façon proactive la consultation auprès des Autochtones dans le cadre d'évaluations environnementales de grands projets de développement.....	1 452

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Contributions		
Contributions à l'appui de la participation du public au processus d'examen d'évaluation environnementale – Fonds d'aide financière aux participants	500 000	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

ENVIRONNEMENT

Agence Parcs Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence Parcs Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 25
Fonds afin de gérer les litiges liés aux Métis et aux Indiens non inscrits et pour mettre en œuvre la réconciliation proactive et la gestion des droits ancestraux des Métis (<i>poste horizontal</i>).....	1 078
Transferts	
Transfert du Bureau de l'infrastructure du Canada – Pour soutenir l'amélioration des lieux historiques et des parcs nationaux en Colombie-Britannique, en Alberta, au Québec et en Ontario dans le cadre du Fonds de stimulation de l'infrastructure.....	62 697
Présent budget supplémentaire des dépenses	63 775

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

FINANCES

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1a	Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an et autorisation de dépenser les recettes de l'exercice	110 272 552	(382 000)	12 855 162	122 745 714
5a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 382 000 \$ du crédit 1 (Finances) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	299 051 054	382 000	19 762 000	319 195 054
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	12 836 097	.....	.....	12 836 097
(L)	Ministre des Finances – Traitement et allocation pour automobile	78 649	.....	.....	78 649
(L)	Frais d'intérêt et autres coûts	33 693 000 000	.....	(2 352 000 000)	31 341 000 000
(L)	Transfert canadien en matière de santé (Partie V.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	25 426 286 000	.....	.....	25 426 286 000
(L)	Péréquation fiscale (Partie I – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	14 372 000 000	.....	.....	14 372 000 000
(L)	Transfert canadien en matière de programmes sociaux (Partie V.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	11 178 703 000	.....	.....	11 178 703 000
(L)	Aide transitoire aux provinces qui adhèrent à un cadre de taxe à valeur ajoutée pleinement harmonisée (Partie III.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	3 000 000 000	.....	769 000 000	3 769 000 000
(L)	Financement des territoires (Partie I.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	2 663 567 000	.....	.....	2 663 567 000
(L)	Paiements à l'Association internationale de développement (L.R.C. (1985), ch. B-7)	384 280 000	.....	.....	384 280 000
(L)	Transfert visant la réduction des temps d'attente (Partie V.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	250 000 000	.....	.....	250 000 000
(L)	Paiement du transfert canadien en matière de santé à l'Ontario (<i>Loi d'exécution du budget de 2009</i>)	213 800 000	.....	(18 500 000)	195 300 000
(L)	Incitatif pour l'élimination des impôts provinciaux sur le capital (Partie IV – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	170 000 000	.....	18 000 000	188 000 000
(L)	Mise sur pied d'un régime canadien et d'un organisme national de réglementation des valeurs mobilières (<i>Loi d'exécution du budget de 2009</i>)	150 000 000	.....	.....	150 000 000
(L)	Achat de la monnaie canadienne	140 000 000	.....	.....	140 000 000

FINANCES

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
(L) Paiements de dettes à des organisations internationales au nom des pays pauvres en vertu du paragraphe 18(1) de la <i>Loi sur la reprise économique</i>	51 200 000	.....	25 000 000	76 200 000
(L) Subventions législatives (<i>Lois constitutionnelles de 1867 à 1982</i> , et autres autorisations législatives)	32 000 000	.....	.....	32 000 000
(L) Bureau de transition vers un régime canadien de réglementation des valeurs mobilières (<i>Loi sur le Bureau de transition vers un régime canadien de réglementation des valeurs mobilières</i>)	11 000 000	.....	.....	11 000 000
(L) Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes (<i>Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	(655 786 000)	.....	5 976 000	(649 810 000)
(L) Paiements de remplacement au titre des programmes permanents (Partie VI – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	(2 976 719 000)	.....	26 868 000	(2 949 851 000)
(L) Subventions accordées à la Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance du Fonds monétaire international (Article 8 – <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i>) .....	.....	.....	40 000 000	40 000 000
Total des dépenses budgétaires	88 525 569 352	.....	(1 453 038 838)	87 072 530 514
L10 Conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , émission et paiement de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, d'un montant ne devant pas dépasser 384 280 000 \$ en faveur de l'Association internationale de développement	1	.....	.....	1
Total du Ministère	88 525 569 353	.....	(1 453 038 838)	87 072 530 515
Vérificateur général				
15 Dépenses du Programme et, en vertu du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes provenant des services professionnels de vérification rendus aux membres du Conseil canadien des vérificateurs législatifs (CCVL) en les portant en réduction de dépenses engagées pendant l'exercice	75 103 833	.....	.....	75 103 833
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	9 960 917	.....	.....	9 960 917
Total de l'organisme	85 064 750	.....	.....	85 064 750
Tribunal canadien du commerce extérieur				
20 Dépenses du Programme	10 474 261	.....	.....	10 474 261
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 466 634	.....	.....	1 466 634
Total de l'organisme	11 940 895	.....	.....	11 940 895
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada				
25 Dépenses du Programme	45 380 108	.....	.....	45 380 108
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 393 772	.....	.....	4 393 772
Total de l'organisme	49 773 880	.....	.....	49 773 880

FINANCES

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Bureau du surintendant des institutions financières					
30	Dépenses du Programme.....	946 801	.....	.....	946 801
(L)	Dépense des recettes conformément au paragraphe 17(2) de la <i>Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières</i> (L.R.C. (1985), ch. 18 [3 ^e suppl.])	1	.....	.....	1
	Total de l'organisme	946 802	.....	.....	946 802
PPP Canada Inc.					
35	Paiements à PPP Canada Inc. pour le fonctionnement et l'exécution des programmes	12 700 000	.....	.....	12 700 000
40	Paiements à PPP Canada Inc. pour les investissements du Fonds P3	242 500 000	.....	.....	242 500 000
	Total de l'organisme	255 200 000	.....	.....	255 200 000
	Total du portefeuille.....	88 928 495 680	.....	(1 453 038 838)	87 475 456 842

FINANCES

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Finances demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds pour l'Initiative de revitalisation du secteur riverain de Toronto .....	.....	19 762	19 762
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	10 000	.....	10 000
Fonds pour appuyer le Groupe de travail pour l'examen du système de paiements, lequel est chargé de formuler des recommandations auprès du ministre des Finances à l'égard de l'orientation future du système canadien de paiements.....	2 855	.....	2 855
Total des crédits à adopter	12 855	19 762	32 617

Crédits législatifs

Paiements inhérents à l'aide transitoire pour la mise en œuvre de l'initiative de la taxe de vente harmonisée en Colombie-Britannique.....			769 000
Fonds afin d'appuyer la Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance du Fonds monétaire international			40 000
Révision des prévisions de paiements de transfert aux gouvernements provinciaux et territoriaux			32 344
Paiements, au nom d'Haïti, à la Banque interaméricaine de développement pour la réduction de la dette multilatérale.....			25 000
Nouvelles prévisions relatives au service de la dette publique attribuables à une révision des emprunts prévus et aux taux d'intérêt plus bas que prévus			(2 352 000)
Total des crédits législatifs			(1 485 656)
Total des rajustements des crédits			(1 453 039)

Transferts

Réaffectation des ressources à l'interne – Pour appuyer l'Initiative de revitalisation du secteur riverain de Toronto	(382)	382	.....
Présent budget supplémentaire des dépenses	12 473	20 144	(1 453 039)

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Contributions		
Initiative de revitalisation du secteur riverain de Toronto.....	20 144 000	.....
Montant total des contributions	20 144 000	.....
Autres paiements de transfert		
(L) Aide transitoire aux provinces qui adhèrent à un cadre de taxe à valeur ajoutée pleinement harmonisée (Partie III.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	.....	769 000 000
(L) Subventions accordées à la Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance du Fonds monétaire international (Article 8 – <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i>) .....	.....	40 000 000
(L) Paiements de remplacement au titre des programmes permanents (Partie VI – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>) .....	.....	26 868 000
(L) Paiements de dettes à des organisations internationales au nom des pays pauvres en vertu du paragraphe 18(1) de la <i>Loi sur la reprise économique</i> .....	.....	25 000 000
(L) Incitatif pour l'élimination des impôts provinciaux sur le capital (Partie IV – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>) .....	.....	18 000 000
(L) Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes (<i>Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	.....	5 976 000
(L) Paiement du transfert canadien en matière de santé à l'Ontario (<i>Loi d'exécution du budget de 2009</i>).....	.....	(18 500 000)
Montant total des autres paiements de transfert	.....	866 344 000
Total des paiements de transfert	20 144 000	866 344 000

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

INDUSTRIE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1a	Dépenses de fonctionnement et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes, perçues au cours d'un exercice, qui ont trait à la recherche sur les communications, aux faillites et aux corporations et celles qui découlent des services et des processus de réglementation, prévus en vertu de la <i>Loi sur la concurrence</i> : dépôt d'un avis préalable à une fusion, certificats de décisions préalables, avis consultatifs et photocopies et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an et pour prévoir un montant supplémentaire de	365 255 887	(4 451 500)	31 994 428	392 798 815
5a	Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 700 500 \$ du crédit 1 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	10 730 000	3 700 500	761 550	15 192 050
10a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	1 294 657 449	.....	39 861 814	1 334 519 263
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	53 997 679	.....	.....	53 997 679
(L)	Ministre de l'Industrie – Traitement et allocation pour automobile	78 649	.....	.....	78 649
(L)	Ministre d'État (Petite entreprise et tourisme) – Allocation pour automobile	2 000	.....	.....	2 000
(L)	Ministre d'État (Science et technologie) (Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario) – Allocation pour automobile	2 000	.....	.....	2 000
(L)	Contribution en vertu du Programme d'infrastructure du savoir	500 000 000	.....	.....	500 000 000
(L)	Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i> (L.C. (1998), ch. 36)	90 200 000	.....	.....	90 200 000
(L)	Subvention à Génome Canada	43 000 000	.....	.....	43 000 000
(L)	Subvention à CANARIE inc. pour exploiter et développer la prochaine génération du Réseau de recherche avancée du Canada (CANet5)	31 000 000	.....	.....	31 000 000
(L)	Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada	13 659 172	.....	.....	13 659 172
(L)	Subvention à l'Institut Perimeter	10 000 000	.....	.....	10 000 000
(L)	Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i> (L.R.C. (1985), ch. S-11)	125 000	.....	.....	125 000
(L)	Contribution en vertu du Fond d'adaptation des collectivités .....	.....	.....	5 000 000	5 000 000
	Total des dépenses budgétaires	2 412 707 836	(751 000)	77 617 792	2 489 574 628

INDUSTRIE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
L15 Paiements conformément au paragraphe 14(2) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	300 000	.....	.....	300 000
L20 Prêts conformément à l'alinéa 14(1a) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	500 000	.....	.....	500 000
Total des dépenses non budgétaires.....	800 000	.....	.....	800 000
Total du Ministère.....	2 413 507 836	(751 000)	77 617 792	2 490 374 628
Agence spatiale canadienne				
25 Dépenses de fonctionnement.....	252 278 159	.....	.....	252 278 159
30 Dépenses en capital.....	81 394 000	.....	.....	81 394 000
35a Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 35 000 \$ du crédit 60 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2010-2011</i>	46 292 000	35 000	1	46 327 001
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	10 792 628	.....	.....	10 792 628
Total de l'organisme.....	390 756 787	35 000	1	390 791 788
Commission canadienne du tourisme				
40 Paiements à la Commission canadienne du tourisme ...	100 643 061	.....	.....	100 643 061
Total de l'organisme.....	100 643 061	.....	.....	100 643 061
Commission du droit d'auteur				
45 Dépenses du Programme.....	2 817 613	.....	.....	2 817 613
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	292 844	.....	.....	292 844
Total de l'organisme.....	3 110 457	.....	.....	3 110 457
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario				
50 Dépenses de fonctionnement.....	34 010 886	.....	.....	34 010 886
55a Subvention inscrites au Budget des dépenses et contributions.....	469 523 095	(45 000 000)	.....	424 523 095
(L) Contribution aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	3 431 296	.....	.....	3 431 296
Total de l'organisme.....	506 965 277	(45 000 000)	.....	461 965 277
Conseil national de recherches du Canada				
60a Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 250 000 \$ du crédit 55 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	361 304 501	(4 985 000)	57 212 440	413 531 941
65a Dépenses en capital.....	48 115 000	.....	3 439 000	51 554 000
70a Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 42 750 000 \$ du crédit 55 (Industrie) et de 7 200 000 \$ du crédit 60 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	213 048 000	49 950 000	27 855 800	290 853 800
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	45 581 698	.....	.....	45 581 698
(L) Dépense des recettes conformément à l'alinéa 5(1e) de la <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i> (L.R.C. (1985), ch. N-15).....	80 920 000	.....	(3 573 500)	77 346 500
Total de l'organisme.....	748 969 199	44 965 000	84 933 740	878 867 939

INDUSTRIE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie					
75	Dépenses de fonctionnement	42 511 011	.....	.....	42 511 011
80a	Subventions inscrites au Budget des dépenses	973 262 500	(508 000)	.....	972 754 500
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 424 920	.....	.....	4 424 920
	Total de l'organisme	1 020 198 431	(508 000)	.....	1 019 690 431
Greffé du Tribunal de la concurrence					
85	Dépenses du Programme.....	1 907 001	.....	.....	1 907 001
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	158 950	.....	.....	158 950
	Total de l'organisme	2 065 951	.....	.....	2 065 951
Conseil de recherches en sciences humaines					
90	Dépenses de fonctionnement	23 651 613	.....	.....	23 651 613
95a	Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser le virement au présent crédit de 315 252 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2010-2011</i>	648 765 000	(574 748)	1	648 190 253
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 500 111	.....	.....	2 500 111
	Total de l'organisme	674 916 724	(574 748)	1	674 341 977
Conseil canadien des normes					
100	Paiements versés au Conseil canadien des normes aux termes de l'article 5 de la <i>Loi sur le Conseil canadien des normes</i>	7 129 000	.....	.....	7 129 000
	Total de l'organisme	7 129 000	.....	.....	7 129 000
Statistique Canada					
105	Dépenses du Programme, contributions et conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus de l'exercice.....	491 001 141	.....	.....	491 001 141
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	71 731 988	.....	.....	71 731 988
	Total de l'organisme	562 733 129	.....	.....	562 733 129
	Total du portefeuille.....	6 430 995 852	(1 833 748)	162 551 534	6 591 713 638

INDUSTRIE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Industrie demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds à l'appui d'investissements stratégiques en matière d'innovation dans le cadre du programme Partenariat technologique Canada et de l'Initiative stratégique pour l'aérospatiale et la défense.....	.....	.....	39 862	39 862
Réinvestissement des recettes provenant de contributions remboursables pour appuyer les besoins de fonctionnement.....	27 788	.....	.....	27 788
Fonds pour la mise en œuvre et l'application de la législation concernant les courriels commerciaux non sollicités et les menaces proférées par voie électronique (<i>poste horizontal</i>).....	2 249	312	.....	2 561
Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle.....	1 821	.....	.....	1 821
Fonds pour achever la modernisation du système de distribution électrique du Centre de recherches sur les communications au Campus de Shirley's Bay en Ontario.....	.....	450	.....	450
Fonds pour la planification et les activités des services de police et de sécurité en prévision des sommets du G8 et du G20 de 2010 (<i>poste horizontal</i>).....	136	.....	.....	136
Total des crédits à adopter	31 994	762	39 862	72 618

Crédits législatifs

Fonds pour soutenir des initiatives en matière de développement économique, scientifique et technologique ainsi que d'autres mesures visant à promouvoir la diversification économique des collectivités canadiennes (Fonds d'adaptation des collectivités)....				5 000
Total des rajustements des crédits				77 618

Transferts

Réaffectation des ressources à l'interne – Pour appuyer des investissements dans divers projets d'immobilisation comme la modernisation et le réaménagement de l'édifice C.D. Howe ainsi que la mise en œuvre et l'amélioration de divers systèmes de technologie de l'information et de communication.....	(3 701)	3 701	.....	.....
Transfert à Santé – Pour appuyer le Système canadien de réglementation de la biotechnologie.....	(150)	.....	.....	(150)
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans des missions à l'étranger.....	(601)	.....	.....	(601)
Total des transferts	(4 452)	3 701	.....	(751)
Présent budget supplémentaire des dépenses	27 542	4 463	39 862	76 867

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Contributions		
Contributions en vertu de l'Initiative stratégique pour l'aérospatiale et la défense.....	39 861 814	.....
(S) Contributions en vertu du Fond d'adaptation des collectivités du nord de l'Ontario (<i>Loi d'exécution du budget de 2009</i>).....	.....	5 000 000
Total des paiements de transfert	39 861 814	5 000 000

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

INDUSTRIE

Agence spatiale canadienne

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence spatiale canadienne demande des fonds pour les postes suivants :

Transferts	Crédit 35
Transfert du Conseil national de recherches du Canada – Pour appuyer le financement des voyages d'étudiants qui représenteront le Canada lors de la 38 ^e Assemblée du Comité pour la Recherche Spatiale (COSPAR 2010)	35

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Subventions		
Programme global de subventions à l'appui de la recherche, de la sensibilisation et de l'éducation en sciences et technologies spatiales.....	35 000	. . . . .

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario – *Aucuns fonds supplémentaires ne sont demandés*

Transferts	Crédit 55
Transfert au Conseil national de recherches du Canada – Pour le Programme d'aide à la recherche industrielle du Sud de l'Ontario	(45 000)

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

INDUSTRIE

Conseil national de recherches du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil national de recherches du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 60	Crédit 65	Crédit 70	Total
Fonds pour la poursuite de l'initiative des grappes technologiques, laquelle aide les régions, les communautés et les entreprises à profiter d'avantages concurrentiels dans des domaines scientifiques et technologiques ciblés.....	57 212	3 439	2 133	62 784
Fonds consacrés à la poursuite des programmes de recherche de base en physique des particules subatomiques, en recherche sur les matériaux, en sciences de la vie et en thérapie médicale, et à la poursuite des opérations de la Tri-University Meson Facility.....	.....	.....	25 723	25 723
Total des crédits à adopter	57 212	3 439	27 856	88 507
Crédits législatifs				
Réduction des recettes en raison principalement du présent climat économique et de la perte des revenus associée à la privatisation d'une partie de l'Institut canadien de l'information scientifique et technique.....				(3 574)
Total des rajustements des crédits				84 933
Transferts				
Transfert de l'Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario – Pour le Programme d'aide à la recherche industrielle du Sud de l'Ontario.....	2 250	.....	42 750	45 000
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour des fonds consacrés aux programmes des télescopes internationaux.....	(5 300)	.....	5 300	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour appuyer la privatisation des Presses scientifiques de l'Institut canadien de l'information scientifique et technique, lesquelles représentent la plus importante maison d'édition d'ouvrages scientifiques au Canada.....	(1 900)	.....	1 900	.....
Transfert à l'Agence spatiale canadienne – Pour appuyer le financement des voyages d'étudiants qui représenteront le Canada lors de la 38 ^e Assemblée du Comité pour la Recherche Spatiale (COSPAR 2010).....	(35)	.....	.....	(35)
Total des transferts	(4 985)	.....	49 950	44 965
Présent budget supplémentaire des dépenses	52 227	3 439	77 806	129 898

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Contributions		
Contribution à l'Université de l'Alberta, à l'Université de la Colombie-Britannique, à l'Université Simon Fraser et à l'Université de Victoria pour la réalisation du projet TRIUMF.....	25 723 000	.....
Programme d'aide à la recherche industrielle Contributions aux organismes.....	9 132 800	.....
Programme d'aide à la recherche industrielle Contributions aux entreprises.....	35 750 000	.....
Contributions aux programmes des télescopes internationaux.....	5 300 000	.....
Programme de contribution pour les Presses scientifiques.....	1 900 000	.....
Total des paiements de transfert	77 805 800	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

INDUSTRIE

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie – *Aucuns fonds supplémentaires ne sont demandés*

Transferts	Crédit 80
Transfert à la Défense nationale – Pour appuyer les chaires de recherches industrielles au Collège militaire royal du Canada	(78)
Transfert à la Défense nationale – Pour appuyer la recherche au Collège militaire royal du Canada grâce au Programme d'appui aux professeurs universitaires	(80)
Transfert à la Défense nationale – Pour appuyer les chaires de recherches du Canada au Collège militaire royal du Canada	(350)
Présent budget supplémentaire des dépenses	(508)

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Conseil de recherches en sciences humaines

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil de recherches en sciences humaines demande des fonds pour les postes suivants :

Transferts	Crédit 95
Transfert du Patrimoine canadien – Pour des projets de recherche pouvant servir à l'élaboration de politiques concernant la participation sportive	315
Transfert à la Défense nationale – Pour appuyer les chaires de recherches du Canada au Collège militaire royal du Canada	(140)
Transfert à la Défense nationale – Pour couvrir les coûts indirects de la recherche financée par le gouvernement fédéral au Collège militaire royal du Canada	(750)
Présent budget supplémentaire des dépenses	(575)

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Subventions		
Subventions et bourses.....	315 252	.....
Montant total brut des paiements de transfert	315 252	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	<i>890 000</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	(574 748)	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

JUSTICE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1a	Dépenses de fonctionnement, et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter au cours d'un exercice les recettes, et de compenser les dépenses engagées au cours du même exercice, qui découlent de la prestation de services juridiques fournis de manière obligatoire aux ministères et organismes fédéraux et de manière facultative à des sociétés d'État, à des organisations non fédérales et internationales, à condition que ces services soient conformes au mandat du Ministère et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an.	258 688 270	(215 000)	22 310 434	280 783 704
5a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 215 000 \$ du crédit 1 (Justice) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	386 880 000	215 000	2 000 000	389 095 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	66 624 078	.....	.....	66 624 078
(L)	Ministre de la Justice et procureur général du Canada – Traitement et allocation pour automobile	78 649	.....	.....	78 649
	Total du Ministère.....	712 270 997	.....	24 310 434	736 581 431
Commission canadienne des droits de la personne					
10	Dépenses du Programme.....	20 110 034	.....	.....	20 110 034
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 365 078	.....	.....	2 365 078
	Total de l'organisme	22 475 112	.....	.....	22 475 112
Tribunal canadien des droits de la personne					
15	Dépenses du Programme.....	4 115 827	.....	.....	4 115 827
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	394 031	.....	.....	394 031
	Total de l'organisme	4 509 858	.....	.....	4 509 858
Commissaire à la magistrature fédérale					
20	Dépenses de fonctionnement, traitements, indemnités et dépenses pour les juges, y compris les juges adjoints de la Cour suprême du Yukon, de la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest et de la Cour de justice du Nunavut, non prévus dans la <i>Loi sur les juges</i> et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes de l'année générées par la prestation de services administratifs et de formation judiciaire	8 055 138	.....	.....	8 055 138
25	Conseil canadien de la magistrature – Dépenses de fonctionnement	1 608 450	.....	.....	1 608 450

JUSTICE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	874 098	.....	.....	874 098
(L) Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et aux enfants des juges et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat (L.R.C. (1985), ch. J-1)	428 924 000	.....	.....	428 924 000
Total de l'organisme	439 461 686	.....	.....	439 461 686
Service administratif des tribunaux judiciaires				
30 Dépenses du Programme.....	53 333 242	.....	.....	53 333 242
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 375 551	.....	.....	6 375 551
Total de l'organisme	59 708 793	.....	.....	59 708 793
Bureau du directeur des poursuites pénales				
35a Dépenses du Programme, et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser au cours d'un exercice les recettes générées par la prestation de services de poursuites et de services connexes aux ministères et organismes fédéraux et de services facultatifs aux sociétés d'État, à des organismes non gouvernementaux et internationaux, à condition que ces services soient conformes au mandat du Bureau du directeur des poursuites pénales et de compenser les dépenses connexes au cours du même exercice	142 862 039	.....	4 743 997	147 606 036
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	16 017 429	.....	.....	16 017 429
Total de l'organisme	158 879 468	.....	4 743 997	163 623 465
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada				
40 Commissariat à l'information du Canada – Dépenses du Programme.....	10 750 062	.....	.....	10 750 062
45 Commissariat à la protection de la vie privée du Canada – Dépenses du Programme.....	20 099 185	.....	.....	20 099 185
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 603 429	.....	.....	3 603 429
Total de l'organisme	34 452 676	.....	.....	34 452 676
Cour suprême du Canada				
50 Dépenses du Programme.....	21 631 955	.....	.....	21 631 955
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 281 275	.....	.....	2 281 275
(L) Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et aux enfants des juges et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat (L.R.C. (1985), ch. J-1).....	5 488 000	.....	.....	5 488 000
Total de l'organisme	29 401 230	.....	.....	29 401 230
Total du portefeuille.....	1 461 159 820	.....	29 054 431	1 490 214 251

JUSTICE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Justice demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds pour l'augmentation de salaire à effet rétroactif du groupe Droit.....	13 719	.....	13 719
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	6 000	.....	6 000
Fonds pour l'Initiative sur les victimes d'actes criminels du gouvernement fédéral et le maintien du Centre de la politique concernant les victimes.....	2 591	2 000	4 591
Total des crédits à adopter	22 310	2 000	24 310

Transferts

Réaffectation des ressources à l'interne – Augmentation de la contribution pour le Programme juridique de partenariats et d'innovation.....	(215)	215	.....
Présent budget supplémentaire des dépenses	22 095	2 215	24 310

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Subventions		
Subventions à l'Initiative sur les victimes d'actes criminels.....	350 000	.....
Montant total des subventions	350 000	.....
Contributions		
Contributions à l'Initiative sur les victimes d'actes criminels	1 650 000	.....
Contributions versées en vertu du Fonds juridique de partenariats et d'innovation	215 000	.....
Montant total des contributions	1 865 000	.....
Total des paiements de transfert	2 215 000	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Bureau du directeur des poursuites pénales

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Bureau du directeur des poursuites pénales demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 35
Fonds visant à saisir les produits de la criminalité d'entités ciblées du crime organisé (Initiative intégrée de contrôle des produits de la criminalité) (<i>poste horizontal</i>)	4 744

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

PATRIMOINE CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1a	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes générées au cours de l'exercice par l'Institut canadien de conservation, le Réseau canadien d'information sur le patrimoine et le Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens et les expositions internationales, y compris la restauration d'événements spéciaux à des expositions internationales et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 335 320 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	216 810 505	(2 845 484)	8 850 426	222 815 447
5a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 650 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) et de 150 000 \$ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	901 280 805	2 022 428	136 046 207	1 039 349 440
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	25 761 886	.....	.....	25 761 886
(L)	Ministre du Patrimoine canadien et des Langues officielles – Traitement et allocation pour automobile.	78 649	.....	.....	78 649
(L)	Ministre d'État (Sports) – Allocation pour automobile	2 000	.....	.....	2 000
(L)	Traitements des lieutenants-gouverneurs.....	1 196 000	.....	.....	1 196 000
(L)	Paiements en vertu de la <i>Loi sur la pension de retraite des lieutenants-gouverneurs</i> (L.R.C. (1985), ch. L-8) .	637 000	.....	.....	637 000
(L)	Prestations de retraite supplémentaires – Lieutenants-gouverneurs précédents.....	182 000	.....	.....	182 000
	Total du Ministère.....	1 145 948 845	(823 056)	144 896 633	1 290 022 422
Conseil des Arts du Canada					
10a	Paiements au Conseil des Arts du Canada, aux termes de l'article 18 de la <i>Loi sur le Conseil des Arts du Canada</i> , devant servir aux fins générales prévues à l'article 8 de cette loi – Pour autoriser le virement au présent crédit de 127 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2010-2011</i>	181 696 784	127 000	1	181 823 785
	Total de l'organisme	181 696 784	127 000	1	181 823 785

PATRIMOINE CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Société Radio-Canada				
15 Paiements à la Société Radio-Canada pour les dépenses de fonctionnement	985 342 149	.....	.....	985 342 149
20 Paiements à la Société Radio-Canada pour le fonds de roulement	4 000 000	.....	.....	4 000 000
25 Paiements à la Société Radio-Canada pour les dépenses en capital.....	101 564 000	.....	.....	101 564 000
30 Pour autoriser, en vertu de l'alinéa 46.1(3)b) de la <i>Loi sur la radiodiffusion</i> , un passif total résultant de prêts consentis conformément aux paragraphes 46.1(1) et 46.1(2) de la Loi n'excédant pas 220 000 000 \$.....	1	.....	.....	1
Total de l'organisme	1 090 906 150	.....	.....	1 090 906 150
Musée canadien des droits de la personne				
35 Paiements au Musée canadien des droits de la personne à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	55 850 000	.....	.....	55 850 000
Total de l'organisme	55 850 000	.....	.....	55 850 000
Musée canadien des civilisations				
40 Paiements au Musée canadien des civilisations à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital.....	65 325 330	.....	.....	65 325 330
Total de l'organisme	65 325 330	.....	.....	65 325 330
Musée canadien de la nature				
45 Paiements au Musée canadien de la nature à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital.....	30 360 757	.....	.....	30 360 757
Total de l'organisme	30 360 757	.....	.....	30 360 757
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes				
50a Dépenses du Programme et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes de l'exercice en vertu du <i>Règlement de 1995 sur les droits de télécommunication</i> , du <i>Règlement de 1997 sur les droits de licence de radiodiffusion</i> , et des autres activités d'exploitation, jusqu'à concurrence des montants approuvés par le Conseil du Trésor	14 236	.....	2 628 572	2 642 808
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 650 684	.....	.....	5 650 684
Total de l'organisme	5 664 920	.....	2 628 572	8 293 492

PATRIMOINE CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Bibliothèque et Archives du Canada					
55a	Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes produites pour compenser les dépenses connexes engagées durant l'exercice et attribuables à l'accès à la collection et à sa reproduction – Pour autoriser le virement au présent crédit de 445 804 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2010-2011</i>	97 071 044	445 804	1	97 516 849
60	Dépenses en capital.....	11 997 971	.....	.....	11 997 971
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	11 216 135	.....	.....	11 216 135
	Total de l'organisme	120 285 150	445 804	1	120 730 955
Société du Centre national des Arts					
65	Paiements à la Société du Centre national des Arts à l'égard des dépenses de fonctionnement.....	35 183 033	.....	.....	35 183 033
	Total de l'organisme	35 183 033	.....	.....	35 183 033
Commission des champs de bataille nationaux					
70	Dépenses du Programme.....	7 485 555	.....	.....	7 485 555
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	386 844	.....	.....	386 844
(L)	Dépenses aux termes du paragraphe 29.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	1 600 000	.....	.....	1 600 000
	Total de l'organisme	9 472 399	.....	.....	9 472 399
Office national du film					
75	Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	67 217 560	.....	.....	67 217 560
(L)	Fonds renouvelable de l'Office national du film .....	.....	.....	.....	.....
	Total de l'organisme	67 217 560	.....	.....	67 217 560
Musée des beaux-arts du Canada					
80	Paiements au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital.....	41 266 222	.....	.....	41 266 222
85	Paiement au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard de l'acquisition d'objets pour la collection et des frais connexes découlant de cette activité.....	8 000 000	.....	.....	8 000 000
	Total de l'organisme	49 266 222	.....	.....	49 266 222
Musée national des sciences et de la technologie					
90	Paiements au Musée national des sciences et de la technologie à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	30 684 131	.....	.....	30 684 131
	Total de l'organisme	30 684 131	.....	.....	30 684 131

PATRIMOINE CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme					
95	Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	9 717 478	.....	.....	9 717 478
100	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	19 950 000	.....	.....	19 950 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 170 174	.....	.....	1 170 174
(L)	Ministre d'État – Allocation pour automobile	2 000	.....	.....	2 000
	Total de l'organisme	30 839 652	.....	.....	30 839 652
Commission de la fonction publique					
105	Dépenses du Programme et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter au cours du même exercice les revenus et de compenser les dépenses engagées au cours du même exercice par la prestation de produits et services d'évaluation et de counseling	85 766 472	.....	.....	85 766 472
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	13 195 076	.....	.....	13 195 076
	Total de l'organisme	98 961 548	.....	.....	98 961 548
Commission des relations de travail dans la fonction publique					
110	Dépenses du Programme	12 401 003	.....	.....	12 401 003
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 253 270	.....	.....	1 253 270
	Total de l'organisme	13 654 273	.....	.....	13 654 273
Tribunal de la dotation de la fonction publique					
115	Dépenses du Programme	4 916 511	.....	.....	4 916 511
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	546 807	.....	.....	546 807
	Total de l'organisme	5 463 318	.....	.....	5 463 318
Greffe du Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles					
120	Dépenses du Programme	1 644 000	.....	.....	1 644 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	183 600	.....	.....	183 600
	Total de l'organisme	1 827 600	.....	.....	1 827 600
Téléfilm Canada					
125	Paiements à Téléfilm Canada devant servir aux fins prévues par la <i>Loi sur Téléfilm Canada</i>	105 418 014	.....	.....	105 418 014
	Total de l'organisme	105 418 014	.....	.....	105 418 014
	Total du portefeuille	3 144 025 686	(250 252)	147 525 207	3 291 300 641

PATRIMOINE CANADIEN

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Patrimoine canadien demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Financement pour la création du Fonds des médias du Canada pour s'assurer que les Canadiens ont accès à du contenu canadien à la télévision et sur d'autres plateformes numériques.....	496	107 121	107 617
Renouvellement du financement de Connections culturelles pour la jeunesse autochtone afin de soutenir la participation à la vie communautaire des jeunes Autochtones vivant en milieu urbain.....	1 938	22 740	24 678
Renouvellement du financement afin de continuer à soutenir le contenu numérique et l'innovation au Canada.....	6 166	6 185	12 351
Fonds pour soutenir la création du programme Les jeunes s'engagent afin de renforcer l'appartenance des jeunes au Canada.....	.....	1 700	1 700
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	250	.....	250
Montant brut des crédits à adopter	8 850	137 746	146 596
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	.....	1 700	1 700
Total des crédits à adopter	8 850	136 046	144 896
Transferts			
Transfert d'Affaires indiennes et du Nord canadien – Pour sensibiliser le public et promouvoir la participation communautaire aux activités de la Journée nationale des Autochtones.....	.....	150	150
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour soutenir les nouveaux besoins de fonctionnement liés à la création du programme Les jeunes s'engagent afin de renforcer l'appartenance des jeunes au Canada.....	335	(335)	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour soutenir le programme Contributions à l'appui du Fonds interactif du Canada.....	(2 650)	2 650	.....
Transfert à Citoyenneté et Immigration – Pour stimuler et appuyer la recherche sur l'immigration et la diversité.....	(85)	.....	(85)
Transfert au Conseil des Arts du Canada – Pour soutenir des projets de coopération multilatéraux de langue française ainsi que pour assurer la participation du Canada aux réunions de la Commission internationale du théâtre francophone.....	.....	(127)	(127)
Transfert au Conseil de recherches en sciences humaines – Pour des projets de recherche pouvant servir à l'élaboration de politiques concernant la participation sportive.....	.....	(315)	(315)
Transfert à Bibliothèque et Archives du Canada – Pour des activités d'acquisition et de conservation de films conformément à la Politique canadienne du long métrage.....	(446)	.....	(446)
Total des transferts	(2 846)	2 023	(823)
Présent budget supplémentaire des dépenses	6 004	138 069	144 073

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 5 : Des fonds autorisés totalisant 1 700 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une diminution des besoins de contribution pour le programme Katimavik.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

PATRIMOINE CANADIEN

Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Subventions</u>		
Subventions à l'appui du programme Les jeunes s'engagent.....	1 700 000	.....
Montant total brut des subventions	1 700 000	.....
<u>Contributions</u>		
Contributions au Fonds des médias du Canada.....	107 121 077	.....
Contributions à l'appui du Programme des Autochtones	22 890 000	.....
Contributions à l'appui du Fonds interactif du Canada	8 835 130	.....
Montant total brut des contributions	138 846 207	.....
Montant total brut des paiements de transfert	140 546 207	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	<i>1 700 000</i>	<i>.....</i>
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	<i>777 572</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	138 068 635	.....

Conseil des Arts du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil des Arts du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Transferts

Crédit 10

Transferts de Patrimoine canadien – Pour soutenir des projets de coopération multilatéraux de langue française ainsi que pour assurer la participation du Canada aux réunions de la Commission internationale du théâtre francophone. **127**

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter

Crédit 50

Fonds pour la mise en œuvre et l'application de la législation concernant les courriels commerciaux non sollicités et les menaces proférées par voie électronique (*poste horizontal*)..... **2 629**

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

PATRIMOINE CANADIEN
Bibliothèque et Archives du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Bibliothèque et Archives du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Transferts	<u>Crédit 55</u>
Transfert de Patrimoine canadien – Pour des activités d’acquisition et de conservation de films conformément à la Politique canadienne du long métrage	446

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu’ils ont été arrondis.

PÊCHES ET OCÉANS

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
1a Dépenses de fonctionnement et :				
a) participation du Canada aux dépenses des commissions internationales des pêches, autorisation de fournir gratuitement des locaux aux commissions internationales des pêches, autorisation de consentir des avances recouvrables équivalentes aux montants de la quote-part de ces commissions dans les programmes à frais partagés;				
b) autorisation de consentir des avances recouvrables à l'égard des services de transport et d'arrimage et d'autres services de la marine marchande fournis pour le compte de particuliers, d'organismes indépendants et d'autres gouvernements au cours de l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière de navigation, y compris les aides à la navigation et la navigation maritime;				
c) aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes produites dans l'exercice au cours des activités ou par suite des activités de la Garde côtière canadienne;				
d) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	1 283 084 028	(5 928 492)	5 362 923	1 282 518 459
5a Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces, aux municipalités, à des autorités locales ou à des entrepreneurs privés à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations, et autorisation d'acheter et de vendre des bateaux de pêche commerciale – Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 887 000 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	427 591 260	3 887 000	6 976 000	438 454 260
10a Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 897 034 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) et de 75 000 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2010-2011</i>	129 231 417	1 972 034	1	131 203 452
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	127 751 737	.....	.....	127 751 737
(L) Ministre des Pêches et Océans – Traitement et allocation pour automobile	78 649	.....	.....	78 649
Total du portefeuille.....	1 967 737 091	(69 458)	12 338 924	1 980 006 557

PÊCHES ET OCÉANS

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Pêches et Océans demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds pour soutenir la construction d'un port pour petits bateaux à Pangnirtung au Nunavut .....	.....	6 976	.....	6 976
Financement pour le fonctionnement de la Commission d'enquête sur le déclin des populations de saumon rouge du fleuve Fraser (<i>poste horizontal</i>)	4 913	.....	.....	4 913
Fonds pour améliorer les systèmes financiers et pour appuyer le processus décisionnel en matière de finances au sein du gouvernement du Canada (<i>poste horizontal</i>)	450	.....	.....	450
Total des crédits à adopter	5 363	6 976	.....	12 339
Transferts				
Transfert de Transports – Pour un soutien à la Chaire canadienne pour la protection environnementale du milieu marin à l'Université maritime mondiale .....	.....	.....	75	75
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour soutenir divers projets du Programme de réparation des infrastructures des ports pour petits bateaux	(3 887)	3 887	.....	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour soutenir des projets de dessaisissement dans le cadre du programme de subvention pour les ports de petits bateaux	(1 414)	.....	1 414	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour soutenir le perfectionnement et la recherche universitaire relativement aux priorités scientifiques (Programme de contribution à la recherche universitaire)	(414)	.....	414	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour faciliter la compréhension des données scientifiques sur les populations de saumons du bassin Fraser, l'affermissement des relations avec les intervenants et l'amélioration de la gestion des pêches	(69)	.....	69	.....
Transfert au Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour soutenir la Collectivité nationale des gestionnaires	(144)	.....	.....	(144)
Total des transferts	(5 928)	3 887	1 972	(69)
Présent budget supplémentaire des dépenses	(565)	10 863	1 972	12 270

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Subventions		
Programme de subvention globale pour la disposition de ports pour petits bateaux.....	1 414 000	.....
Montant total des subventions	1 414 000	.....
Contributions		
Contribution à l'appui du Programme de contribution à la recherche universitaire afin de soutenir le perfectionnement et la recherche universitaire relativement aux priorités scientifiques.....	414 000	.....
Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans.....	75 000	.....
Contribution à la Fondation du saumon du Pacifique.....	69 034	.....
Montant total des contributions	558 034	.....
Total des paiements de transfert	1 972 034	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Ministère				
1a	Dépenses de fonctionnement et :			
	a) autorisation d'effectuer des dépenses remboursables au titre du Régime de pensions du Canada, du Compte d'assurance-emploi et au Compte à fins déterminées pour l'administration des bourses d'excellence du millénaire			
	b) en vertu du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , le pouvoir de dépenser, afin de compenser les dépenses connexes engagées au cours de l'exercice, les recettes reçues au cours de l'exercice qui proviennent :			
	(i) des services du Secteur des programmes d'accès public;			
	(ii) des services visant à aider les provinces à administrer les programmes provinciaux financés aux termes des Ententes sur le développement du marché du travail;			
	(iii) des services d'agents réceptionnaires offerts aux Canadiens au nom de Passeport Canada;			
	(iv) des services pour compenser l'administration et la remise des bourses d'excellence du millénaire aux étudiants admissibles pour le Compte de la Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire;			
	(v) du montant facturé à n'importe quelle société d'État en vertu de l'alinéa 14 b) de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> en relation aux coûts de litige pour les recours par subrogation pour les sociétés d'État;			
	(vi) la portion des coûts de litige découlant des règlements pour les demandes de réclamation auprès de tiers pour les ministères et les organismes faits en vertu de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> ; et			
	c) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an			
	702 332 275	.....	26 975 400	729 307 675
5a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions			
	2 137 469 400	.....	54 870 000	2 192 339 400
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés			
	241 339 063	.....	.....	241 339 063
(L)	Ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences – Traitement et allocation pour automobile			
	78 649	.....	.....	78 649
(L)	Ministre du Travail – Traitement et allocation pour automobile			
	78 649	.....	.....	78 649
(L)	Ministre d'État (Aînés) – Allocation pour automobile			
	2 000	.....	.....	2 000
(L)	Versements de la Sécurité de la vieillesse (L.R.C. (1985), ch. O-9)			
	28 048 000 000	.....	.....	28 048 000 000
(L)	Versements du Supplément de revenu garanti (L.R.C. (1985), ch. O-9)			
	8 257 000 000	.....	.....	8 257 000 000

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
(L) Prestation universelle pour la garde d'enfants	2 594 000 000	.....	.....	2 594 000 000
(L) Paiements de subventions canadiennes pour l'épargne-études aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'encourager les Canadiens à épargner pour les études postsecondaires de leurs enfants	587 000 000	.....	.....	587 000 000
(L) Versements d'allocations (L.R.C. (1985), ch. O-9).....	560 000 000	.....	.....	560 000 000
(L) Subventions canadiennes pour études aux étudiants à temps plein et à temps partiel admissibles aux termes de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> ..	557 213 024	.....	.....	557 213 024
(L) Paiements liés aux modalités de financement direct accordés en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	444 143 015	.....	.....	444 143 015
(L) Paiements de Bons d'études canadiens aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'appuyer l'accès à l'éducation postsecondaire des enfants de familles à faible revenu	64 000 000	.....	.....	64 000 000
(L) Paiements en vertu du Programme de protection des salariés aux personnes admissibles pour les salaires et les indemnités de vacances, les indemnités de départ et les indemnités de cessation d'emploi qui sont dus par les employeurs en faillite ou mis sous séquestre, de même que les paiements aux syndicats et aux séquestres qui fourniront les renseignements nécessaires pour déterminer l'admissibilité	56 200 000	.....	.....	56 200 000
(L) Paiements d'indemnités à des agents de l'État (L.R.C. (1985), ch. G-5) et à des marins marchands (L.R.C. (1985), ch. M-6)	51 000 000	.....	.....	51 000 000
(L) Paiements d'intérêts et autres obligations aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	15 460 033	.....	.....	15 460 033
(L) Paiements de Subventions canadiennes pour l'épargne-invalidité aux émetteurs de régimes enregistrés d'épargne-invalidité (REEI) au nom des bénéficiaires du REEI afin d'encourager la sécurité financière à long terme des personnes handicapées admissibles	10 200 000	.....	.....	10 200 000
(L) Paiements de Bons canadiens pour l'épargne-invalidité aux émetteurs de régimes enregistrés d'épargne-invalidité (REEI) au nom des bénéficiaires du REEI afin d'encourager la sécurité financière à long terme des personnes handicapées admissibles	5 700 000	.....	.....	5 700 000
(L) Paiements relatifs aux obligations contractées sous forme de prêts garantis en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>	4 178 320	.....	.....	4 178 320
(L) Redressements du passif actuariel de l'assurance de la fonction publique	145 000	.....	.....	145 000
(L) Prestations de retraite supplémentaires – Pensions pour les agents des rentes sur l'État	35 000	.....	.....	35 000
(L) Paiements d'intérêts aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>	8 391	.....	.....	8 391
Total des dépenses budgétaires.....	44 335 582 819	.....	81 845 400	44 417 428 219

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
(L) Prêts consentis en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> (non budgétaire)	765 110 776	.....	.....	765 110 776
Total des dépenses non budgétaires.....	765 110 776	.....	.....	765 110 776
Total du Ministère.....	45 100 693 595	.....	81 845 400	45 182 538 995
Conseil canadien des relations industrielles				
10 Dépenses du Programme.....	11 489 699	.....	.....	11 489 699
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 527 229	.....	.....	1 527 229
Total de l'organisme	13 016 928	.....	.....	13 016 928
Société canadienne d'hypothèques et de logement				
15 Rembourser à la Société canadienne d'hypothèques et de logement les remises accordées sur les prêts consentis, les subventions et contributions versées et les dépenses contractées, ainsi que les pertes subies et les frais et débours engagés en vertu des dispositions de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> ou à l'égard des pouvoirs que la Société exerce ou des tâches et des fonctions qu'elle exécute, en conformité avec le pouvoir de toute loi du Parlement du Canada, autre que la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> , au titre du pouvoir qui lui est conféré par la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i>	2 993 841 000	.....	.....	2 993 841 000
(L) Rénovation et amélioration des logements sociaux	75 000 000	.....	.....	75 000 000
(L) Logements des Premières nations	62 500 000	.....	.....	62 500 000
Total des dépenses budgétaires.....	3 131 341 000	.....	.....	3 131 341 000
(L) Avances consenties en vertu de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> (non budgétaire) (L.R.C. (1985), ch. M-6)	(2 504 996 000)	.....	.....	(2 504 996 000)
Total des dépenses non budgétaires.....	(2 504 996 000)	.....	.....	(2 504 996 000)
Total de l'organisme	626 345 000	.....	.....	626 345 000
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs				
20 Dépenses du Programme.....	1 890 823	.....	.....	1 890 823
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	176 770	.....	.....	176 770
Total de l'organisme	2 067 593	.....	.....	2 067 593
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail				
25 Dépenses du Programme.....	3 999 573	.....	.....	3 999 573
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 055 967	.....	.....	1 055 967
Total de l'organisme	5 055 540	.....	.....	5 055 540
Total du portefeuille.....	45 747 178 656	.....	81 845 400	45 829 024 056

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Ressources humaines et Développement des compétences demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds pour la mise en œuvre de la Stratégie pour la formation, l'emploi et les compétences des Autochtones et du Fonds pour les compétences et les partenariats afin d'accroître la participation des Autochtones au marché du travail canadien, veillant ainsi à ce que les Premières nations, les Inuits et les Métis occupent des emplois viables et intéressants	6 805	32 500	39 305
Fonds pour assurer l'évaluation en temps opportun et la reconnaissance des qualifications acquises à l'étranger (<i>poste horizontal</i>)	3 420	14 850	18 270
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	16 750	.....	16 750
Financement destiné au Fonds pour l'accessibilité afin de permettre la construction et la rénovation de structures permanentes afin de les rendre pleinement accessibles à tous les Canadiens ayant des capacités variées .....	.....	7 520	7 520
Présent budget supplémentaire des dépenses	26 975	54 870	81 845

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Contributions		
Paiements aux provinces, territoires, municipalités, autres organismes publics, organisations, groupes, collectivités, employeurs et particuliers afin de pourvoir à la formation ou à l'expérience de travail, à la mobilisation des ressources communautaires et aux mesures de planification et d'adaptation des ressources humaines nécessaires au fonctionnement efficace du marché du travail canadien	32 500 000	.....
Contributions aux gouvernements provinciaux et territoriaux, conseils de bande ou de tribu, signataires d'Entente sur le développement des ressources humaines autochtones, administrations municipales, organismes sans but lucratif, associations professionnelles, entreprises et organisations du secteur privé, consortiums, groupes de l'industrie, syndicats, organismes de réglementation, associations spéciales, établissements de santé publics, commissions scolaires, universités, collèges, cégeps, conseils sectoriels, conseils intersectoriels afin d'accroître la compétitivité et la productivité des milieux de travail en favorisant l'investissement dans les compétences de même que la reconnaissance et l'utilisation des compétences	14 850 000	.....
Contributions pour la construction dans le cadre de projets d'immobilisations afin de favoriser l'accessibilité pour les personnes ayant des capacités variées partout au Canada, grâce au Fonds pour l'accessibilité	7 520 000	.....
Total des paiements de transfert	54 870 000	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis..

RESSOURCES NATURELLES

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1a	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes reçues pendant l'exercice par suite de la vente de produits d'information et de produits forestiers; de la délivrance de permis, des cours de formation et des certifications liés à la <i>Loi sur les explosifs</i> et au <i>Règlement sur les explosifs</i> ; et de la perception de frais pour les services de recherche, de consultation, d'évaluation, d'analyse et d'administration dans le cadre des activités du Ministère et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	805 869 045	(1 026 500)	15 878 750	820 721 295
5a	Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 902 000 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2010-2011</i>	15 134 000	902 000	1	16 036 001
10	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	1 877 635 560	.....	.....	1 877 635 560
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	57 568 179	.....	.....	57 568 179
(L)	Ministre des Ressources naturelles – Traitement et allocation pour automobile	78 649	.....	.....	78 649
(L)	Paiements au Fonds terre-neuvien des recettes provenant des ressources en hydrocarbures extracôtiers	1 371 238 000	.....	.....	1 371 238 000
(L)	Paiements au compte des recettes extracôtiers de la Nouvelle-Écosse	295 300 000	.....	.....	295 300 000
(L)	Subvention à la Fondation des technologies du développement durable du Canada	20 000 000	.....	.....	20 000 000
(L)	Contribution à l'Office Canada–Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers	6 500 000	.....	.....	6 500 000
(L)	Contribution à l'Office Canada–Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers	3 400 000	.....	.....	3 400 000
(L)	Fonds renouvelable de Géomatique Canada.....	.....	.....	.....	.....
	Total du Ministère.....	4 452 723 433	(124 500)	15 878 751	4 468 477 684
Énergie atomique du Canada limitée					
15a	Paiements à Énergie atomique du Canada limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital.....	102 452 000	.....	300 000 000	402 452 000
	Total de l'organisme	102 452 000	.....	300 000 000	402 452 000

RESSOURCES NATURELLES

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Commission canadienne de sûreté nucléaire				
20 Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	40 630 409	.....	.....	40 630 409
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 535 819	.....	.....	4 535 819
(L) Dépenses aux termes du paragraphe 29.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	86 255 885	.....	.....	86 255 885
Total de l'organisme	131 422 113	.....	.....	131 422 113
Office national de l'énergie				
25a Dépenses du Programme.....	46 205 129	.....	7 119 789	53 324 918
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 344 274	.....	.....	6 344 274
Total de l'organisme	52 549 403	.....	7 119 789	59 669 192
Administration du pipe-line du Nord				
30 Dépenses du Programme.....	1 203 000	.....	.....	1 203 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	118 150	.....	.....	118 150
Total de l'organisme	1 321 150	.....	.....	1 321 150
Total du portefeuille.....	4 740 468 099	(124 500)	322 998 540	5 063 342 139

RESSOURCES NATURELLES

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Ressources naturelles demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds pour l'étape de transition de l'Initiative de la région de Port Hope afin d'aborder les questions liées aux exigences réglementaires et municipales en vue d'éliminer les déchets radioactifs de faible activité.....	11 000	.....	11 000
Fonds pour l'acquisition de services consultatifs et de soutien des opérations de Ressources naturelles pour faire progresser les prochaines étapes du processus de restructuration d'Énergie atomique du Canada limitée	4 879	.....	4 879
Total des crédits à adopter	15 879	.....	15 879
Transferts			
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour la modernisation du Centre de recherche sur les espèces envahissantes de Ressources naturelles	(902)	902	.....
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans des missions à l'étranger	(125)	.....	(125)
Total des transferts	(1 027)	902	(125)
Présent budget supplémentaire des dépenses	14 852	902	15 754

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Énergie atomique du Canada limitée

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Énergie atomique du Canada limitée demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 15
Fonds pour répondre aux besoins de fonctionnement comme assurer la production continue d'isotopes, les projets de mise à niveau en santé et sécurité, la mise au point de technologies pour les nouveaux réacteurs construits, les manques à gagner des projets de remise en état et les coûts uniques liés à la réduction de l'effectif	300 000

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

RESSOURCES NATURELLES

Office national de l'énergie

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Office national de l'énergie demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter

Crédit 25

Fonds pour répondre à la demande actuelle et aux augmentations prévues du volume de travail dans le domaine de la réglementation	7 120
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SANTÉ

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1a	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice pour la prestation de services ou la vente de produits se rattachant à la protection de la santé, aux activités de réglementation et aux services médicaux et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 9 871 000 \$ du crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire) et de 150 000 \$ du crédit 1 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	1 876 073 442	9 808 000	103 007 922	1 988 889 364
5a	Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 508 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	37 718 271	508 000	350 000	38 576 271
10a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	1 382 680 292	(1 564 088)	129 253 724	1 510 369 928
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	122 825 392	.....	.....	122 825 392
(L)	Ministre de la Santé – Traitement et allocation pour automobile	78 649	.....	.....	78 649
	Total du Ministère.....	3 419 376 046	8 751 912	232 611 646	3 660 739 604
Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée					
15	Dépenses du Programme.....	9 929 142	.....	.....	9 929 142
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	594 174	.....	.....	594 174
	Total de l'organisme	10 523 316	.....	.....	10 523 316
Instituts de recherche en santé du Canada					
20	Dépenses de fonctionnement	48 994 883	.....	.....	48 994 883
25a	Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser le virement au présent crédit de 180 000 \$ du crédit 50 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2010-2011</i>	926 925 685	8 054	1	926 933 740
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 900 322	.....	.....	4 900 322
	Total de l'organisme	980 820 890	8 054	1	980 828 945

SANTÉ

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses					
30	Dépenses du Programme.....	4 980 289	.....	.....	4 980 289
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	723 742	.....	.....	723 742
	Total de l'organisme	5 704 031	.....	.....	5 704 031
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés					
35	Dépenses du Programme.....	11 163 291	.....	.....	11 163 291
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 018 349	.....	.....	1 018 349
	Total de l'organisme	12 181 640	.....	.....	12 181 640
Agence de la santé publique du Canada					
40a	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice pour la vente de produits	406 215 725	.....	8 058 571	414 274 296
45	Dépenses en capital.....	36 773 594	.....	.....	36 773 594
50a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	203 200 000	(180 000)	3 000 000	206 020 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	31 805 944	.....	.....	31 805 944
	Total de l'organisme	677 995 263	(180 000)	11 058 571	688 873 834
	Total du portefeuille.....	5 106 601 186	8 579 966	243 670 218	5 358 851 370

SANTÉ

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Santé demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds pour maintenir et améliorer les programmes actuels de promotion de la santé et de prévention des maladies chez les Autochtones ainsi que les programmes visant l'amélioration du système de santé des Premières nations et des Inuits (<i>poste horizontal</i>).....	36 415	.....	93 996	130 411
Fonds pour des subventions aux gouvernements du Nunavut, des Territoires du Nord-Ouest et du Yukon afin de poursuivre pendant deux ans l'Initiative sur la viabilité des systèmes de santé territoriaux .....	.....	.....	30 000	30 000
Fonds pour continuer à soutenir la mise en œuvre du plan de gestion de l'eau potable et des eaux usées des Premières nations (<i>poste horizontal</i>).....	20 343	.....	5 258	25 601
Fonds pour les évaluations des risques pour la santé et les activités connexes en vertu de la <i>Loi canadienne sur la protection de l'environnement</i> et du Plan de gestion des produits chimiques.....	21 478	.....	.....	21 478
Fonds pour maintenir le soutien à l'égard de l'examen réglementaire des médicaments et des dispositifs médicaux.....	10 131	.....	.....	10 131
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	8 000	.....	.....	8 000
Fonds pour renforcer la capacité à prévenir et à détecter les éclosons de maladies d'origine alimentaire et à y réagir (<i>poste horizontal</i>) .	3 854	.....	.....	3 854
Fonds pour la planification et les activités des services de police et de sécurité en prévision des sommets du G8 et du G20 de 2010 (<i>poste horizontal</i>).....	1 612	350	.....	1 962
Fonds pour l'organisation du sommet du G20 de 2010 à Toronto (<i>poste horizontal</i>).....	1 175	.....	.....	1 175
Total des crédits à adopter	103 008	350	129 254	232 612
Transferts				
Transfert d'Agriculture et Agroalimentaire – Pour protéger et promouvoir la santé tout en étant plus ouvert à l'innovation et aux progrès de l'industrie et intéressé aux enjeux touchant le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire (Plan d'action en matière de réglementation pour l'agriculture)	9 871	.....	.....	9 871
Transfert de la Défense nationale – Pour des initiatives de sécurité publique liées à l'Initiative de recherche et de technologie chimique, biologique, radiologique et nucléaire.....	.....	508	.....	508
Transfert d'Industrie – Pour appuyer le Système canadien de réglementation de la biotechnologie	150	.....	.....	150
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans des missions à l'étranger	(213)	.....	.....	(213)
Transfert à Affaires indiennes et du Nord canadien – Pour l'augmentation des subventions à la Bande indienne Sechelt en vertu de la <i>Loi relative à l'autonomie gouvernementale de la bande indienne Sechelt</i> .....	.....	.....	(307)	(307)
Transfert à Affaires indiennes et du Nord canadien – Pour le renouvellement des dispositions financières de l'Accord de financement budgétaire de la Nation Nisga'a.....	.....	.....	(1 257)	(1 257)
Total des transferts	9 808	508	(1 564)	8 752
Présent budget supplémentaire des dépenses	112 816	858	127 690	241 364

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SANTÉ
Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
Subventions		
Subvention accordée au gouvernement du Nunavut pour l'Initiative sur la viabilité des systèmes de santé territoriaux	14 533 333	.....
Subvention accordée au gouvernement du Yukon pour l'Initiative sur la viabilité des systèmes de santé territoriaux	7 933 333	.....
Subvention accordée au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest pour l'Initiative sur la viabilité des systèmes de santé territoriaux	7 533 334	.....
Montant total brut des subventions	30 000 000	.....
Contributions		
Contributions aux programmes communautaires des Premières nations et des Inuits	70 398 801	.....
Contribution pour la gouvernance en santé et soutien à l'infrastructure des Premières nations et des Inuits	16 879 374	.....
Contributions aux soins de santé primaires des Premières nations et des Inuits	6 717 349	.....
Contributions à la protection de la santé des Premières nations et des Inuits	5 258 200	.....
Montant total brut des contributions	99 253 724	.....
Montant total brut des paiements de transfert	129 253 724	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	<i>1 564 088</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	127 689 636	.....

Instituts de recherche en santé du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Les Instituts de recherche en santé du Canada demandent des fonds pour les postes suivants :

Transferts	Crédit 25
Transfert de l'Agence de la santé publique du Canada – Pour appuyer l'engagement et la consultation en vue de l'élaboration et de l'utilisation d'un outil de sondage pour déterminer la capacité de prévention des maladies chroniques	180
Transfert au Centre de recherches pour le développement international – Pour l'initiative de recherche en santé mondiale afin de développer de nouvelles connaissances pour améliorer les systèmes de santé et créer une capacité de recherche en santé mondiale dans les pays en voie de développement et au Canada.....	(172)
Présent budget supplémentaire des dépenses	8

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
Subventions		
Subventions aux projets de recherche et au soutien du personnel	180 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	180 000	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	<i>171 946</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	8 054	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SANTÉ

Agence de la santé publique du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence de la santé publique du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 40	Crédit 50	Total
Fonds pour renforcer la capacité à prévenir et à détecter les éclosions de maladies d'origine alimentaire et à y réagir (<i>poste horizontal</i>)	6 045	.....	6 045
Fonds pour maintenir et améliorer les programmes actuels de promotion de la santé et de prévention des maladies chez les Autochtones ainsi que les programmes visant l'amélioration du système de santé des Premières nations et des Inuits (<i>poste horizontal</i>).....	1 640	3 000	4 640
Fonds pour la planification et les activités des services de police et de sécurité en prévision des sommets du G8 et du G20 de 2010 (<i>poste horizontal</i>).....	356	.....	356
Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle.....	17	.....	17
Total des crédits à adopter	8 058	3 000	11 058
Transferts			
Transfert aux Instituts de recherche en santé du Canada – Pour appuyer l'engagement et la consultation en vue de l'élaboration et de l'utilisation d'un outil de sondage pour déterminer la capacité de prévention des maladies chroniques.....	.....	(180)	(180)
Présent budget supplémentaire des dépenses	8 058	2 820	10 878

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Contributions		
Contributions aux organisations incorporées et aux institutions autochtones sans but lucratif locales ou régionales constituées en société, en vue d'élaborer des programmes d'intervention précoce pour les enfants autochtones d'âge préscolaire et leurs familles...	3 000 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	3 000 000	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	180 000	.....
Montant net des paiements de transfert	2 820 000	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1a	Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	137 733 602	(179 720)	2 092 670	139 646 552
5a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	289 212 791	(35 000 000)	265 105 059	519 317 850
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	13 703 682	.....	.....	13 703 682
(L)	Ministre de la Sécurité publique – Traitement et allocation pour automobile	78 649	.....	.....	78 649
	Total du Ministère.....	440 728 724	(35 179 720)	267 197 729	672 746 733
Agence des services frontaliers du Canada					
10a	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser durant l'année en cours les recettes perçues pendant l'exercice qui se rapportent aux activités à la frontière de l'Agence des services frontaliers du Canada : droits pour la prestation d'un service ou pour l'utilisation d'une installation ou pour un produit, droit ou privilège; et paiements reçus en vertu de contrats conclus par l'Agence – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 360 532 \$ du crédit 1 (Agence du revenu du Canada) et de 20 000 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	1 360 707 529	(2 286 743)	2 267 406	1 360 688 192
15a	Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 567 275 \$ du crédit 10 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	94 980 412	2 567 275	10 144 078	107 691 765
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	163 702 468	.....	.....	163 702 468
	Total de l'organisme	1 619 390 409	280 532	12 411 484	1 632 082 425
Service canadien de renseignement de sécurité					
20a	Dépenses de fonctionnement	431 329 546	(835 000)	2 162 296	432 656 842
25	Dépenses en capital.....	31 610 000	.....	.....	31 610 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	43 633 223	.....	.....	43 633 223
	Total de l'organisme	506 572 769	(835 000)	2 162 296	507 900 065

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Service correctionnel				
30	Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions et :			
	<i>a)</i> autorisation de verser à la Caisse de bienfaisance des détenus les revenus tirés, au cours de l'année, des activités des détenus financées par cette caisse;			
	<i>b)</i> autorisation d'exploiter des cantines dans les établissements fédéraux et de déposer les revenus provenant des ventes dans la Caisse de bienfaisance des détenus;			
	<i>c)</i> paiements, selon les conditions prescrites par le gouverneur en conseil, aux détenus élargis ou pour le compte des détenus élargis qui ont été frappés d'incapacité physique lors de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux, et aux personnes à charge de détenus et d'ex-détenus décédés à la suite de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux;			
	<i>d)</i> autorisation au ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, de conclure une entente avec le gouvernement de l'une ou l'autre des provinces en vue de l'incarcération, dans les établissements de cette province, de toutes les personnes condamnées ou envoyées dans un pénitencier, de l'indemnisation pour l'entretien de ces personnes et du paiement des frais de construction et d'autres frais connexes de ces établissements	1 917 993 797	.....	.....
35a	Dépenses en capital, y compris les paiements :			
	<i>a)</i> aux collectivités autochtones, au sens de l'article 79 de la <i>Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition</i> , en ce qui concerne la prestation de services correctionnels en vertu de l'article 81 de cette loi;			
	<i>b)</i> aux organisations sans but lucratif prenant part aux mesures correctionnelles communautaires, aux provinces et aux municipalités à titre de contributions pour des travaux de construction entrepris par ces administrations.....	329 414 000	.....	7 896 720
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	212 841 622	.....	.....
(L)	Fonds renouvelable CORCAN .....	.....	.....	.....
	Total de l'organisme	2 460 249 419	.....	7 896 720
	2 468 146 139			
Commission nationale des libérations conditionnelles				
40a	Dépenses du Programme <u>et, en vertu du paragraphe 29.1(2) de la Loi sur la gestion des finances publiques</u> , autorisation de dépenser les recettes générées durant un même exercice et issues de la prestation de services visant le traitement des demandes de réhabilitation présentées par les personnes condamnées pour des infractions à des lois ou à des règlements fédéraux, et de porter ces recettes en réduction des dépenses engagées pendant cet exercice	40 869 455	.....	1
				40 869 456

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 537 277	.....	.....	5 537 277
Total de l'organisme	46 406 732	.....	1	46 406 733
Bureau de l'enquêteur correctionnel				
45a Dépenses du Programme.....	3 136 888	.....	400 874	3 537 762
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	420 177	.....	.....	420 177
Total de l'organisme	3 557 065	.....	400 874	3 957 939
Gendarmerie royale du Canada				
50a Dépenses de fonctionnement et autorisation d'affecter les recettes de l'exercice – Pour autoriser le virement au présent crédit de 90 800 \$ du crédit 1 (Sécurité publique et Protection civile), de 35 000 000 \$ du crédit 5 (Sécurité publique et Protection civile) et de 282 300 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	1 982 870 879	34 893 100	328 278 760	2 346 042 739
55a Dépenses en capital.....	287 721 884	(4 500 000)	22 090 000	305 311 884
60 Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor	102 219 829	.....	.....	102 219 829
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	80 206 045	.....	.....	80 206 045
(L) Pensions et autres prestations des employés – Membres de la GRC.....	341 931 033	.....	.....	341 931 033
(L) Pensions aux termes de la <i>Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada</i> (L.R. (1970), ch. R-10)	19 000 000	.....	.....	19 000 000
Total de l'organisme	2 813 949 670	30 393 100	350 368 760	3 194 711 530
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada				
65a Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 480 000 \$ du crédit 50 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2010-2011</i>	1 594 163	480 000	1	2 074 164
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	216 884	.....	.....	216 884
Total de l'organisme	1 811 047	480 000	1	2 291 048
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada				
70a Dépenses du Programme.....	4 829 940	.....	2 660 673	7 490 613
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	557 740	.....	.....	557 740
Total de l'organisme	5 387 680	.....	2 660 673	8 048 353
Total du portefeuille.....	7 898 053 515	(4 861 088)	643 098 538	8 536 290 965

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Sécurité publique et Protection civile demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds pour la planification et les activités des services de police et de sécurité en prévision des sommets du G8 et du G20 de 2010 (<i>poste horizontal</i>).....	1 810	260 803	262 613
Fonds pour l'infrastructure essentielle des services de police du Programme des services de police des Premières nations.....	.....	2 802	2 802
Aide financière aux provinces et territoires pour les coûts occasionnés par le rapatriement des Canadiens en Haïti après le tremblement de terre.....	.....	1 500	1 500
Fonds visant à saisir les produits de la criminalité d'entités ciblées du crime organisé (Initiative intégrée de contrôle des produits de la criminalité) (<i>poste horizontal</i>).....	283	.....	283
Total des crédits à adopter	2 093	265 105	267 198
Transferts			
Transferts à Transports – Pour la création et le déroulement d'un cours sur l'évaluation en matière de sûreté aérienne.....	(89)	.....	(89)
Transfert à la Gendarmerie royale du Canada – Pour appuyer la continuité du programme constitutionnel du gouvernement, qui détermine les mesures nécessaires à prendre pour assurer le maintien du gouvernement constitutionnel dans l'éventualité d'une urgence.....	(91)	.....	(91)
Transfert à la Gendarmerie royale du Canada – Pour les services de police communautaire offerts aux Premières nations.....	.....	(35 000)	(35 000)
Total des transferts	(180)	(35 000)	(35 180)
Présent budget supplémentaire des dépenses	1 913	230 105	232 018

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Contributions		
Programme de contribution lié à la Politique-cadre sur les coûts de sécurité pour le sommet du G8 et la rencontre du G20 de 2010.....	260 802 500	.....
Paiements aux provinces, aux territoires, aux municipalités, ainsi qu'aux conseils de bande, aux représentants officiels des Autochtones vivant dans les réserves, aux collectivités autochtones établies sur les terres de la Couronne et aux groupes inuits conformément au Programme de services de police des Premières nations.....	2 802 559	.....
Aide financière aux provinces et territoires pour les coûts occasionnés par le rapatriement des Canadiens en Haïti.....	1 500 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	265 105 059	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	35 000 000	.....
Montant net des paiements de transfert	230 105 059	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Agence des services frontaliers du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence des services frontaliers du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 10	Crédit 15	Total
Fonds pour la construction de nouvelles unités d'habitation à trois points d'entrée éloignés au Yukon et en Colombie-Britannique.....	.....	7 500	7 500
Fonds pour poursuivre les travaux quant à l'utilisation de la biométrie pour les demandes de visas temporaires (<i>poste horizontal</i>).....	433	2 644	3 077
Fonds pour la planification et les activités des services de police et de sécurité en prévision des sommets du G8 et du G20 de 2010 (<i>poste horizontal</i>).....	997	.....	997
Fonds pour la réponse initiale du Canada au tremblement de terre à Haïti (<i>poste horizontal</i>).....	545	.....	545
Fonds visant à saisir les produits de la criminalité d'entités ciblées du crime organisé (Initiative intégrée de contrôle des produits de la criminalité) (<i>poste horizontal</i>).....	292	.....	292
Total des crédits à adopter	2 267	10 144	12 411
Transferts			
Transfert de l'Agence du revenu du Canada – Pour améliorer les systèmes financiers et pour appuyer le processus décisionnel en matière de finances au sein du gouvernement du Canada.....	1 361	.....	1 361
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour le système de gestion et de rapport des incidents.....	(2 567)	2 567	.....
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans des missions à l'étranger.....	(1 080)	.....	(1 080)
Total des transferts	(2 286)	2 567	281
Présent budget supplémentaire des dépenses	(19)	12 711	12 692

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Service canadien du renseignement de sécurité

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Service canadien du renseignement de sécurité demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 20
Fonds pour la planification et les activités des services de police et de sécurité en prévision des sommets du G8 et du G20 de 2010 (<i>poste horizontal</i>).....	2 162
Transferts	
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans des missions à l'étranger.....	(835)
Présent budget supplémentaire des dépenses	1 327

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Service correctionnel

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Service correctionnel demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter

Crédit 35

Fonds pour l'achèvement de la conception et l'exécution de projets d'immobilisation, notamment le Centre psychiatrique régional de Saskatoon (Saskatchewan) (2 730 \$), le Centre correctionnel communautaire Portsmouth (Ontario) (2 630 \$) et l'Établissement de Bowden (Alberta) (2 537 \$) **7 897**

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Commission nationale des libérations conditionnelles

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission nationale des libérations conditionnelles – *Aucuns fonds supplémentaires ne sont demandés*

Crédits à adopter

Crédit 40

En vertu du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autorisation de dépenser les recettes générées durant un même exercice et issues de la prestation de services visant le traitement des demandes de réhabilitation présentées par les personnes condamnées pour les infractions à des lois ou à des règlements fédéraux, et de porter ces recettes en réduction des dépenses engagées pendant cet exercice

Bureau de l'enquêteur correctionnel

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Bureau de l'enquêteur correctionnel demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter

Crédit 45

Fonds pour renforcer la capacité de mener des enquêtes et de répondre aux besoins en matière de finances et de reddition des comptes **401**

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Gendarmerie royale du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Gendarmerie royale du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 50	Crédit 55	Total
Fonds pour la planification et les activités des services de police et de sécurité en prévision des sommets du G8 et du G20 de 2010 (<i>poste horizontal</i>).....	299 605	21 875	321 480
Fonds visant à saisir les produits de la criminalité d'entités ciblées du crime organisé (Initiative intégrée de contrôle des produits de la criminalité) (<i>poste horizontal</i>)....	12 989	215	13 204
Fonds pour la réponse initiale du Canada au tremblement de terre à Haïti (<i>poste horizontal</i>).....	11 369	.....	11 369
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	2 000	.....	2 000
Fonds pour poursuivre les travaux quant à l'utilisation de la biométrie pour les demandes de visas temporaires (<i>poste horizontal</i>)	1 707	.....	1 707
Fonds afin de gérer les litiges liés aux Métis et aux Indiens non inscrits et pour mettre en œuvre la réconciliation proactive et la gestion des droits ancestraux des Métis (<i>poste horizontal</i>).....	609	.....	609
Total des crédits à adopter	328 279	22 090	350 369
Transferts			
Transfert de Sécurité publique et Protection civile – Pour les services de police communautaire offerts aux Premières nations.....	35 000	.....	35 000
Transfert d'Affaires étrangères et Commerce international – Pour le rajustement des montants versés auparavant pour le personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger	282	.....	282
Transfert de Sécurité publique et Protection civile – Pour appuyer la continuité du programme constitutionnel du gouvernement, qui détermine les mesures nécessaires à prendre pour assurer le maintien du gouvernement constitutionnel dans l'éventualité d'une urgence	91	.....	91
Transfert au Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada – Pour des fonds provenant de partenaires en matière de services de police contractuels à l'appui des opérations du Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	(480)	.....	(480)
Transfert à Travaux publics et Services gouvernementaux – Pour couvrir les coûts liés au nouveau quartier général de la Gendarmerie royale du Canada situé à Surrey, Colombie-Britannique .....	.....	(4 500)	(4 500)
Total des transferts	34 893	(4 500)	30 393
Présent budget supplémentaire des dépenses	363 172	17 590	380 762

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Transferts

Crédit 65

Transfert de la Gendarmerie royale du Canada – Pour des fonds provenant de partenaires en matière de services de police contractuels à l'appui des opérations du Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada **480**

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter

Crédit 70

Fonds pour la poursuite du traitement des plaintes et pour les efforts de sensibilisation..... **2 661**

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

TRANSPORTS

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Ministère				
1a	Dépenses de fonctionnement et :			
	a) autorisation d'engager des dépenses pour des biens autres que fédéraux pendant l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière d'aéronautique;			
	b) autorisation de faire des paiements de commissions pour le recouvrement de revenus conformément à la <i>Loi sur l'aéronautique</i> ;			
	c) aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes de l'exercice;			
	d) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 88 920 \$ du crédit 1 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2010-2011</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de			
	612 522 037	13 920	1 220 634	613 756 591
5	Dépenses en capital, y compris les contributions pour les travaux de construction exécutés par des provinces ou des municipalités, des autorités locales ou des entrepreneurs privés			
	221 127 382	.....	.....	221 127 382
10	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions			
	840 112 907	.....	.....	840 112 907
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés			
	69 557 658	.....	.....	69 557 658
(L)	Ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités – Traitement et allocation pour automobile			
	78 649	.....	.....	78 649
(L)	Ministre d'État – Allocation pour automobile			
	2 000	.....	.....	2 000
(L)	Paiements versés conformément aux ententes de la Voie maritime du Saint-Laurent conclues dans le cadre de la <i>Loi maritime du Canada</i> (L.C. (1998), ch. 10)			
	62 800 000	.....	.....	62 800 000
(L)	Paiement de subvention pour l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland selon la <i>Loi sur l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland</i> (L.C. (1993), ch. 43).....			
	57 771 301	.....	.....	57 771 301
(L)	Versements à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada à l'égard de l'abolition des péages sur le pont Victoria à Montréal, et pour la réfection de la voie de circulation du pont (crédit 107, <i>Loi des subsides n° 5 de 1963</i> , L.C. (1963), ch. 42)			
	3 300 000	.....	.....	3 300 000
	1 867 271 934	13 920	1 220 634	1 868 506 488

TRANSPORTS

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Société canadienne des postes					
15	Paiements à la Société canadienne des postes à des fins spéciales	22 210 000	.....	.....	22 210 000
20	Conformément à l'article 28 de la <i>Loi sur la Société canadienne des postes</i> et à l'article 101 et au paragraphe 127(3) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autoriser la Société canadienne des postes à emprunter de l'argent d'autres sources que l'État, pour des sommes ne dépassant pas, de temps à autre, un montant principal dû de 2 500 000 000 \$ et ce, en conformité avec les conditions approuvées par le ministre des Finances	1	.....	.....	1
	Total de l'organisme	22 210 001	.....	.....	22 210 001
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien					
25a	Paiements à l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	243 556 000	.....	350 999 399	594 555 399
	Total de l'organisme	243 556 000	.....	350 999 399	594 555 399
Office des transports du Canada					
30	Dépenses du Programme.....	23 922 843	.....	.....	23 922 843
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 387 393	.....	.....	3 387 393
	Total de l'organisme	27 310 236	.....	.....	27 310 236
La Société des ponts fédéraux Limitée					
35	Paiements à la Société des ponts fédéraux Limitée	55 639 000	.....	.....	55 639 000
	Total de l'organisme	55 639 000	.....	.....	55 639 000
Marine Atlantique S.C.C.					
40a	Paiements à Marine Atlantique S.C.C. relativement :				
	<i>a)</i> aux frais de la direction de cette société; paiements à des fins d'immobilisations et paiements pour des activités de transport, y compris les services de transport maritime suivants conformément à des marchés conclus avec Sa Majesté : traversiers et terminus de Terre-Neuve;				
	<i>b)</i> aux paiements à l'égard des frais engagés par la société pour assurer des prestations de retraite anticipée, des prestations de cessation d'emploi et d'autres prestations à ses employés lorsque ces frais sont engagés par suite de la réduction du personnel ou de l'interruption ou de la diminution d'un service – Pour autoriser le virement au présent crédit de 9 240 000 \$ du crédit 60 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2010-2011</i>	108 202 000	9 240 000	1	117 442 001
	Total de l'organisme	108 202 000	9 240 000	1	117 442 001

TRANSPORTS

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Commission de la capitale nationale				
45 Paiements à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses de fonctionnement	83 172 909	.....	.....	83 172 909
50a Paiements à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 45 650 000 \$ du crédit 60 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2010-2011</i>	34 188 000	45 650 000	1	79 838 001
Total de l'organisme	117 360 909	45 650 000	1	163 010 910
Bureau de l'infrastructure du Canada				
55 Dépenses de fonctionnement	56 131 378	.....	.....	56 131 378
60a Contributions	6 685 292 209	(149 387 000)	26 714 974	6 562 620 183
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 156 445	.....	.....	5 156 445
(L) Fonds de stimulation de l'infrastructure	874 498 759	.....	.....	874 498 759
(L) Programme de financement de base de l'infrastructure des provinces et des territoires	240 000 000	.....	.....	240 000 000
(L) Fonds pour l'infrastructure verte	186 334 000	.....	.....	186 334 000
(L) Fonds Chantiers Canada – Volet Collectivités, ajout ...	135 245 089	.....	.....	135 245 089
Total de l'organisme	8 182 657 880	(149 387 000)	26 714 974	8 059 985 854
Société du Vieux-Port de Montréal inc.				
65 Paiements à la Société du Vieux-Port de Montréal inc. pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	28 073 000	.....	.....	28 073 000
Total de l'organisme	28 073 000	.....	.....	28 073 000
Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée				
70a Paiements à la société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc. à affecter au paiement de l'excédent des dépenses sur les revenus de la société (à l'exception de l'amortissement des immobilisations et des réserves) relativement à l'exploitation des ponts Jacques-Cartier, Champlain et Honoré-Mercier, d'une partie de l'autoroute Bonaventure, de l'estacade du pont Champlain et du tunnel Melocheville à Montréal – Pour autoriser le virement au présent crédit de 31 800 000 \$ du crédit 60 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2010-2011</i>	60 558 000	31 800 000	1	92 358 001
Total de l'organisme	60 558 000	31 800 000	1	92 358 001
Tribunal d'appel des transports du Canada				
75 Dépenses du Programme	1 292 701	.....	.....	1 292 701
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	123 879	.....	.....	123 879
Total de l'organisme	1 416 580	.....	.....	1 416 580

TRANSPORTS

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
VIA Rail Canada Inc.				
80a Paiements à VIA Rail Canada Inc. relativement aux frais de la direction de cette société, paiements à des fins d'immobilisations et paiements en vue de la prestation d'un service ferroviaire aux voyageurs au Canada conformément aux marchés conclus en vertu du sous-alinéa c)(i) du crédit 52d (Transports) de la <i>Loi n° 1 de 1977 portant affectation de crédits</i>	523 721 000	.....	26 800 000	550 521 000
Total de l'organisme	523 721 000	.....	26 800 000	550 521 000
Total du portefeuille.....	11 237 976 540	(62 683 080)	405 735 010	11 581 028 470

TRANSPORTS

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transports demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1
Fonds pour la planification et les activités des services de police et de sécurité en prévision des sommets du G8 et du G20 de 2010 (<i>poste horizontal</i>)	637
Fonds pour la mise en œuvre du projet GO Transit aux termes du Fonds Chantier Canada, afin d'améliorer le service et la fiabilité dans la région du Grand secteur de Toronto	583
Total des crédits à adopter	1 220

Transferts

Transfert de Sécurité publique et Protection civile – Pour la création et le déroulement d'un cours sur l'évaluation en matière de sûreté aérienne	89
Transfert à Pêches et Océans – Pour un soutien à la Chaire canadienne pour la protection environnementale du milieu marin à l'Université maritime mondiale	(75)
Total des transferts	14

Présent budget supplémentaire des dépenses **1 234**

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Administration canadienne de la sûreté du transport aérien

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 25
Fonds affectés au renforcement de la sûreté aérienne au Canada	350 600
Fonds pour la planification et les activités des services de police et de sécurité en prévision des sommets du G8 et du G20 de 2010 (<i>poste horizontal</i>)	399
Présent budget supplémentaire des dépenses	350 999

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Marine Atlantique S.C.C.

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Marine Atlantique S.C.C. demande des fonds pour les postes suivants :

Transferts	Crédit 40
Transfert du Bureau de l'infrastructure du Canada – Pour les travaux de réparation au quai de Sydney en Nouvelle-Écosse	9 240

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

TRANSPORTS

Commission de la capitale nationale

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission de la capitale nationale demande des fonds pour les postes suivants :

Transferts	Crédit 50
Transfert du Bureau de l'infrastructure du Canada – Pour la réfection, la mise à niveau et le remplacement de diverses immobilisations dans la région de la capitale nationale dans le cadre du Fonds de stimulation de l'infrastructure	45 650

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Bureau de l'infrastructure du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Bureau de l'infrastructure du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 60
Financement consacré au Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique à des fins d'investissements dans des projets d'infrastructures publiques conçus pour améliorer la qualité de vie dans les communautés urbaines et rurales	14 076
Financement au Fonds sur l'infrastructure frontalière pour des projets à l'appui du sommet du G8 de 2010	10 000
Financement pour le Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique afin d'appuyer la construction d'un bassin de traitement des eaux usées pour la ville de Happy Valley-Goose Bay (<i>poste horizontal</i>)	2 639
Total des crédits à adopter	26 715
Transferts	
Transfert à Marine Atlantique S.C.C. – Pour les travaux de réparation au quai de Sydney en Nouvelle-Écosse	(9 240)
Transfert à Les Ponts Jacques-Cartier et Incorporée – Pour appuyer les activités, l'entretien régulier et les besoins urgents en matière de sécurité des ponts dans la région de Montréal	(31 800)
Transfert à la Commission de la capitale nationale – Pour la réfection, la mise à niveau et le remplacement de diverses immobilisations dans la région de la capitale nationale dans le cadre du Fonds de stimulation de l'infrastructure	(45 650)
Transfert à l'Agence Parcs Canada – Pour soutenir l'amélioration des lieux historiques et des parcs nationaux en Colombie-Britannique, en Alberta, au Québec et en Ontario dans le cadre du Fonds de stimulation de l'infrastructure	(62 697)
Total des transferts	(149 387)
Présent budget supplémentaire des dépenses	(122 672)

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Contributions		
Contributions en vertu du Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique	16 714 974	.....
Contributions en vertu du Fonds sur l'infrastructure frontalière	10 000 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	26 714 974	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	149 387 000	.....
Montant net des paiements de transfert	(122 672 026)	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

TRANSPORTS

Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée demande des fonds pour les postes suivants :

Transferts	Crédit 70
Transfert du Bureau de l'infrastructure du Canada – Pour appuyer les activités, l'entretien régulier et les besoins urgents en matière de sécurité des ponts dans la région de Montréal.....	31 800

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

VIA Rail Canada Inc.

Explication du besoin (en milliers de dollars)

VIA Rail Canada Inc. demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 80
Fonds pour des améliorations à l'infrastructure afin d'accroître la fréquence des trains dans le corridor Québec-Windsor et pour de grands projets d'équipement comme la remise à neuf de locomotives et de wagons de voyageurs.....	26 800

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
1a Dépenses de fonctionnement, les contributions et pour la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux, y compris les dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada, de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> et de la <i>Loi sur l'administration des biens saisis</i> ; autorisation de dépenser les recettes de l'exercice découlant des services de gestion des locaux et des services communs et centraux et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an.....	2 300 745 539	(16 149 252)	57 175 210	2 341 771 497
5a Dépenses en capital, y compris les dépenses relatives à des ouvrages autres que des biens fédéraux et autorisation de rembourser les locataires d'immeubles fédéraux à l'égard d'améliorations autorisées par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux – Pour autoriser le virement au présent crédit de 13 826 958 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) et de 4 500 000 \$ du crédit 55 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 1 pour 2010-2011</i>	451 423 748	18 326 958	1	469 750 707
7a Fonds renouvelable des Services communs de télécommunications et d'informatique – En vertu de l'article 12 de la <i>Loi sur les Fonds renouvelables</i> L.R.C. (1985), ch. R-8, pour modifier le paragraphe 5.2(3) de la Loi, en augmentant de 20 000 000 \$ à 40 000 000 \$ le montant duquel la totalité des dépenses effectuées aux fins du fonds peut excéder les recettes, à compter du 1 ^{er} avril 2010.....	.....	.....	1	1
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	87 196 363	.....	.....	87 196 363
(L) Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux – Traitement et allocation pour automobile.....	78 649	.....	.....	78 649
(L) Fonds renouvelable des Services immobiliers.....	10 000 000	.....	.....	10 000 000
(L) Fonds renouvelable du Bureau de la traduction.....	3 870 000	.....	.....	3 870 000
(L) Paiement en remplacement d'impôts fonciers versés aux municipalités et à d'autres autorités taxatrices.....	.....	.....	.....	.....
(L) Fonds renouvelable des Services optionnels.....	.....	.....	.....	.....
(L) Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada.....	(221 825)	.....	.....	(221 825)
(L) Fonds renouvelable des Services communs de télécommunications et d'informatique.....	(742 540)	.....	.....	(742 540)
(L) Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers.....	(9 024 000)	.....	.....	(9 024 000)
Total du portefeuille.....	2 843 325 934	2 177 706	57 175 212	2 902 678 852

TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Travaux publics et Services gouvernementaux demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 7	Total
Fonds pour l'organisation du sommet du G20 de 2010 à Toronto (<i>poste horizontal</i>).....	29 235	.....	.....	29 235
Fonds pour les coûts prévus relatifs aux besoins supplémentaires en matière de locaux à bureaux à l'intention des ministères et organismes gouvernementaux.....	24 614	.....	.....	24 614
Fonds visant à saisir les produits de la criminalité d'entités ciblées du crime organisé (Initiative intégrée de contrôle des produits de la criminalité) (<i>poste horizontal</i>).....	1 401	.....	.....	1 401
Fonds pour accueillir et organiser le sommet du G8 de 2010 à Muskoka en Ontario.....	1 000	.....	.....	1 000
Fonds pour améliorer les systèmes financiers et pour appuyer le processus décisionnel en matière de finances au sein du gouvernement du Canada (<i>poste horizontal</i>).....	925	.....	.....	925
Fonds renouvelable des Services communs de télécommunications et d'informatique – En vertu de l'article 12 de la <i>Loi sur les Fonds renouvelables</i> L.R.C. (1985), ch. R-8, pour modifier le paragraphe 5.2(3) de la Loi, en augmentant de 20 000 000 \$ à 40 000 000 \$ le montant duquel la totalité des dépenses effectuées aux fins du fonds peut excéder les recettes, à compter du 1 ^{er} avril 2010.....	.....	.....	.....	.....
Total des crédits à adopter	57 175	.....	.....	57 175
Transferts				
Transfert de la Gendarmerie royale du Canada – Pour couvrir les coûts liés au nouveau quartier général de la Gendarmerie royale du Canada situé à Surrey, Colombie-Britannique.....	.....	4 500	.....	4 500
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour la construction et l'aménagement d'un nouvel immeuble pour la Gendarmerie royale du Canada (GRC) et pour couvrir les coûts liés aux besoins accrus en locaux de la GRC.....	(13 827)	13 827	.....	.....
Transfert à l'Agence canadienne d'inspection des aliments (1 716 \$) et à Agriculture et Agroalimentaire (606 \$) – Pour le rajustement des montants versés auparavant pour le nouveau complexe de l'administration centrale d'Agriculture et Agroalimentaire et de l'Agence canadienne d'inspection des aliments.....	(2 322)	.....	.....	(2 322)
Total des transferts	(16 149)	18 327	.....	2 178
Présent budget supplémentaire des dépenses	41 026	18 327	.....	59 353

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.